

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
OCTOBRE - NOVEMBRE 2019

N°196

TOME II

Direction du Secrétariat Général

SOMMAIRE
RAA des mois d'octobre et novembre
2019

TOME I

PAGES

PARTIE 1 : DELIBERATIONS <i>(Conseil du 18 novembre 2019)</i>	2
--	----------

TOME II

PARTIE 2 : DECISIONS <i>(Conseil du 18 novembre 2019)</i>	2
PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES	333
PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS	407

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE II – SOMMAIRE

Conseil du 18 novembre 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-463	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 678 m ² rue Jacques Louis David commune de Montpellier	12
MD2019-466	Décision relative à l'acquisition d'une parcelle cadastrée AX n°6 auprès de la Ville de Montpellier - Avenue du Docteur Pezet - Commune de Montpellier	14
MD2019-582	Décision relative à l'attribution du marché n°9.141 de réalisation d'une mission de coordination Sécurité et Protection de la Santé dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle gare	16
MD2019-602	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4612RI16 d'acquisition d'un logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur pour la signalisation lumineuse tricolore et le contrôle d'accès	18
MD2019-625	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public avec la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole (LMJ3M)	20
MD2019-635	Décision relative à la résiliation du marché n° M9B0032DS "Mission d'assistance juridique et financière dans la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à Baillargues"	22
MD2019-644	Décision relative à l'acquisition d'une parcelle BR0013 sise commune de Saint Jean de Védas	24
MD2019-653	Décision relative au mandat d'études préalables pour la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-lès-Montpellier - Constat d'achèvement, reddition des comptes et clôture	26
MD2019-661	Décision relative au sinistre du 28/10/2018 sur le véhicule EX-204-YC - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation	28
MD2019-666	Décision relative au classement dans le domaine public des voies du lotissement "Les Combes Vertes" - Commune de Saussan	30
MD2019-669	Décision relative au marché n°G9C0006CO - Impression et diffusion du magazine de communication interne commun à Montpellier Méditerranée et Métropole et la ville de Montpellier - Autorisation de signature	32
MD2019-686	Décision relative à un échange foncier sans soulte avec la SCI MAG MONTPELLIER de deux parcelles avenue du Mas d'Argelliers commune de Montpellier	34
MD2019-705	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BA 8 auprès de l'indivision AUBRY route de Mende Commune de Montferrier-sur-Lez	37
MD2019-725	Décision relative à un mandat de suivi-animation de l'OPAH Copropriétés Dégradées Mosson confié à la SA3M - Autorisation de signature	39
MD2019-739	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AC 55 et AL 122 appartenant à GGL Groupe - Commune de Montferrier-sur-Lez	41

PARTIE II – SOMMAIRE

Conseil du 18 novembre 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-741	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise d'une superficie d'environ 60 m ² rue des Treilles - Commune de Fabrègues	43
MD2019-742	Décision relative à la signature du mandat suivi-animation Plan de sauvegarde Cévennes avec la SA3M	45
MD2019-756	Décision relative au marché n°G9D0051CO - Prestations d'achat d'espace publicitaire dans le Gazette de Montpellier et la Gazette de Nîmes - Autorisation de signature	47
MD2019-757	Décision relative au marché n° G9D0052CO - Prestations d'achat publicitaire dans les supports de la société MIDI MEDIA - Autorisation de signature	49
MD2019-809	Décision relative au marché n°8.14B portant sur la mission de coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (SPS) dans le cadre de la 5ème ligne de Tramway	51
MD2019-815	Décision relative au marché n°4978DC17 de travaux de réhabilitation du théâtre du hangar - Avenants aux lots 1 - 3 - 4 - 5 - 7 - 8 - 9 - 10 - 11 - 12 - 13 - 14 - 15	54
MD2019-819	Décision relative à l'attribution d'un marché d'urbaniste, paysagiste, architecte-coordonnateur dans le cadre du mandat d'étude et de travaux lié au réinvestissement urbain du parc d'activités économique de la Lauze - Commune de Saint Jean de Védas	57
MD2019-821	Décision relative à la mise à disposition individuelle de Madame Chantal TOURRE auprès de la Ville de Montpellier	60
MD2019-823	Décision relative au marché n°M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement - Lots 1 et 2 - Attributions - Autorisation de signature	62
MD2019-831	Décision relative à la signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes pour l'entretien et les contrôles réglementaires des véhicules et engins techniques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier - Autorisation de signature et de lancement des procédures	65
MD2019-832	Décision relative au marché n°4804MG17 - Travaux de modernisation d'un parc d'ascenseurs au siège de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature	68
MD2019-835	Décision relative à l'avenant n°1 au marché 5105EA18 Travaux d'extension du réseau d'eaux usées et d'eau potable route de Vendargues - chemin de Bellevue à Prades le Lez - Autorisation de signature	71
MD2019-836	Décision relative au marché subséquent n°M8D0031AT - Travaux d'aménagement de l'allée des Acacias - Commune de Vendargues - Avenant n°1 - Autorisation de signature	73
MD2019-837	Décision relative à une convention avec la Ville de Montpellier pour la mise à disposition de locaux situés au sein du domaine de Grammont	75

PARTIE II – SOMMAIRE

Conseil du 18 novembre 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-838	Décision relative à une convention avec la Ville de Montpellier pour la mise à disposition de locaux situés au sein du domaine de Grammont	77
MD2019-843	Décision relative à un avenant n°1 à la Convention de prestation de services réciproques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Commune de Montpellier	79
MD2019-845	Décision relative à un avenant n°1 concernant le marché M9B0052MG - Travaux d'aménagements et de maintenance de régulation de génie climatique dans les bâtiments métropolitains, sites existants	81
MD2019-850	Décision relative à un avenant de transfert au marché n°3986TV15 de missions de contrôle extérieur en construction routière	83
MD2019-851	Décision relative à une convention d'occupation de locaux par l'accélérateur de croissance SPRINT LRMP au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	85
MD2019-855	Décision relative au marché 3672 "Suivi du milieu récepteur Lez et mer de la station d'épuration MAERA" - Avenant n°1 - Autorisation de signature	87
MD2019-859	Décision relative à la cession de parcelles au profit de la SNC Petit Paradis Aménagement Lieu-dit Lou Bourbouissou Commune de Vendargues	89
MD2019-861	Décision relative à un échange foncier avec la commune de Baillargues - Pôle d'Echange Multimodal - Commune de Baillargues	91
MD2019-863	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle BT n°05 - Garrigues du Pont à Saint Jean de Vedas	94
MD2019-865	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AL n°178 - Lot n°129 - Lieu-dit Résidence le Calliope Route de Mende à Montpellier	97
MD2019-866	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AL n°178 - Lot n°130 - Lieudit Résidence le Calliope Route de Mende à Montpellier	100
MD2019-867	Décision relative au marché mutualisé accord-cadre n°G9B0079RH - Formation de Prévention et Secours Civique Niveau 1 (PSC1)	103
MD2019-868	Décision relative au marché n°M8D0019VD de "Fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés - lot n°1 : fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets d'un volume de cuve de 3, 4 ou 5 m3"	105
MD2019-869	Décision relative au marché subséquent n°M9D0061EP - Réaménagement d'une partie du boulevard Paul Valéry et de la partie sud de la rue Gaston Bachelard à Montpellier - Attribution du marché	108
MD2019-872	Décision relative au marché subséquent n°M9D0095AT de travaux de requalification de rues diverses sur la commune de Restinclières - Attribution - Autorisation de signature	110
MD2019-873	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BW 439 Rue du Faubourg Saint-Jaumes - Commune de Montpellier	113

PARTIE II – SOMMAIRE

Conseil du 18 novembre 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-875	Clôture de la sous régie d'avances Mission Livre - Comédie du Livre	115
MD2019-880	Décision relative à l'acceptation du transfert de la parcelle SK n°28, sise commune de Montpellier - Création d'une liaison entre le rond-point Pénélope et la route de Vauguières	117
MD2019-881	Décision relative à un don d'instruments de musique à l'association L'Imag'Histoire	120
MD2019-882	Décision relative à l'acquisition de la parcelle CM 441 - Avenue de l'Europe - Commune de Castelnau-le-Lez	122
MD2019-883	Décision relative au marché n°M9B0103DE - Stratégie digitale internationale pour l'accueil du 5ème sommet des Maires et Rencontre Annuelle du Pacte des Politiques Alimentaires Urbaines de Milan	124
MD2019-887	Décision relative à l'adhésion à l'association CUSMA (Club Utilisateur Sedith Marianne)	126
MD2019-888	Décision relative à l'acquisition d'une parcelle AH 289 (159 m²) située 20 Grand'rue - Commune de Restinclières	128
MD2019-889	Décision relative à la cession d'un véhicule de marque Renault Master immatriculé AB-141-QW techniquement réparable mais économiquement irréparable - Hôtel des Ventes de Montpellier	130
MD2019-890	Décision relative à l'avenant n° 1 au marché M9B0018VD de "Réhabilitation du Point Propreté de Cournonterral - lot n° 5 : clôtures portails"	132
MD2019-891	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété des consorts GRAS - Parcelles AK n° 80, 106 et 422 - Commune de Baillargues	135
MD2019-892	Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise agricole individuelle de Monsieur Johan Crance - location d'une partie d'un local sur le Domaine de Viviers	138
MD2019-893	Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°8.881 portant sur les prestations diverses de reprographie et de numérisation dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	140
MD2019-894	Décision relative au marché n°M9B0098DC de réalisation, édition et diffusion du catalogue de l'exposition "Jean Ranc, un Montpellierain à la cour des Rois" au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole	143
MD2019-895	Décision relative au transfert de propriété dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole de la médiathèque Jules Verne - Commune de Saint Jean de Védas	145
MD2019-896	Décision relative à la candidature de la société AXXES INTERACTIVE dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	147

PARTIE II – SOMMAIRE

Conseil du 18 novembre 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-897	Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre le Syndicat du Bassin du Lez et Montpellier Méditerranée Métropole pour les opérations de restauration et d'entretien des cours d'eau relevant du plan de gestion sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	149
MD2019-899	Décision relative à l'acquisition des parcelles BA 36 et BB 204 auprès de l'Agglomération du Pays de l'Or - Lieudit Pons du Mas Rouge et Le Golf - Commune de Baillargues	151
MD2019-900	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule techniquement réparable mais économiquement irréparable de marque FIAT modèle Ducato immatriculé AB-855-YS - Hôtel des Ventes de Montpellier	153
MD2019-901	Décision relative à un marché n°M9D0070EA - Réhabilitation du réseau d'assainissement avenue Champs des Moulins sur la commune de Murviel-lès-Montpellier	155
MD2019-902	Décision relative à l'acquisition des parcelles BK 103 et BK 104 - Lieudit La Mourade - Commune de Baillargues	157
MD2019-903	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BK 74 - Lieudit La Mourade - Commune de Baillargues	159
MD2019-905	Décision relative à la cession pour réforme d'une épareuse vétuste de marque Rousseau type Héra 43 identifiée EPAR 8 - Hôtel des ventes de Montpellier	161
MD2019-906	Décision relative au retour de bien à la commune de Saint Geniès des Mourgues ancien chemin lieu-dit Les Fourches	163
MD2019-907	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SA FDI HABITAT dans la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-Lez	165
MD2019-908	Décision relative à un échange foncier avec la Région Occitanie - Pôle d'Echange Multimodal - Commune de Baillargues	167
MD2019-909	Décision visant à modifier la décision n°MD2018-1176 relative à l'attribution du marché n°5146DC18 de fourniture de livres, livres numériques, éditions adaptées et livres reliés pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole	170
MD2019-910	Décision relative au marché n° M9C0040VD "Installation de stockage de déchets non dangereux de Castries - Travaux de reprise du parement Est du casier 2 suite à l'incendie du 14 juillet 2019 - lot n° 1 : travaux généraux et lot n° 2 : étanchéité des parements"	172
MD2019-911	Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain à la commune de Montpellier à l'occasion de l'aliénation de l'immeuble 191 rue d'Athènes à Montpellier	175
MD2019-913	Décision relative à l'avenant n°3 au marché public de maîtrise d'œuvre pour la conception et la réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Émile Zola	177

PARTIE II – SOMMAIRE

Conseil du 18 novembre 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-917	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société PANJEE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	180
MD2019-918	Décision relative au marché subséquent n°M9D0090EP de réaménagement de la rue du Faubourg Figuerolles et des rues annexes à Montpellier - Attribution du marché	182
MD2019-919	Décision relative au marché subséquent à l'accord-cadre n° 2942T19.06 relatif à l'attribution des marchés de travaux pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature du marché subséquent n°2 - Lot 6 ' second œuvre '	184
MD2019-920	Décision relative à la signature du contrat définissant les modalités de participation à l'élaboration de l'offre de bus à hydrogène de l'UGAP	187
MD2019-922	Décision relative à une convention de servitude et d'autorisation d'occupation pour travaux	189
MD2019-923	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée DV 626 - Rue de Centrayrargues - Commune de Montpellier	191
MD2019-924	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée DW 352 appartenant à Madame GUILLOT avenue de Pérols - Commune de Lattes	193
MD2019-926	Décision relative au marché n°4948DE17 - Étude de définition du schema directeur du Marché d'intérêt national (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole : vers un pôle de l'alimentation méditerranéenne durable" - Avenant n°2 - Autorisation de signature.	195
MD2019-927	Convention d'occupation temporaire du domaine public de l'aéroport Montpellier Méditerranée - Autorisation de signature	197
MD2019-928	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété NGUYEN THI NGHINH - Parcelle MS 290 lot 2961 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier	199
MD2019-929	Décision relative au déclassement du domaine public métropolitain des volumes 1 et 4 du projet d'état de division en volume portant sur les parcelles cadastrées AR n°142, AR n°172 et AR n°173, 1850 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez	203
MD2019-930	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété CARRIE - Parcelle MS 290 lot 3350 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier	206
MD2019-932	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété CONSTANT - Terrain nu - Parcelle BA 256p - 805 rue de la Marbrerie - Commune de Vendargues	210
MD2019-933	Décision relative au marché n° M9A2179VD de "Prestations de caractérisation des déchets ménagers et de tri sélectif sur des îlots urbains de Montpellier Méditerranée Métropole"	213

PARTIE II – SOMMAIRE

Conseil du 18 novembre 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-935	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIGIXART au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	215
MD2019-936	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété JACQUES - Terrain nu - Parcelle AI 15 - Chemin de la Foire Exposition - Commune de Pérols	217
MD2019-937	Décision relative à l'avenant n° 1 au marché 5137 - Travaux de renforcement du réseau d'assainissement sur la commune de Saint Jean de Védas avenue de la Condamine	220
MD2019-938	Décision relative au marché n° M9D0076DS ' Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du football ' - Avenant n° 1	222
MD2019-939	Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux	225
MD2019-940	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété ILLAN - Parcelles LR 33-34-79-81 - Copropriété Le Pic Saint Loup (lots 100-36-24) - 72 avenue de Louisville à Montpellier	227
MD2019-941	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété BONNEFOUS-BARTHEZ - Parcelle LR 51 - Copropriété Nouveau Peyrou (lots 37-81-668) - avenue de Louisville à Montpellier	231
MD2019-942	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété LA CROIX ROUGE - Parcelle LR 51 - Copropriété Le Nouveau Peyrou (lots 368-455-746) - 176 rue de Leyde à Montpellier	235
MD2019-943	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété ALBANO-LOUCHE - Parcelle LS 13 - Copropriété Allées du Bois (lots 323-277-451-300) - 228 rue d'Uppsala à Montpellier	239
MD2019-944	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain – Propriété M. Charles RUF et Mme Françoise RUF-PIERROT- Parcelle LR134 – Copropriété L'Esperou (lot31) – avenue de Barcelone à Montpellier	243
MD2019-945	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété M. et Mme RUF Charles - Parcelle LR 134 - Copropriété L'Esperou (lot 24) - avenue de Barcelone à Montpellier	247
MD2019-946	Décision relative à une convention de prêt d'objets avec la Collectivité de Corse - musée archéologique d'Aleria	251
MD2019-947	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 75 m² issue du domaine public rue Croix de la Mission Commune de Fabrègues	253
MD2019-951	Décision relative à l'acquisition des emprises SNCF utilisées pour le tramway Gare Saint Roch Commune de Montpellier	255
MD2019-952	Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux	257
MD2019-955	Décision relative à l'aliénation des parcelles cadastrées AT 269 et AT 270 au profit de Madame CALVAS chemin du Mas de l'Huile - Commune de Montferrier-sur-Lez	259

PARTIE II – SOMMAIRE

Conseil du 18 novembre 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-959	Décision relative à la réalisation d'une étude de mobilités dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du site Sablassou - Commune de Castelnau-le-Lez - Attribution du marché	261
MD2019-960	Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Damien Gruffat - Domaine de Viviers	263
MD2019-965	Décision relative à la cession pour réforme d'un bras hydraulique vétuste de marque Negrisol type NA 2600 - Hôtel des ventes de Montpellier	265
MD2019-967	Décision relative au dépôt de toute autorisation d'urbanisme nécessaire - Extension du cimetière Saint-Etienne à Grammont - Parcelles RL6, RL8, RL10, RL12, RK6 et RK18 à Montpellier	267
MD2019-969	Décision relative au transfert du marché n°3772DC14 - Mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de couverture des vestiges de l'aile nord du forum - Avenant n°4 - Autorisation de signature	269
MD2019-970	Décision relative au marché n°5155DE18 de maintenance multi technique des 3 bâtiments du BIC CAP ALPHA-CAP OMEGA-MIBI de Montpellier Méditerranée Métropole avec travaux et prestations associés à la maintenance - Avenant n°1	271
MD2019-971	Décision relative à l'avenant n°1 au Lot 2 "réseaux humides" du marché n°4928EP17 - Travaux d'aménagement de l'avenue du Professeur Emile Jeanbrau - Parvis Georges Richard à Montpellier	274
MD2019-975	Décision relative au prêt d'une œuvre en provenance du Metropolitan Museum of Art pour l'exposition "De Marbre blanc et de couleur : la Chapelle Deydé de la cathédrale de Montpellier"	276
MD2019-976	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	278
MD2019-977	Décision relative au marché n°M9B0061RI de structuration de l'infocentre existant et création de nouvelles data bases métiers	280
MD2019-979	Décision relative à une autorisation de dépôt de déclaration préalable de travaux sur le domaine de Grammont	282
MD2019-982	Décision relative à l'acquisition d'une emprise d'une superficie de 125 m² issue de la parcelle AH 204 Grand'rue - Commune de Restinclières	284
MD2019-983	Décision relative au marché n°M9B0074EA - Schéma directeur de desserte en eau brute - Lot n°1 : Étude prospective des besoins en irrigation agricole - Lot n°2 : Étude technico-économique des scénarii - Attributions	286
MD2019-984	Décision relative au marché n°M9B0102EP - Acquisition de deux saleuses portées et lames de déneigement - Attribution du marché	289
MD2019-992	Décision relative au prêt d'une œuvre en provenance d'une collection particulière pour l'exposition "Jean Ranc, un montpelliérain à la Cour des rois d'Espagne"	291

PARTIE II – SOMMAIRE

Conseil du 18 novembre 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-994	Décision relative à des contrats d'emprunt auprès de la Société Générale	293
MD2019-998	Décision relative à la convention d'occupation du domaine public du théâtre des treize vents - Avenant n°1	297
MD2019-1007	Décision relative à l'agrément de candidature de la société CREATIVE MONSTERS dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	299
MD2019-1008	Clôture de la régie d'avances du Département de l'Art Dramatique du Conservatoire à Rayonnement Régional	301
MD2019-1009	Clôture de la régie de recettes du Département de l'Art Dramatique du Conservatoire à Rayonnement Régional	303
MD2019-1010	Décision relative à la modification de la régie de recettes des Terrains Familiaux de Pignan pour l'accueil des gens du voyage	305
MD2019-1011	Décision relative à une convention de prêt d'objets archéologiques avec la commune de Martigues - Musée Ziem	308
MD2019-1015	Décision relative à un contrat d'emprunt auprès de la Banque Postale	310
MD2019-1017	Décision relative à un contrat d'emprunt auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon	314
MD2019-1018	Décision relative au marché n°M9B0108RI de prestation de tiers-archivage électronique AS@LAE	318
MD2019-1020	Décision relative au marché n°G8D0032RI d'hébergement serveur, fournitures d'accès internet et prestations associées	320
MD2019-1026	Décision relative à l'agrément de candidature de la société BIOPHILEUS dans le VEAS HANNIBAL à CURNONSEC	322
MD2019-1030	Décision relative à l'agrément de candidature de la société S3F CHIMIE dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels	324
MD2019-1031	Décision relative à l'agrément de la société SCANAE dans l'Immeuble CAP DELTA à Grabels	326
MD2019-1045	Décision relative à l'exercice du Droit de Préemption Urbain (DPU) - Propriété FELLAHI - Parcelle MS 290 lots 3042 et 3403 - Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier	328



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise de 678 m² rue
Jacques Louis David commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- Vu le souhait des copropriétaires exprimé via leur syndic, de fermer la copropriété Les Sabines, située rue Jacques Louis David à Montpellier par un portail,
- Considérant qu'une emprise d'une superficie de 678 m² environ est intégrée à l'unité foncière de la résidence Les Sabines, mais qu'elle ressort comme propriété de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Considérant que ce terrain en impasse n'est pas affecté à l'usage du public, et qu'il n'est pas aménagé,
- Considérant que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,
- Considérant la nécessité de constater la désaffectation du domaine public, et de prononcer le déclassement de cette emprise de 678 m², avant de pouvoir la céder,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation du domaine public d'une emprise d'une superficie de 678 m² située dans l'unité foncière de la résidence Les Sabines, rue Jacques Louis David à Montpellier.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 678 m² située rue Jacques Louis David à Montpellier et l'intègre à son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de l'emprise.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024 24 24 00 17 - 20190101-24957-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

24 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'une
parcelle cadastrée AX n°6 auprès de la
Ville de Montpellier - Avenue du Docteur
Pezet - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n°V2019-317 prise en séance du 27 septembre 2019 relative à la cession à la Métropole de la parcelle cadastrée AX 6, avenue du Docteur Pezet sur la commune de Montpellier,
- Vu l'estimation de l'avis des domaines n°2019-172V1102 en date du 28 août 2019,

CONSIDÉRANT : que la parcelle cadastrée section AX 6, d'une emprise de 115 m² située 11 avenue du Docteur Pezet à Montpellier, est nécessaire à la réalisation de la 5ème ligne de

Tramway et qu'il convient de prévoir une prise de possession anticipée de ladite parcelle, afin de ne pas retarder le démarrage des travaux.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée section AX 6, d'une emprise de 115 m² située 11 avenue du Docteur Pezet, appartenant à la commune de Montpellier, et accepte la prise de possession anticipée afin de ne pas retarder le démarrage des travaux.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition de la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus, est fixé à 60 500 €, montant compatible avec l'avis de France Domaine n°2019-172V1102 en date du 28 août 2019.

ARTICLE 3 : L'acte de transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 15 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-85061-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 OCT. 2019

Réception en Préfecture : 15 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution du marché
n°9.141 de réalisation d'une mission de
coordination Sécurité et Protection de la
Santé dans le cadre de l'extension Est de la
ligne 1 de tramway vers la nouvelle gare**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu le code relatif à la commande publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de 8ème Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

- Vu la délibération du Conseil n°14196 du 25 octobre 2016 relative à la convention de mandat pour l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France désignant la SEM TaM titulaire du marché,

CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics portant sur le marché portant sur la réalisation d'une mission SPS (Sécurité et Protection de la Santé) dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France,
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,
- qu'après analyse, l'entreprise QUALICONSULT (Montpellier, 34) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°9.141 portant sur la réalisation d'une mission SPS dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France à l'entreprise QUALICONSULT pour un montant global et forfaitaire de 29 600 € HT et une durée de 7 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

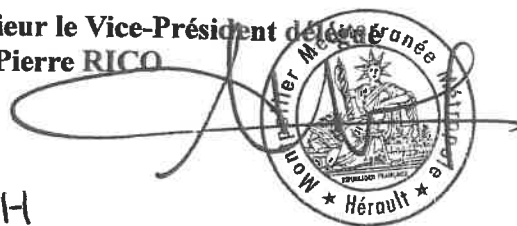
ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 5% du montant du marché (marché à prix global et forfaitaire).

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 4 SEP. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : **0 4 SEP. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-89498-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 4 SEP. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°4612RI16 d'acquisition d'un
logiciel de gestion de maintenance assistée
par ordinateur pour la signalisation
lumineuse tricolore et le contrôle d'accès**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international et Artisanat » ;
- VU la décision n°D2017-236 attribuant le marché n°4612RI16 d'acquisition d'un logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur pour la signalisation lumineuse tricolore et le contrôle d'accès à l'entreprise GEOMAP-IMAGIS, pour une durée de 4 ans à compter du 20 avril 2017, dont 1 an pour l'exécution des prestations, 1 an pour la période de garantie et 2 ans pour la maintenance ;

CONSIDÉRANT :

- Qu'il est nécessaire de prolonger les délais d'exécution du marché, notamment la Vérification du Service Régulier (VSR) jusqu'au 15 juin 2019 et par conséquent le marché jusqu'au 15 juin 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4612RI16 d'acquisition d'un logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur pour la signalisation lumineuse tricolore et le contrôle d'accès avec l'entreprise GEOMAP-IMAGIS, 8 bis rue Guizot, BP 71276, 30015 NIMES Cedex 1.

ARTICLE 2 : Cet avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **01 OCT. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARTEL



Publiée le : **01 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 24840007 - 20190101- 90105- AU-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **01 OCT. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public avec la
Mission Locale des Jeunes de Montpellier
Méditerranée Métropole (LMJ3M)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « Insertion par l'économie » en lieu et place de ses communes membres, ce qui signifie qu'elle favorise l'accueil et l'information des publics sur les emplois et les métiers, ainsi que l'accompagnement, le soutien, le

développement, le renforcement des actions d'insertion permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emploi ;

- que la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M), association de loi 1901, a pour mission de faciliter l'emploi des jeunes âgés de 16 à 25 ans résidant sur le territoire métropolitain, et contribue ainsi à l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique générale d'insertion par l'économie décidée par l'Etat et la Montpellier Méditerranée Métropole ;
- la nécessité de mettre à la disposition de l'association MLJ3M des locaux afin qu'elle puisse assurer un service de proximité et une accessibilité de qualité égale pour les jeunes sur l'ensemble du territoire métropolitain ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention autorisant l'occupation temporaire du domaine public est conclue avec l'association MLJ3M.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne des locaux situés au sein de la médiathèque Françoise Giroud, sise 15, avenue de la Cave Coopérative, 34160 Castries.

ARTICLE 3 : La convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle est renouvelable deux fois par reconduction tacite pour la même durée.

ARTICLE 4 : Compte tenu du caractère d'intérêt général des activités exercées par la MLJ3M, la mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUR



Publiée le : 12 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

076 - 2720007 - 20190101 - 98075 cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la résiliation du marché
n° M9B0032DS "Mission d'assistance
juridique et financière dans la procédure
de délégation de service public relative à
l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à
Baillargues"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la décision n° MD2019-634 en date du 10 juillet 2019 attribuant le marché n° M9B0032DS « Mission d'assistance juridique et financière dans la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à Baillargues » au groupement d'entreprises SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & ASSOCIÉS (mandataire) / PARTENAIRES FINANCES LOCALES, pour un montant maximum de 44 500,00 € HT et pour une durée de trente mois,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean- Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

- CONSIDÉRANT :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole décide de résilier l'accord -cadre n° M9B0032DS « Mission d'assistance juridique et financière dans la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à Baillargues », pour motif d'intérêt général, en application de l'article 33 du C.C.A.G.-P.I.,

- Que l'analyse des offres avait l'objet d'une erreur d'appréciation affectant le classement des offres,

- Que la résiliation étant prononcée pour motif d'intérêt général, aucune indemnisation ne sera versée, conformément au C.C.A.P.,

- Que la résiliation étant prononcée avant que tout bon de commande n'ait été émis et qu'aucune prestation ne soit exécutée, le titulaire ne percevra aucune rémunération,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la résiliation du marché n° M9B0032DS « Mission d'assistance juridique et financière dans la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à Baillargues ».

ARTICLE 2 : Le décompte général définitif porte à 0 € HT le montant du marché résilié.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la résiliation du marché n° M9B0032DS et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16/09/2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : 16 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-24 Mars 17 - 2019 0101-98480CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 16 SEP. 2019



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition d'une
parcelle BR0013 sise commune de
Saint Jean de Védas

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN, dans les domaines du Développement durable, de l'Environnement, incluant la protection et la mise en valeur des milieux naturels sensibles, la lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores, de la Biodiversité et la culture scientifique et technique, incluant l'aquarium Mare Nostrum et le planétarium Galilée, du Plan Climat Air Energie Territorial, et de la Réhabilitation thermique des copropriétés,

-VU la promesse unilatérale de vente consentie par les Consorts BILLET, au profit de la SAFER, en date du 22 février 2019 pour la cession de la parcelle lui appartenant, sise commune de Saint Jean de Védas, cadastrée BR0013 d'une superficie cadastrale de 13 880 m², moyennant le prix de 18 068 € toutes indemnités confondues,

-VU la validation de l'attribution à Montpellier Méditerranée Métropole, par le comité technique de la SAFER qui s'est tenu le 27 juin 2019, de la parcelle cadastrée, BR0013 d'une superficie de 13 880 m², sise commune de Saint Jean de Védas, moyennant le prix 18 068 € majoré des frais de la SAFER d'un montant de 1 308 € Toutes Taxes Comprises,

- **CONSIDERANT** que l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole, en substitution de la SAFER, de la parcelle cadastrée BR 0013, d'une superficie de 13 880 m² sise commune de Saint Jean de Védas, s'inscrit dans le cadre de la constitution de réserves foncières pour anticiper les besoins en mesures compensatoires environnementales liés à l'urbanisation future du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès des Consorts BILLET, par substitution à la SAFER, la parcelle cadastrée BR n°13, sise commune de Saint Jean de Védas, d'une superficie cadastrale de 13 880 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 18 068 € (dix-huit mille soixante-huit euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais de la SAFER d'un montant de 1 308 € TTC (mille trois cent huit euros), ainsi que des frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-51039-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au mandat d'études
préalables pour la réhabilitation de la cave
coopérative de Murviel-lès-Montpellier -
Constat d'achèvement, reddition des
comptes et clôture**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la décision n°D2015-392 du 21 juillet 2015 par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de confier à la Société Publique Locale d'Aménagement « Société d'Aménagement de

Montpellier Méditerranée Métropole » (SA3M) un mandat d'études préalables pour la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-les-Montpellier ;

CONSIDERANT :

- que les études, débutées en 2016, et qui ont abouti à la réalisation de nombreux scénarios différenciés, n'ont toutefois pas permis de dégager une programmation et un concept spatial stable pouvant s'appuyer sur un socle économique solide en conformité avec les équilibres financiers de la Métropole,
- que l'ensemble des dépenses assurées par la SA3M pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 168 577,72 € TTC et l'ensemble des recettes, d'un montant de 68 531,10 € TTC, est assuré par les remboursements de dépenses de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que le solde de trésorerie du mandat, soit 8 953,38 € TTC, se décompose de la manière suivante :
 - 46,62 € TTC dus par Montpellier Méditerranée Métropole faisant l'objet de la dernière situation de dépenses SA3M,
 - 9 000,00 € dus par SA3M sur l'avance de trésorerie consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De constater l'achèvement de la mission du mandataire.

ARTICLE 2 : D'accepter la reddition des comptes du mandat d'études préalables qui sont présentés.

ARTICLE 3 : De prendre acte des sommes restant dues par Montpellier Méditerranée Métropole et de l'avance de trésorerie due par la SA3M.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole de reddition des comptes et à donner quitus à la SA3M concernant sa mission.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 09 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-2019101-91249-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au sinistre du 28/10/2018
sur le véhicule EX-204-YC - Indemnités
d'assurances - Acceptation d'une offre
d'indemnisation

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser l'acceptation d'indemnités d'assurances en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurances, dont le montant est supérieurs à 5000 €,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de « l'Administration générale, du Contentieux, des Affaires Juridiques et du Protocole »,
- CONSIDERANT la proposition de la SAUVEGARDE-GMF, compagnie d'assurance « Flotte Auto » de Montpellier Méditerranée Métropole, du versement de l'indemnité d'assurance d'un montant de 14 400 € TTC à Montpellier Méditerranée Métropole, au titre du sinistre survenu le 28 octobre 2018 sur le véhicule EX-204-YC,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'indemnité d'assurance d'un montant de 14 400 € TTC.

ARTICLE 2 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 930,

ARTICLE 3 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'acceptation d'indemnité d'assurance, visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 SEP. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 09 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2430007-20190101-97756-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au classement dans le
domaine public des voies du lotissement
"Les Combes Vertes" commune de
Saussan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU l'accord de l'Association Syndicale Les Combes Vertes par courrier en date du 09 novembre 2018 pour céder les parcelles AL 167, AL 168, AL 181, AL 182, AL 207, AL 208, AL 213 et AL 214 d'une superficie totale de 4002 m² situées sur la commune de Saussan, à savoir les voies du lotissement,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain ces parcelles déjà aménagées en voirie, à savoir les voies du lotissement Les Combes Vertes, rue du Pic Saint Loup et rue de l'Hortus sur la commune de Saussan,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'Association Syndicale Les Combes Vertes les parcelles AL 167, AL 168, AL 181, AL 182, AL 207, AL 208, AL 213 et AL 214 d'une superficie totale de 4002 m² situées sur la commune de Saussan, en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Les voiries du lotissement Les Combes Vertes sur la commune de Saussan, rue du Pic Saint Loup et rue de l'Hortus, seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acquisition est consentie à un euro pour tout prix, avec dispense de paiement, compte-tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340007-20190101-21760-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°G9C0006CO - Impression et diffusion du
magazine de communication interne
commun à Montpellier Méditerranée et
Métropole et la ville de Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret relatif aux marchés publics n°2016-360 du 25 mars 2016,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi El Kandoussi dans le domaine de « Communication ; Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier éditent trimestriellement un magazine d'information à destination de leurs agents;

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes avec maximum et un opérateur économique, pour une durée de 1 an à compter de sa notification, renouvelable une fois pour une période d'un an ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix au regard du détail quantitatif estimatif 40%
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique 30%
 - ° Délai d'exécution 30%
- qu'après analyse, l'entreprise CHIRRIPO – 34130 Mauguio présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°G9C0006CO « Impression et diffusion du magazine de communication interne commun » à l'entreprise CHIRRIPO, sur la base d'un accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire avec un maximum annuel de 90 000 € HT.
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, renouvelable une fois pour une période d'un an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 SEP. 2019**

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 18 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 24 34 444 17 - 2019 01 01 - 918 24 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **18 SEP. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un échange foncier sans
soulte avec la SCI MAG MONTPELLIER
de deux parcelles avenue du Mas Argelliers
commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la communauté d'agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,

- Vu l'estimation de France Domaine n° 2019-172V0035 en date du 10 janvier 2019 qui fixe la valeur vénale du bien à extraire du domaine public à 1800 €, soit 30 €/m²,
- Vu la décision du Président n° 2019-058 en date du 16 janvier 2019 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 58 m², nouvellement cadastrée DP 173, située avenue du Mas d'Argelliers, sur la commune de Montpellier,
- Vu l'accord de la SCI MAG MONTPELLIER par courrier en date du 23 octobre 2018 pour échanger la parcelle DP 173 d'une superficie de 58 m² issue du domaine public contre la parcelle nouvellement cadastrée DP 176, issue de la parcelle DP 30 d'une superficie de 314 m²,
- CONSIDERANT qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée DP 176 afin de permettre la régularisation foncière de l'emprise aménagée en voirie, avenue du Mas Argelliers sur la commune de Montpellier,
- CONSIDERANT que la SCI MAG MONTPELLIER propose un échange foncier avec la parcelle cadastrée DP 173, parcelle privée de la Collectivité, qui ne présente aucun intérêt pour la Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la SCI MAG MONTPELLIER ou toute autre personne venant en substitution de cette société, domiciliée ZI La Barbière, BP 225 à VILLENEUVE-SUR-LOT, la parcelle nouvellement cadastrée DP 173 d'une superficie de 58 m² située rue avenue du Mas d'Argelliers à Montpellier, préalablement désaffectée et déclassée.

ARTICLE 2 : la SCI MAG MONTPELLIER ou toute autre personne venant en substitution de cette société vend à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle nouvellement cadastrée DP 176 d'une superficie de 314 m², située avenue du Mas d'Argelliers à Montpellier.

ARTICLE 3 : L'échange foncier est proposé sans soulte eu égard à l'affectation des emprises acquises, à savoir notamment la régularisation foncière de l'emprise aménagée en voirie sur la parcelle cadastrée DP 176, qui sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : L'acte de transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de la SCI MAG MONTPELLIER.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 SEP. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUBIÉ



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340007-20190101-99818-DE-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **19 SEP. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée BA 8 auprès de
l'indivision AUBRY route de Mende
Commune de Montferrier-sur-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'avis des Domaines en date du 22 novembre 2018, références 2018 – 169V1407,
- Vu l'accord de l'indivision AUBRY, sur les termes de la négociation en date du 25 avril 2019,
- CONSIDERANT que dans le cadre du projet de création d'un cheminement "modes doux" afin d'assurer la liaison entre le centre de la commune de Montferrier-sur-Lez et le nouveau quartier du Parc de Caudalie, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, en collaboration avec la mairie de Montferrier-sur-Lez, créer une piste mixte piétons/cycles le long de la RD17E11,
- CONSIDERANT qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée BA 8, située sur la commune de Montferrier-sur-Lez,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'indivision AUBRY, la parcelle cadastrée BA 8 d'une superficie de 895 m², située route de Mende à Montferrier-sur-Lez, en vue de la réalisation d'un cheminement "modes doux", à savoir une piste mixte piétons/cycles.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 2€/m², soit un montant total de 1790€ (mille sept cent quatre-vingt-dix euros).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUBEL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-93359-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un mandat de suivi-
animation de l'OPAH Copropriétés
Dégradées Mosson confié à la SA3M -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole de « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SEGURA en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toutes décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toutes décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, etc....) lorsque les crédits sont inscrits au budget que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Noël SEGURA dans le domaine du Logement et de l'Habitat,
- Vu le deuxième arrêté du Programme Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole du 23 mai 2019,

- Vu la décision n° MD2019-581 approuvant la convention d'OPAH CD, mise à disposition du public en mairie de quartier et à l'accueil de la Métropole,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'intervenir sur les copropriétés dégradées de la Mosson dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain et du plan initiative copropriétés ;
- qu'il est nécessaire d'accompagner les copropriétés et les usagers dans leurs demandes de subventions à la Métropole tant par délégation de l'Anah que sur fonds propres ;
- qu'il est nécessaire d'étudier la situation des copropriétés qui ne l'a pas déjà été dans le cadre des Programmes Opérationnels Préventifs d'Accompagnement en Copropriété (POPAC) réalisés sur le quartier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver la conclusion d'un mandat de suivi-animation de l'OPAH CD Mosson pour les copropriétés du quartier Mosson, confié à la SA3M pour une durée de 5 ans, comme le prévoit la convention d'OPAH, et pour un montant de 1 500 000 € TTC se décomposant comme suit :

Volet suivi-animation : la SA3M animera auprès des syndicats et conseils syndicaux des points d'avancement réguliers pour le redressement de la gestion et l'élaboration de programmes travaux. (1 332 000 € TTC)

Volet AMO / Etudes à tiers : elle réalisera, pour le compte de la Métropole, les études nécessaires au redressement pérenne des copropriétés. (Budget études prévues : 126 000 € TTC + Rémunération conduite d'études 42 000 € TTC)

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer ledit mandat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 24340017-20190101- 94607-CC-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

10 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées AC 55 et AL 122
appartenant à GGL Groupe - Commune de
Montferrier-sur-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la demande de régularisations foncières formulée par GGL Groupe le 29 avril 2019 à Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'avis favorable du Pôle Vallée du Lez en date du 9 juillet 2019,
- Considérant qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries cadastrées AC 55 et AL 122, situées sur la commune de Montferrier-sur-Lez,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe ou toute autre personne venant en substitution de cette société, les parcelles en nature de voiries, à savoir les parcelles cadastrées AC 55 (30 m²) et AL 122 (112 m²) situées sur la commune de Montferrier-sur-Lez en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-94939-AU-H.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

19 SEP. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise d'une
superficie d'environ 60 m² rue des Treilles -
Commune de Fabrègues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Fabrègues n° 2015/040 en date du 17/12/2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- Vu la décision du Président n° 2015-815 en date du 08 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Fabrègues dans le domaine public métropolitain,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,

- Considérant la nécessité de désaffecter et de déclasser une emprise d'une superficie d'environ 60 m² issue du domaine public non cadastré rue des Treilles à Fabrègues, jouxtant la parcelle AZ 61, avant de pouvoir la céder,
- Considérant qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée sur ce secteur,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie d'environ 60 m² issue du Domaine Public non cadastré jouxtant la parcelle AZ 61, rue des Treilles à Fabrègues.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie d'environ 60 m² issue du domaine public non cadastré rue des Treilles à Fabrègues. Cette emprise sera intégrée au domaine privé de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAURET



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017- 20190101-94985- AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19 SEP. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature du mandat
suivi-animation Plan de sauvegarde
Cévennes avec la SA3M

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole de « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SEGURA en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toutes décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des dmarchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toutes décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, etc....) lorsque les crédits sont inscrits au budget que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à M. Noël SEGURA dans le domaine du Logement et de l'Habitat,
- Vu le deuxième arrêt relatif au Programme Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, du 23 mai 2019,
- Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM2019-05 1038 portant création de la commission chargée de l'élaboration du plan de sauvegarde,

- CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire d'intervenir sur la copropriété dégradée des Cévennes dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain et du plan initiative copropriétés ;
- Qu'il est nécessaire d'accompagner les copropriétés et les usagers dans leurs demandes de subventions à la Métropole tant par délégation de l'Anah que sur fonds propres ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la conclusion d'un mandat de suivi-animation du plan de sauvegarde Cévennes, confié à la SA3M pour une durée de 7 ans et une enveloppe prévisionnelle totale de 1 575 000€ HT comprenant :

- 75 000 € d'études à tiers et 19 000 € de rémunération au bénéfice de la SA3M pour la réalisation de ces études nécessaires à l'élaboration et à la réalisation des actions prévues au plan de sauvegarde
- 1 481 000 € de rémunération de la SA3M au titre du suivi-animation, pendant la phase d'élaboration avec les institutionnels puis la phase opérationnelle. Ce travail inclut l'organisation de réunions régulières avec les conseils syndicaux, syndics et financeurs, ainsi qu'un travail d'accompagnement du syndic sur le suivi de chantier dans le cas des travaux.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer ledit mandat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 08 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24360017-20190101-95009-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

08 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°G9D0051CO - Prestations d'achat
d'espace publicitaire dans le Gazette de
Montpellier et la Gazette de Nîmes -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les dispositions relatives au code des marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine « Communication, Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier développent une politique de communication extérieure cohérente, permettant non seulement d'affirmer leur notoriété et leur image de marque, mais aussi d'informer les citoyens des actions qu'elles mènent.

Dans le cadre des opérations de communication qu'elles réalisent, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier effectuent des campagnes de promotion de l'image de la Métropole/Ville et de ses événements, à ce titre, elles effectuent des achats d'espace publicitaire dans la presse écrite et digitale locale.

- que compte tenu de l'exclusivité des droits pour la commercialisation des espaces publicitaires, du caractère unique de chacun des supports en terme géographique, spatial et de disponibilité, une procédure a été lancée conformément à l'article R2122-3 3° du code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°G9D0051CO « Prestations d'achat d'espace publicitaire dans La Gazette de Montpellier et la Gazette de Nîmes » à l'entreprise LA GAZETTE DE MONTPELLIER pour un montant sans minimum, ni maximum.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930, 933, 936 et 937.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

14 OCT. 2019

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi ELKANDOUSSI



Publiée le : 14 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

054-2634000(+)-209000.9534-CC
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
G9D0052CO - Prestations d'achat
publicitaire dans les supports de la société
MIDI MEDIA - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine « Communication, Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique »

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier développent une politique de communication extérieure cohérente, permettant non seulement d'affirmer leur notoriété et leur image de marque, mais aussi d'informer les citoyens des actions qu'elles mènent.

Dans le cadre des opérations de communication qu'elle réalise, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier effectuent des campagnes de promotion de l'image de la Métropole/Ville et de ses événements, à ce titre, elle effectue des achats d'espace publicitaire dans la presse écrite et digitale locale.

- que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole (coordonnateur) se sont constitués en groupement de commande
- que compte tenu de l'exclusivité des droits pour la commercialisation des espaces publicitaires, du caractère unique de chacun des supports en terme géographique, spatial et de disponibilité, une procédure a été lancée conformément à l'article R2122-3 3° du Code de la commande publique en vue de la conclusion d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, sous la forme d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°G9D0052CO « Prestations d'achat d'espace publicitaire dans les supports de la société MIDIMEDIA » à l'entreprise MIDIMEDIA, pour un montant sans minimum, ni maximum.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930, 933, 936 et 937.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 OCT. 2019

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 16 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-24340017-201901-95321-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 OCT. 2019

Réception en Préfecture : 16 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°8.14B
portant sur la mission de coordination en
matière de Sécurité et Protection de la
Santé (SPS) dans le cadre de la 5ème ligne
de Tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité ;
- Vu la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- CONSIDERANT :
 - Qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 portant sur la mission de coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (SPS) dans le cadre de la 5^{ème} ligne de Tramway,
 - Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,
 - Qu'après analyse, l'entreprise BUREAU VERITAS (Puteaux, 92) présente l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - Que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 23 juillet 2019 a été informée du choix de l'attributaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°8.14B portant sur la mission de coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (SPS) dans le cadre de la 5^{ème} ligne de Tramway à l'entreprise BUREAU VERITAS pour un montant global et forfaitaire de 232 600 € HT. Ce marché est passé pour une durée de 7 ans à compter de sa notification puis 1 an de parfait achèvement.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 SEP. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICHIER



Publiée le : 18 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-M3400017-20190101-96975-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4978DC17
de travaux de réhabilitation du théâtre du
hangar - Avenants aux lots 1 - 3 - 4 - 5 - 7 -
8 - 9 - 10 - 11 - 12 - 13 - 14 - 15**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- Vu la décision n°MD2018-321 en date du 25 avril 2018 relative aux marchés de travaux de réhabilitation du théâtre du hangar et attribuant les différents lots aux entreprises suivantes :
 - Lot n°1 - Démolition gros œuvre - Entreprise SOUCHON constructions située 170, avenue des Cocardières à Castries pour un montant de 536 576,20 € HT ;

- Lot n°3 - Charpente métallique - couverture tuiles - Groupement LANDRAGIN/SOP34 situé 97, rue Charles Tellier, ZI de Grézan à Nîmes pour un montant de 192 460,10 € HT ;
- Lot n°4 - Menuiseries extérieures - Entreprise LABASTERE 34 située 196 rue de la Gariguette ZAC Saint-Antoine à Saint-Aunès pour un montant de 42 872,10 € HT ;
- Lot n°5 - Métallerie - Entreprise TECHNIFER située 155, rue du Mas Bringaud à Montpellier pour un montant de 93 730 € HT ;
- Lot n°7 - Menuiseries intérieures - SARL MENUISERIES CARDONNET située 405, rue des Avants à Saint Mathieu-de-Trévières pour un montant de 251 732,50 € HT ;
- Lot n°8 - Revêtements de sols - SARL SOCAMO située 354 rue Gustave Courbet à Villeneuve- Lès-Maguelone pour un montant de 17 337 € HT ;
- Lot n°9 - Peinture - Entreprise RIBOT située 1950 avenue du Maréchal Juin à Nîmes pour un montant de 48 588,38 € HT ;
- Lot n°11 - Electricité - Entreprise APSYS-E située 9035 route de Montpellier à Nîmes pour un montant de 127 695,31 € HT ;
- Lot n°12 - Plomberie - Entreprise THERMATIC située ZI rue de la Prade à Rodez pour un montant de 196 536,92 € HT ;
- Lot n°14 - Serrurerie et machinerie scénique - Teintures de scènes - Entreprise Clément & Fils située 2 rue des Terres du Sud à Juvignac pour un montant de 233 166,30 € HT ;
- Lot n°15 - Réseaux scéniques - Entreprise TEXEN située 290 rue de Massacan à Vendargues pour un montant de 68 769,26€ HT.

- Vu la décision n°MD2018-500 en date du 4 juillet 2018 et relative aux marchés de travaux de réhabilitation du théâtre du hangar, attribuant le lot n°10 - Ascenseurs, à l'entreprise CFA située 6, rue de la Goélette, 86 280 Saint-Benoît, pour un montant de 23 800 € HT ;

- Vu la décision n°MD2018-748 en date du 18 septembre 2018 et relative aux marchés de travaux de réhabilitation du théâtre du hangar, attribuant le lot n°13 - Tribune télescopique, à l'entreprise HUGON, pour un montant de 89 695 euros HT ;

CONSIDERANT :

- que des travaux complémentaires, initialement non prévus, ont dû être mis en œuvre et nécessitent la conclusion d'avenants avec les entreprises titulaires des lots concernés,
- que la cessation d'activité en cours de chantier de l'entreprise titulaire du lot cloisons doublages et faux plafonds nécessite une prolongation de la durée du marché de travaux de cinq mois.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants au marché n°4978DC17, avenants n°1 prolongeant la durée du marché de cinq mois et d'un montant de :

- Lot 1 : Entreprise SOUCHON : 22441.40 € HT – nouveau montant : 559017.60 € HT soit +4.18% ;
- Lot 3 : Entreprise LANDRAGIN : 18470 € HT – nouveau montant : 210930.10 € HT soit + 9.59% ;
- Lot 4 Entreprise LABASTERE : sans d'impact financier ;
- Lot 5 Entreprise TECHNICFER : sans d'impact financier ;
- Lot 7 : Entreprise CARDONNET : 26244.15 € HT – nouveau montant : 277976.66 € HT soit + 10.43 % ;
- Lot 8 : Entreprise SOCAMO : 3129 € HT – nouveau montant : 20466 € HT soit + 18.05 % ;
- Lot 9 : Entreprise RIBOT : 1350,84 € HT – nouveau montant : 49939.22 € HT soit +2.78 % ;
- Lot 10 : Entreprise CFA : sans d'impact financier ;
- Lot 11 : Entreprise APSYS.E : 7025.88 € HT – nouveau montant : 134721.19 € HT soit + 5.5 % ;
- Lot 12 : Entreprise THERMATIC : 16016.44 € HT – nouveau montant : 212553.36 € HT soit + 8.15 % ;

- Lot 13 : Entreprise HUGON : 1620 € HT – nouveau montant : 91315 € HT soit + 1.81% ;
- Lot 14 : Entreprise CLEMENT : sans d'impact financier ;
- Lot 15 : Entreprise TEXEN : 3437.46 € HT – nouveau montant : 72206.71 € HT soit + 5.00 % ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants susmentionnés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 OCT. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : **08 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-248400017-20190101-97049-cc 1-11

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **08 OCT. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un
marché d'urbaniste, paysagiste, architecte-
coordonnateur dans le cadre du mandat
d'étude et de travaux lié au
réinvestissement urbain du parc d'activités
économique de la Lauze - Commune de
Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que

Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR, dans le domaine des « Relations internationales, au tourisme et à la création, l'aménagement et la gestion de parcs d'activités et l'immobilier métropolitain »,

- Vu la convention de mandat en date du 28 juin 2018 au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),

- **CONSIDERANT :**

- que dans le cadre de ce mandat, le lancement d'une prestation d'« urbaniste, paysagiste, architecte-coordonateur » s'avère indispensable aux études et travaux de réinvestissement du parc d'activités économique ,

- qu'une procédure adaptée a été lancée par la SA3M en vertu de l'article L 2123-1 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord cadre à bons de commande avec un montant minimum et un montant maximum portant sur des prestations d'« urbaniste, paysagiste, architecte-coordonateur », pour une durée de 84 mois,

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :

- la valeur technique (60 %) au regard de la compréhension de la mission et des enjeux du projet, de l'adéquation de la méthode proposée, de l'adéquation de la composition et de l'organisation de l'équipe projet proposée et de l'adéquation entre le temps passé/prix/mission à accomplir,
- le prix (40 %),

- qu'après analyse des offres, l'entreprise « AM Environnement SAS » présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché d'« urbaniste, paysagiste, architecte-coordonateur » à l'entreprise AM Environnement SAS », pour un montant compris entre 25 000 € HT (minimum) à 200 000 € HT (montant maximum).

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 84 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

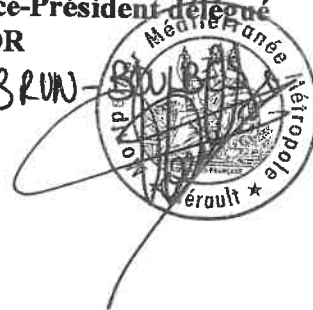
ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 SEP. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR

Plb J. GALABRUN



Publiée le : 19 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-57192-CC-11

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 SEP. 2019

Réception en Préfecture ;

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité carrière/retraite portefeuille Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition
individuelle de Madame Chantal TOURRE
auprès de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriales,
- VU le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil métropolitain n°M2018-756 du 21 décembre 2018 relative aux délégations permanentes, notamment celle d'adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- VU l'Arrêté n°A2017-194 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonctions dans le domaine des Ressources Humaines attribuée à Madame Régine ILLAIRE,

- **CONSIDERANT** que Madame Chantal TOURRE a sollicité sa mise à disposition à 100% auprès de la Ville de Montpellier à compter du 1^{er} juillet 2019.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Madame Chantal TOURRE, adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, est mise à disposition de la Ville de Montpellier à compter du 1^{er} juillet 2019 pour une durée de 6 mois.

ARTICLE 2 : Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente déléguée au Ressources Humaines est autorisée à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 SEP. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **05 SEP. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24 800 17 - 2019 0101 - 97 283- AS

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 SEP. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°M8D0022EP
de maintenance et réparation des ouvrages
d'art et des murs de soutènement - Lots 1
et 2 - Attributions - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération n°14772 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans les domaines de la « Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de maintenir et de réparer les ouvrages d'art et les murs de soutènement présents sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Cette consultation est passée conformément à l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum.

Les prestations sont réparties en 2 lots : lot 1- Ouvrages hors Montpellier et lot 2- Ouvrages sur Montpellier. Le marché a une durée d'un 1 an renouvelable 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Valeur technique : 60 % ;
- ° Prix des prestations : 40 % ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 23 juillet 2019 a classé les offres et choisi les candidats suivants présentant les offres économiquement les plus avantageuses :

- Le groupement solidaire COFEX MEDITERRANEE / DEMATHIEU BARD MEDITERRANEE – 30128 GARONS pour le lot n°1 « Ouvrages Hors Montpellier » ;
- Le groupement solidaire DEMATHIEU BARD MEDITERRANEE / COFEX MEDITERRANEE - 34000 MONTPELLIER pour le lot n°2 « Ouvrages sur Montpellier ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché :

- pour le lot n°1 « Ouvrages hors Montpellier » du marché n°M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement au groupement conjoint COFEX MEDITERRANEE / DEMATHIEU BARD - IGC MEDITERRANEE pour un montant minimum annuel de 100 000 € HT et maximum annuel de 1 000 000 € HT.
- Pour le lot n°2 « Ouvrages sur Montpellier » du marché n°M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement avec le groupement conjoint / DEMATHIEU BARD - IGC MEDITERRANEE / COFEX MEDITERRANEE pour un montant minimum annuel de 200 000 € HT et maximum annuel de 1 000 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification pour les deux lots. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois par tacite reconduction.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYER



Publiée le : 20 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084 24 84 000 A - 20190101 - 974 24 AV

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention constitutive d'un groupement
de commandes pour l'entretien et les
contrôles réglementaires des véhicules et
engins techniques de Montpellier
Méditerranée Métropole et de la Ville de
Montpellier - Autorisation de signature et
de lancement des procédures**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'afin de continuer à rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes pour l'entretien et les contrôles réglementaires de leurs véhicules et engins techniques,
- que Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur de ce groupement et sa commission d'Appel d'Offres sera celle du groupement, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne,
- qu'à ce titre, une procédure de mise en concurrence sera lancée pour la conclusion de deux accords- cadres allotis à bons de commande pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes pour le lancement de deux accords-cadres portant sur :

- l'entretien des véhicules et engins techniques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier
- les contrôles réglementaires des véhicules et engins techniques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Conformément aux termes de la convention, Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour classer les offres et choisir celle économiquement la plus avantageuse.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense concernant Montpellier Méditerranée Métropole sera imputée sur son budget principal.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GURAUD



Publiée le : 15 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 243400017 - 20190101 - 38021-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 OCT. 2019

Réception en Préfecture : 15 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°4804MG17 -
Travaux de modernisation d'un parc
d'ascenseurs au siège de Montpellier
Méditerranée Métropole - Avenant n°1 -
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la Commande Publique,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, Affaires juridiques, Contentieux, Protocole » ;
- VU le marché n°4804MG17 « Travaux de modernisation d'un parc d'ascenseurs au siège de Montpellier Méditerranée Métropole » notifié le 6 décembre 2018 à la société KONE, Agence de Montpellier, sise 2 impasse Marc Seguin, ZA les Coteaux à Saint Jean de Védas (34430),

CONSIDÉRANT :

- que la planification initiale des travaux prévoyait une mise en œuvre le 15 avril 2019, mais que ce planning n'a pu être respecté et a conduit à un repli des équipements et de l'équipe durant deux semaines, entraînant un coût supplémentaire de 3 600 euros HT qui n'est pas du fait de l'entreprise ou des aléas de chantier,
- que sur la demande du maître d'ouvrage, afin de minimiser des travaux de destruction très bruyants de blocs béton et assise des moteurs existants, les équipes doivent être décalées de nuit, pour un coût supplémentaire de 1 950 euros HT,
- qu'afin de pérenniser la modernisation de l'ascenseur Président, il est nécessaire de changer l'ensemble ce qui n'était pas prévu initialement, pour un montant de 5 658 euros HT qui tient compte d'une moins-values concernant la conservation du sol marbre du triplex,
- que le présent avenant n°1 a une incidence financière sur le montant du marché 4804MG17, avec un coût supplémentaire forfaitaire de 11 208 euros HT, soit un montant de 13 449,60 euros TTC,
- que le présent avenant n°1 introduit une augmentation du délai d'exécution de deux mois, le délai d'exécution étant porté à 11 mois à dater de sa notification initiale.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché 4804MG17 Travaux de modernisation d'un parc d'ascenseurs au siège de Montpellier Méditerranée Métropole avec la société KONE, Agence de Montpellier, sise 2 impasse Marc Seguin, ZA les Coteaux à Saint-Jean-de-Védas (34 430),

ARTICLE 2 : Le nouveau montant annuel du marché public pour la partie forfaitaire est de 184 584 euros HT, soit un montant de 221 500,80 euros TTC (+6,46%) et porte le délai d'exécution du marché à 11 mois à dater de sa notification initiale.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 SEP. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 09 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

021-21840007-20190101-18032-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
5105EA18 Travaux d'extension du réseau
d'eaux usées et d'eau potable route de
Vendargues - chemin de Bellevue à Prades
le Lez - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN BOULBES dans le domaine du « service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

- Vu la décision n°MD2018-1051 du 8 janvier 2019 attribuant le marché n°5105EA18 Extension du réseau d'eaux usées et d'eau potable de la route de Vendargues – Chemin de Bellevue sur la commune de Prades le Lez à la société MALET sise ZAC de la Louvade – 18 rue des Cabernets – 34130 MAUGUIO, pour un montant 596 195,00 € H.T. et pour une durée de 20 semaines ;

- CONSIDERANT :

- que la production des tuyaux en PRV de diamètre DN 150mm conforme à la norme NF est arrêtée pour une période indéterminée nécessite le changement de choix de matériaux, notamment au regard de modifications autorisées par l'alinéa 3 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016,

- que durant la période de préparation, un ajustement des quantités du marché est apparu nécessaire, notamment au regard de modifications autorisées par l'alinéa 3 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 5105EA18 Extension du réseau d'eaux usées et d'eau potable de la route de Vendargues – Chemin de Bellevue sur la commune de Prades le Lez avec la société MALET sise ZAC de la Louvade – 18 rue des Cabernets – 34130 MAUGUIO, avenant d'un montant de 67 375,04 € HT, portant le nouveau montant du marché à 663 570,04 € HT

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN BOULBES

Publiée le : 01 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017-20190101- 98071-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

01 OCT. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M8D0031AT - Travaux d'aménagement
de l'allée des Acacias - Commune de
Vendargues - Avenant n°1 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la voirie et de l'espace public et la mixité dans le parc de logement social public ;

- VU la décision n°MD2019-155 attribuant le marché subséquent n°M8D0031AT (Lot 3 « 3M Est – Pôle Cadoule et Béranger et pôle Vallée du Lez » de l'accord-cadre) relatif aux travaux d'aménagement de l'allée des Acacias à VENDARGUES au groupement BRAULT MTP / BRAULT TP sise VENDARGUES (34740), pour un montant de 253 022,65 euros HT et pour une durée de 3 mois et demi.

CONSIDERANT :

- que des travaux supplémentaires ont été nécessaires principalement pour l'optimisation et l'ajout de dispositifs d'absorption des eaux pluviales dans le cadre de l'aménagement de l'allée des Acacias sur la commune de Vendargues,
- que ces travaux entraînent une plus-value financière de 14,57 % soit un montant de 36 866,76 € HT, portant le nouveau montant du marché à 289 889,41 € HT et prolongeant la durée du marché de 3 mois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché subséquent n° M9D0031AT relatif aux travaux d'aménagement avec le groupement BRAULT MTP / BRAULT TP sise à VENDARGUES (34740), avenant n°1 de 14,57 % soit un montant de 36 866,76 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **01 OCT. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSE



Publiée le : **01 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-98128-001-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **01 OCT. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention avec la
Ville de Montpellier pour la mise à
disposition de locaux situés au sein du
domaine de Grammont**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- Considérant :
 - que Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité auprès de la Ville de Montpellier la mise à disposition de locaux situés sur le domaine de Grammont.

- que la Ville de Montpellier dispose de locaux répondant aux critères de recherche de Montpellier Méditerranée Métropole, et a en conséquence répondu favorablement à cette sollicitation.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition de locaux est conclue avec la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne la mise à disposition de la terrasse de l'horloge, située dans le prolongement de l'ex-bistrot de Grammont, sur le domaine de Grammont, à Montpellier. Elle est conclue pour une durée de sept ans.

ARTICLE 3 : La mise à disposition est conclue à titre gracieux.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREN



Publiée le : 12 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024 - 24 700017 - 2019 01 - 60669 - CC
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention avec la
Ville de Montpellier pour la mise à
disposition de locaux situés au sein du
domaine de Grammont**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- Considérant :
 - que Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité auprès de la Ville de Montpellier la mise à disposition de locaux situés sur le domaine de Grammont.

- que la Ville de Montpellier dispose de locaux répondant aux critères de recherche de Montpellier Méditerranée Métropole, et a en conséquence répondu favorablement à cette sollicitation.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition de locaux est conclue avec la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne la mise à disposition de locaux d'une surface de 188m² situés à l'étage du château de Grammont, avenue Albert Einstein, à Montpellier. Elle est conclue pour une durée de sept ans.

ARTICLE 3 : La mise à disposition est conclue à titre gracieux.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAISSEL



Publiée le : 12 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-2019 01 01 - 100676 CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 à la
Convention de prestation de services
réciproques de Montpellier Méditerranée
Métropole et de la Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole » ;
- CONSIDERANT :
 - que par décision n°MD2018-1034, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont conclu, pour une durée maximum de trois ans, une convention de prestation de services réciproques, permettant aux deux Collectivités d'intervenir de façon efficiente dans la gestion réciproque de leurs parcs de véhicules respectifs, notamment sur le plan de la maintenance qui est en grande partie effectuée au sein des ateliers du Centre Technique de Garosud,

- que cette convention prévoyait notamment, à l'article 6, point b.2, que la Ville de Montpellier supporte les charges de fonctionnement inhérentes à la maintenance de la totalité du parc de véhicules de Montpellier Méditerranée Métropole, avec une refacturation de la Ville vers Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que dans l'attente d'une mutualisation complète du parc auto, il est proposé de réduire le périmètre d'intervention de la Ville sur les véhicules de la Métropole issus du Pôle PEPS (Proximité Espaces Publics), ceci afin de permettre aux deux Collectivités d'harmoniser leur fonctionnement de façon optimale. Une liste précise des véhicules sur lesquels la Ville sera intervenue, sera jointe par la Ville au dossier de facturation, une fois l'an, et servira de base à la refacturation des prestations de maintenance.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 réduisant le périmètre d'intervention de la Ville sur les véhicules de la Métropole issus du Pôle PEPS (Proximité Espaces Publics) ainsi que tout document afférent.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense concernant Montpellier Méditerranée Métropole sera imputée sur son budget principal chapitre 930 et 938.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SANNEL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-28147-CC-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°1
concernant le marché M9B0052MG -
Travaux d'aménagements et de
maintenance de régulation de génie
climatique dans les bâtiments
métropolitains, sites existants

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu la délibération n°12720 en date du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET dans le domaine « Energie et Transition Énergétique »,

- CONSIDERANT :

-Que Montpellier Méditerranée Métropole a notifié le 4 juillet 2019 un marché de travaux n° M9B0052MG « Travaux d'aménagements et de maintenance de régulation de génie climatique dans les bâtiments métropolitains, sites existants » à l'entreprise Kieback & Peter SAS, sise 1200 avenue Olivier Perroy, les Portes de Rousset, bât. D, 13790 Rousset ;

-Qu'il est nécessaire de passer un avenant n°1 au contrat pour modifier le montant précisé à l'article 2 « Montant de l'accord-cadre » de l'Acte d'Engagement comme suit : « Le montant maximum des commandes pour la période initiale de l'accord-cadre est de 44 999,50 € HT » ;

-Qu'il est nécessaire de modifier la décision n°MD2019-727 du 25 juillet 2019, qui abrogeait la décision attributive du marché et qui comporte désormais une erreur matérielle sur le montant maximum annuel du marché en raison de sa non-conformité au nouveau montant annuel précisé dans l'Acte d'Engagement ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De dire que la présente décision abroge et remplace la décision rectificative n° MD2019-727 du 25 juillet 2019.

ARTICLE 2 : De dire que la présente décision modifie l'article 2 « Montant de l'accord-cadre » de l'Acte d'Engagement du marché M9B0052MG de la manière suivante : « Le montant maximum des commandes pour la période initiale de l'accord-cadre est de 44 999, 50 € HT ».

ARTICLE 3 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 900, 903 et 906.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **1 8 SEP. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Eliane LLORET



Publiée le : **1 8 SEP. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - Du 24/09/2019 10:19 0101-98189-CC
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **1 8 SEP. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant de transfert
au marché n°3986TV15 de missions de
contrôle extérieur en construction routière**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- Vu les dispositions relatives au code des marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de « Voirie et Espace Public ; Mixité dans le parc de logement social public »,
- Vu le marché n°3986TV15 relatif aux missions de contrôle extérieur en construction routière conclu avec la société ACR sise Les Portes du Rousset – Bâtiment D avenue Olivier Perroy – 13790 ROUSSET,

- Vu l'extrait du Greffe du Tribunal de Commerce d'Aix-en-Provence actant la cession du fonds de commerce d'ACR,

CONSIDERANT :

- que la cession du fonds de commerce ACR à la société NEXTROAD Engineering entraîne la cession du marché cité supra à une autre personne morale que son titulaire initial ;
- que cette cession n'a aucune incidence sur les conditions d'exécution du marché, NEXTROAD Engineering présentant toutes les capacités techniques et financières de nature à permettre cette parfaite exécution.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant de transfert au marché n°3986TV15 relatif aux missions de contrôle extérieur en construction routière attribué à ACR, actant le transfert à la société NEXTROAD Engineering sise 8 rue des Moulissards – 21240 TALANT.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet de signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-98576-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation de locaux par l'accélérateur
de croissance SPRINT LRMP au sein de la
pépinière d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 19 septembre 2016 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'accélérateur de croissance SPRINT LRMP pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois.
- Vu la validation de la décision de conclure une nouvelle convention d'occupation par le comité d'agrément en date du 18 juillet 2019,

CONSIDERANT :

- que la convention précitée arrive à échéance et vu la complémentarité de l'action de SPRINT LRMP avec celle du BIC DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, contribuant efficacement à la croissance et la pérennité des start-up, l'accélérateur de croissance a sollicité le BIC DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE pour poursuivre cette activité.

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclue avec SPRINT LRMP pour une durée de 36 mois, à compter de sa date de notification et jusqu'au 14 juillet 2022.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par SPRINT LRMP pour la surface de 89,93 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 240,13 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2018-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 08 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-104856-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

08 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché 3672 "Suivi du
milieu récepteur Lez et mer de la station
d'épuration MAERA" - Avenant n°1 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »
- VU la délibération n°12813 du 5 mars 2015 attribuant le marché n°3672 « Suivi du milieu récepteur Lez et mer de la station d'épuration MAERA » avec la société CREOCEAN sise Agence CREOCEAN Occitanie les Belvédères - Bâtiment B - 128 avenue de Fès à 34080 MONTPELLIER pour un montant de 518 933 € HT et pour une durée de 5 ans.

CONSIDERANT :

- que suite aux derniers résultats d'analyses du suivi du milieu mer, des investigations complémentaires sont nécessaires. Les taches n°6 Sédiments et n°8 Benthos devront être réalisées en 2019.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 3672 "Suivi du milieu récepteur Lez et mer de la station d'épuration MAERA" avec la société CREOCEAN sise Agence CREOCEAN Occitanie les Belvédères - Bâtiment B - 128 avenue de Fès à 34080 MONTPELLIER, avenant d'un montant de 21 750 € HT, portant le nouveau marché à 540 683 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 011.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 SEP. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBERG



Publiée le : 17 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-244000A-2019 01 01 - 98589-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession de parcelles
au profit de la SNC Petit Paradis
Aménagement Lieu-dit Lou Bourbouissou
Commune de Vendargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu la décision n° D 2017-330 du 17 mai 2017 relative à la désaffectation et au déclassement d'un ancien chemin de desserte situé lieu-dit Lou Bourbouissou à Vendargues,
- Vu le courrier de la SNC Petit Paradis Aménagement acceptant l'acquisition d'emprises issues de cet ancien chemin déclassé, soit un talus d'une superficie totale de 258 m²,
- Vu l'estimation de France Domaine n°2017-327 V 528 en date du 9 mai 2017 et sa marge de négociation,

- Considérant qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole de conserver ces emprises, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SNC Petit Paradis Aménagement, les parcelles suivantes, situées Lieu-dit Lou Bourbouissou à Vendargues :

AP 381	42 m ²
AP 385	25 m ²
AP 386	16 m ²
AP 389	23 m ²
AP 390	37 m ²
AP 397	15 m ²
AP 400	43 m ²
AP 413	22 m ²
AP 416	20 m ²
AP 417	15 m ²

soit une superficie de totale de 258 m².

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée au prix de 40 €/ m² soit un montant total de 10 320 euros nets vendeur. L'acte notarié constatant la vente sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : La recette liée à cette transaction sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREY



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-91340017 - 20190101-98624-AU-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un échange foncier avec
la Commune de Baillargues - Pôle
d'Echange Multimodal - Commune de
Baillargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues

aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu la nécessité de régulariser la situation foncière de plusieurs parcelles issues du domaine public métropolitain et du domaine privé de la commune à la suite de la réalisation des travaux concernant le Pôle d'Echange Multimodal de Baillargues et à la suppression du passage à niveau n° 31,

- Vu la décision n° MD 2018-1131 du 24 décembre 2018 relative à la désaffectation et au déclassement de plusieurs emprises à extraire du domaine public non cadastré, situées RD 26 à Baillargues,

- Vu les estimations de France Domaine n° 2019-022V0018 en date du 11 janvier 2019 et n° 2019-022V0958 en date du 16 juillet 2019,

- **CONSIDERANT :**

* qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole et la Commune à conserver certaines emprises à l'issue de la réalisation des travaux d'aménagement du pôle d'échange multimodal de Baillargues, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,

* que des accords sont intervenus entre les différents partenaires propriétaires riverains, et qu'il n'y a donc pas lieu de purger le droit de priorité des riverains conformément à l'article L. 112-8 du Code de la voirie routière,

DECIDE

- **ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Commune de Baillargues les parcelles suivantes situées RD 26 à Baillargues :

BE 164 p1	63 m ² environ
BE 167 p1	75 m ² environ
BE 170 p1	53 m ² environ
BE 172 p1	3 m ² environ

- **ARTICLE 2 :** Montpellier Méditerranée Métropole cède à la Commune de Baillargues, les parcelles suivantes situées RD 26 à Baillargues :

BE 168 p4	37 m ² environ
BE 162 P3	123 m ² environ
DP 8	1161 m ² environ

- **ARTICLE 3 :** L'échange est proposé sans soulte conformément aux avis de France Domaine n°2019-022V0018 en date du 11 janvier 2019 et n° 2019-022V0958 en date du 16 juillet 2019. Les transferts de propriété seront constatés par acte notarié. Les frais d'acte seront supportés par chacune des parties à proportion de leurs acquisitions respectives.

- **ARTICLE 4 :** Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

- **ARTICLE 5** : Cette décision annule et remplace la décision n° MD 2019-218 du 19 mars 2019.
- **ARTICLE 6** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- **ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 OCT. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAGREL



Publiée le **02 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-98734-AU-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **02 OCT. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle BT n°05 - Garrigues du Pont à
Saint Jean de Vedas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous Déclaration d'Utilité Publique (DUP), ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- Vu la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

- Vu l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- CONSIDERANT :

- que 3140 m² du bien immobilier situé à Garrigues du Pont à Saint Jean de Vedas, cadastré section BT n° 05, appartenant à Monsieur Hugues PAGES, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ladite emprise,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 3140 m² du bien immobilier (terrain en nature de friche) situé à Garrigues du Pont à Saint Jean de Vedas, cadastré section BT n° 05, appartenant à Monsieur Hugues PAGES.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 14 694,00 € (QUATORZE MILLE SIX CENT QUATRE VINGT QUATORZE EUROS); toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie moyennant une indemnité de 806,00€ (HUIT CENT SIX EUROS), elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Hugues PAGES et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024-2434000 17 - 6019-0101-98743.AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AL n°178 - Lot n°129 - Lieu-dit
Résidence le Calliope Route de Mende à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous Déclaration d'Utilité Publique (DUP), ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- Vu l'arrêté n°A2017-191 du 27 juillet 2017 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

- Vu la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- Vu l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- CONSIDERANT :
- que le bien immobilier situé, lieu-dit « Résidence le Calliope Route de Mende » à Montpellier constitué d'un lot de stationnement extérieur de 15 m² environ est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway. Ce lot porte le numéro 129 et appartient à Monsieur et Madame FIOL,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée dudit lot de stationnement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert un bien immobilier, lieu-dit « Résidence le Calliope Route de Mende » à Montpellier constitué d'un lot de stationnement extérieur de 15 m² environ est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway. Ce lot porte le numéro 129 et appartient à Monsieur et Madame FIOL.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du lot désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 300 € (HUIT MILLE TROIS CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée du lot désigné à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame FIOL demeurant au 95 Impasse de la Montagnette 30100 ALES et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-58759-AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AL n°178 - Lot n°130 - Lieudit
Résidence le Calliope Route de Mende à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous Déclaration d'Utilité Publique (DUP), ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- Vu l'arrêté n°A2017-191 du 27 juillet 2017 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

- Vu la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

- Vu l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- CONSIDERANT :

- que le bien immobilier situé, lieu-dit « Résidence le Calliope Route de Mende » à Montpellier constitué d'un lot de stationnement extérieur de 15 m² environ est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway. Ce lot porte le numéro 130 et appartient à Monsieur Frédéric GROSSIN,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée dudit lot de stationnement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert un bien immobilier, lieu-dit « Résidence le Calliope Route de Mende » à Montpellier constitué d'un lot de stationnement extérieur de 15 m² environ est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway. Ce lot porte le numéro 130 et appartient à Monsieur Frédéric GROSSIN.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du lot désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 300 € (HUIT MILLE TROIS CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée du lot désigné à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Frédéric GROSSIN demeurant au 11 allée des Micocouliers 26 130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-6190101-98764-AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des parcours professionnels et des compétences
Service Formation

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché mutualisé
accord-cadre n°G9B0079RH - Formation
de Prévention et Secours Civique Niveau 1
(PSC1)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la commande publique
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine des Ressources Humaines,

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation Prévention et Secours Civique Niveau 1 (PSC1), formation destinée aux agents de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de un an avec reconduction pour une durée maximale de 3 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur Technique : 40% ; moyen humains 20 points ; moyens matériels 20 points,
 - Prix : 60%, sur la base du prix unitaire d'une session PSC1 ;
- qu'après analyse, L'institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale Occitanie, Croix Rouge Française, 9 rue Gaston Planté 34790 Grabels, seul organisme de formation à avoir répondu, présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché formation Prévention et Secours Civique Niveau 1, marché n°G9B0079RH à L'institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale Occitanie, Croix Rouge Française, pour un montant de 780 € HT par session de 10 personnes; marché passé sans minimum et avec un maximum de 22 000 € pour chaque année d'exécution tout en respectant le seuil des 88 000 € sur la durée totale du marché.

Le marché prend effet à compter de septembre 2019. Marché conclu pour une durée de un an avec reconduction pour une durée maximale de 3 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Formation de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **1 8 SEP. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Régine ILLAIRE

Publiée le : **1 8 SEP. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-21210017-20190101-98809-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **1 8 SEP. 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M8D0019VD de "Fourniture et pose de
conteneurs enterrés pour la collecte des
déchets ménagers et assimilés - lot n°1 :
fourniture et pose de conteneurs enterrés
pour la collecte des déchets d'un volume de
cuve de 3, 4 ou 5 m³"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 30 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

- CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché de « Fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés – lot n° 1 : fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets d'un volume de cuve de 3, 4 et 5 m³ » ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1°, 67 et 68 du décret 2016-360 du 25 mars 2016. Cette consultation est passée en application de l'article 78 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres, sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert, pour une durée de quatre années au total (période initiale de deux ans renouvelable une fois) ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif	50 %
° Valeur technique au regard du mémoire technique	45 %
° Valeur esthétique	5 %

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 23 juillet 2019 a :

- choisir l'entreprise ESE France, 42 rue Paul Sabatier, 71 530 Crissey, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M8D0019VD de « Fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés – lot n°1 : fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets d'un volume de cuve de 3, 4 ou 5 m³ » à l'entreprise ESE France, 42 rue Paul Sabatier, 71 530 Crissey, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum.

Le marché est conclu pour une période initiale de 2 ans à compter de sa notification. Il peut être reconduit une fois pour une nouvelle période de 2 ans soit quatre années au total.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **03 SEP. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAUD

Publiée le : 03 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101- 98778-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **03 SEP. 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Voiries Urbaines

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché subséquent
n°M9D0061EP
Réaménagement d'une partie du
boulevard Paul Valéry et de la partie sud
de la rue Gaston Bachelard à Montpellier
Attribution du marché

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de la Voirie et de l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public,
- Vu la décision n°2018-366 relative à l'attribution de l'accord-cadre n°5023AT17 « Travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole »,

- **CONSIDERANT :**

- que des travaux de réaménagement d'une partie du boulevard Paul Valéry et de la partie sud de la rue Gaston Bachelard à Montpellier sont nécessaires,
- qu'une procédure a été lancée conformément au code de la commande publique sur le fondement du lot n°2 de l'accord-cadre n°5023AT17 sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 4 mois (hors période de préparation),
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 70%,
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique – 30%,
- qu'après analyse, l'entreprise COLAS Midi Méditerranée (Agence de Saint-Jean de Védas) sise 10 rue Saint-Exupéry à Saint-Jean de Védas présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché pour le réaménagement d'une partie du boulevard Paul Valéry et de la partie sud de la rue Gaston Bachelard à Montpellier à l'entreprise COLAS Midi Méditerranée (Agence de Saint-Jean de Védas), pour un montant estimatif de 308 702,30€ HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 4 mois (hors période de préparation).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 SEP. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSE

Publiée le : **20 SEP. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24 240017-20190101-98788-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 SEP. 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9D0095AT de travaux de
requalification de rues diverses sur la
commune de Restinclières - Attribution -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans les domaines de la « Voirie et l'Espace public, et à la Mixité dans le parc de logement social public » ;

- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux de requalification de rues diverses sont nécessaires sur la Commune de Restinclières ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de : 10 semaines pour la Tranche Ferme, 4 semaines pour la Tranche Optionnelle 1, 4 semaines pour la tranche optionnelle 2, 6 semaines pour la tranche optionnelle 3, 5 semaines pour la tranche optionnelle 4, période de préparation de 3 semaines pour chaque tranche non comprise ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif pondéré à 60 % ;
 - Valeur technique au regard du mémoire technique pondérée à 40 %.
- qu'après analyse, l'entreprise Lautier Moussac / Faurie / TPSO présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M9D0095AT relatif aux travaux de requalification de diverses rues à Restinclières au groupement Lautier Moussac / Faurie / TPSO sis à Lézignan-la-Cèbe (34120) pour un montant estimatif de 392 766,30 € HT, soit

- 178 763,00 € HT pour la tranche ferme,
- 54 458 € HT pour la tranche optionnelle 1,
- 47 287,30 € HT pour la tranche conditionnelle 2,
- 58 928,50 € HT pour la tranche conditionnelle 3,
- 53 329,50 € HT pour la tranche conditionnelle 4.

Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service de démarrage de chaque tranche. Sa durée est de 10 semaines pour la tranche ferme, 4 semaines pour la tranche optionnelle 1, 4 semaines pour la tranche optionnelle 2, 6 semaines pour la tranche optionnelle 3, 5 semaines pour la tranche optionnelle 4, non comprise la période de préparation de 3 semaines pour chacune des tranches.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSS



Publiée le : 01 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-98876-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 01 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BW 439 Rue du Faubourg Saint-
Jaumes - Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord du groupe immobilier SPAG, en date du 26 août 2019, pour céder la parcelle cadastrée BW 439 d'une superficie de 140 m², située rue du faubourg Saint-Jaumes sur la commune de Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, à un euro avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu,
- Considérant qu'il convient d'acquérir ce terrain nécessaire à l'élargissement du trottoir rue du Faubourg Saint-Jaumes sur la commune de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du groupe immobilier SPAG la parcelle cadastrée BW 439 d'une superficie de 140 m², afin d'élargir le trottoir rue du Faubourg Saint-Jaumes sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acquisition est consentie au prix de un euro avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 SEP. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SARRAIL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-98879-DE-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Clôture de la sous régie d'avances Mission Livre - Comédie du Livre

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n°D2017-125, du Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 28 février 2017 portant création d'une sous régie d'avances auprès de la régie d'avances de la Médiathèque Centrale Emile Zola, pour la Mission Livre – Comédie du Livre,
- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière en date du 21 août 2019,

CONSIDERANT que cette sous régie d'avances passe sous la gestion exclusive de la Direction de la Culture et du Patrimoine, cette sous régie n'a plus lieu d'être.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} septembre 2019, il est mis fin au fonctionnement de la sous régie d'avances.

ARTICLE 2 : Il est mis fin aux fonctions du mandataire sous régisseur.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 25 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434 000 A-2019 0101-98995 AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acceptation du
transfert de la parcelle SK n°28, sise
commune de Montpellier - Création d'une
liaison entre le rond point Pénélope et la
route de Vauguières**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L.3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ou de l'article L.5214-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Vu la décision ministérielle n°9.A9.85.144 en date du 14 octobre 1985 ;
- Vu la convention de transfert signée par le département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole en date du 23 décembre 2016 et ses 4 annexes
- Vu qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- Vu qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,
- CONSIDERANT que le transfert de la parcelle cadastrée SK n°28 qui devait intervenir au titre de la décision ministérielle n°9.A9.85.144 en date du 14 octobre 1985 au profit du Département de l'Hérault n'a pas été opéré, celui-ci doit être effectué entre l'Etat et la Métropole conformément à la convention de transfert signée entre le Département et Montpellier Méditerranée Métropole en date du 23 décembre 2016, valant transfert de la compétence relative aux voiries départementales à Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par l'Etat de la parcelle cadastrée SK n°28, d'une superficie de 501 m², située route de Vauguières à Montpellier (34000).

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété sera effectué à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte d'inscrire à son inventaire la propriété transférée pour une valeur de 10 000 €

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle visées à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAURAT



Publiée le : 19 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017 - 20190101 - 99207-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à un don d'instruments de musique à l'association L'Imag'Histoire

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000€,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture »,
- CONSIDERANT que le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole n'a plus l'utilité de quelques-uns de ses instruments et que l'action de l'association L'Imag'Histoires a pour vocation la mise à disposition d'un patrimoine au service d'une cause d'intérêt général,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les instruments listés ci-dessous sont cédés à l'association L'Imag'Histoires, sise au 23 rue de Candolle, 34 000 Montpellier :

- 4 flûtes traversières

- 5 trombones
- 1 trompette
- 1 cor
- 3 violoncelles
- 8 clarinettes

ARTICLE 2 : La collecte par cette association a pour objet de constituer un fond d'instruments qui va permettre de développer l'apprentissage de la pratique musicale chez des jeunes de quartiers défavorisés de Port-au-Prince, qui ne disposent pas d'instruments.

ARTICLE 3 : Compte tenu de la vétusté des instruments et l'utilisation que va en faire l'association l'Imag'Histoires, cette cession est réalisée à l'euro symbolique.

ARTICLE 4 : Il est entendu que la vétusté précitée est connue de l'association et obligera à une restauration par des luthiers de Port-au-Prince.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer les documents relatifs à la cession des biens visés à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024-243400017-20190101-99298-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle CM 441 - Avenue de l'Europe -
Commune de Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu le procès-verbal de l'Assemblée Générale en date du 27 novembre 2018 autorisant le syndic à signer l'acte notarié de transfert de propriété,
- CONSIDERANT qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette parcelle, afin de l'intégrer dans le domaine public métropolitain,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du Syndicat des Copropriétaires de l'immeuble Urban Eden, la parcelle CM 441 d'une superficie de 239 m² située 1561, avenue de l'Europe sur la Commune de Castelnau-le-Lez. Cette parcelle en nature de cheminement piétonnier sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir un trottoir.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 SEP. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **19 SEP. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-99367-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **19 SEP. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service International

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M9B0103DE - Stratégie digitale
internationale pour l'accueil du 5ème
sommet des Maires et Rencontre Annuelle
du Pacte des Politiques Alimentaires
Urbaines de Milan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations Internationales, tourisme et Création, Aménagement et Gestion des Parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain »,

- CONSIDERANT :

- qu'une mission de stratégie digitale internationale est nécessaire pour valoriser l'accueil du 5ème sommet des Maires et Rencontre Annuelle du Pacte des Politiques Alimentaires Urbaines de Milan en local jusqu'à l'international,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché adapté pour une durée de 2 mois, non reconductible,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 70%,
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 30%,
- qu'après analyse, l'entreprise Kaneva sise 52 rue d'Odin, le Gaia, 34000 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M9B0103DE « Stratégie digitale internationale pour l'accueil du 5ème sommet des Maires et Rencontre Annuelle du Pacte des Politiques Alimentaires Urbaines de Milan » à l'entreprise KANEVA, pour un montant de 36 833,33 € HT (*toutes reconductions et tranches à notifier comprises*).

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 mois, non reconductible

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget Relations Internationales de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR

Publiée le : 01 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-99474-AU-H.


Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

01 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Vice-Président
délégation
Jackie GARABAN



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'adhésion à
l'association CUSMA (Club Utilisateur
Sedith Marianne)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;
- VU l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au CUSMA (Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne) dont l'objectif est de permettre l'évolution et l'amélioration des progiciels Sedit Marianne de Gestion Financière, des Ressources Humaines, du Patrimoine et des Régies au moyen des requêtes exprimées par les clients lors des réunions annuelles ;
- VU le tarif de l'adhésion 2019 à 900 € HT (TVA à 0 %) pour les collectivités dont le nombre d'habitants est compris entre 400 000 et 600 000, délibérée à l'Assemblée Générale du 6 octobre 2016 du CUSMA ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de maintenir l'adhésion 2019 au CUSMA pour le progiciel de Gestion des Ressources Humaines.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion 2019 au CUSMA (Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne) au tarif de 900 € HT (TVA à 0 %).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SALRELL



Publiée le : 06 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024-248000 17-2019 0101 - 99711 - AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

06 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition d'une
parcelle AH 289 (159 m²) située 20
Grand'rue - Commune de Restinclières

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Restinclières n°2015-048 en date du 08 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public et privé routier communal et ses dépendances ainsi que de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires dans le domaine public métropolitain.
- Vu la décision du Président n°D2015-827 en date du 08 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Restinclières dans le domaine public Métropolitain.
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- Vu l'accord de Madame BOUTIN par mail en date du 1^{er} mai 2019, pour céder la parcelle AH 289 d'une superficie de 159 m², située 20 Grand Rue sur la commune de Restinclières, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Considérant qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame BOUTIN la parcelle AH 289 d'une superficie de 159 m², située 20 Grand Rue à Restinclières en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition s'élève à 4 770 € soit 30 €/m². La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 15 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-99736-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 OCT. 2019

Réception en Préfecture : 15 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'un véhicule
de marque Renault Master immatriculé
AB-141-QW techniquement réparable
mais économiquement irréparable - Hôtel
des Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT :
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule de marque Renault Master immatriculé AB-141-QW techniquement réparable mais économiquement irréparable,
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule économiquement irréparable et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le véhicule de marque Renault Master immatriculé AB-141-QW, techniquement réparable mais économiquement irréparable, est réformé et cédé à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 12 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

021-24200017-20190101-99746-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n° 1 au
marché M9B0018VD de "Réhabilitation
du Point Propreté de Cournonterral - lot
n° 5 : clôtures portails"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- Vu la décision n°2019 – 519 attribuant le lot n° 5 « Clôtures et portails » du marché M9B0018VD de « Réhabilitation du Point Propreté de Cournonterral » à l'entreprise JOULIE TP, rue des Barrys, 34 660 Cournonsec, pour un montant estimatif de 26 640 euros HT et pour un délai d'exécution des travaux de 2 mois dont 1 mois de préparation.

- CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de passer un avenant n° 1 au marché M9B0018VD de « Réhabilitation du Point Propreté de Courmonterral – lot n° 5 : clôtures et portails ».

Il a pour objet la mise à jour des quantités prévues au marché et la formalisation de prix nouveaux pour des prestations non prévues initialement, demandées par la maîtrise d'Ouvrage ou résultant d'adaptations techniques :

- Prix 3.3 : Surface d'enduit sur mur de clôture supplémentaire : **+ 2 600 € HT,**
- PN 1 : Reprise du mur entre les portails : **+ 2 850 € HT,**
- PN 2 : Création d'une longrine pour le portail : **+ 1 537,50 € HT,**
- PN 3 : Travaux de remise en peinture du portail existant : **+ 1 878 € HT,**
- Plus-value : **+ 8 865,50 € HT, _**

Certains postes ont été optimisés afin de réduire les quantités :

- Prix 1.2 : Dossier d'exécution intégré à celui du lot 2 : **-850 € HT,**
- Prix 1.3 : Constat d'huissier intégré à celui du lot 2 : **-650 € HT,**
- Prix 2.1 : Un seuil portail existant déposé : **-930 € HT,**
- Prix 2.2 : Pas de démolition de maçonnerie : **-1 935 € HT,**
- Prix 3.2 : Moins de muret en BBM que prévu : **-500 € HT,**
- Prix 3.4 : Un portail coulissant existant a été réutilisé : **- 3 000 € HT,**
- Moins-value : **- 7 865,00 € HT, _**
- Incidence financière de l'avenant : **+ 1 000,50 € HT, _**

Les prix nouveaux listés ci-dessous ont été intégrés au marché par OS (cf. OS n° 2)

Prestations supplémentaires (prix nouveaux) :

PN	Désignation	U	P.U.
PN1	Reprise du mur entre les portails	F	2 850,00 €
PN2	Création d'une longrine pour le portail	M3	615,00 €
PN3	Travaux de remise en peinture du portail existant	F	1 878,00 €

Les prestations nouvelles décrites ci-avant engendrent une plus-value financière de 1 000,50 euros H.T. sur le montant du marché.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché M9B0018VD de « Réhabilitation du Point Propreté de Courmonterral – lot n° 5 : clôtures et portails » avec l'entreprise JOULIE TP, rue des Barrys, 34 660 Courmonsec, avenant n°1 d'un montant de 1 000, 50 euros HT soit 1 200, 60 euros TTC, portant le nouveau montant du marché à 27 640, 50 euros HT soit 33 168, 60 euros TTC.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18/09/19

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHES-ORSAL



Publiée le : 20 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

04-24 300 17-2019 0101-99794-AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété des consorts
GRAS - Parcelles AK n° 80, 106 et 422 -
Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Baillargues approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal de Baillargues du 1er juin 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 17 février 2006 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT),
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 22 juillet 2019, envoyée par Maître Christelle GAUTHIER notaire à Baillargues, reçue en Mairie de Baillargues le 25 juillet 2019 et transmise à Montpellier Méditerranée Métropole le 22 août 2019, concernant la vente par les consorts GRAS de 7.028 m² de terre situés sur la commune de Baillargues au lieudit plaine de Colombier, cadastrés section AK 80-106-422 (provenant de la parcelle AK 79 pour cette dernière parcelle), au prix de 235.000 € en ce compris une commission d'agence de 20.000 € à la charge du vendeur,
- Vu l'avis de France domaine.

- **CONSIDERANT :**

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que ces parcelles situées en zone 1AU au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Baillargues correspond à une zone insuffisamment équipée, réservée pour une urbanisation future dans l'attente de l'établissement d'un projet d'aménagement d'ensemble et de la réalisation des équipements nécessaires ;
- que le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) cible la plaine de Colombier, où se situe le bien, en site stratégique. Ce site est concerné par le développement d'un projet urbain ambitieux en lien étroit avec le développement et la modernisation de l'offre TER de la gare de Baillargues ;
- que dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a déjà réalisé plusieurs acquisitions foncières sur ce secteur, notamment des terrains voisins de la propriété GRAS ;
- que l'acquisition de cette parcelle, est nécessaire, en vue de constituer une réserve foncière afin de mettre en œuvre ce projet urbain d'intérêt métropolitain conformément à l'article L 300 -1 du Code de l'urbanisme.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété des consorts GRAS, située sur la Commune de Baillargues, Plaine de Colombier, des parcelles à usage de terre cadastrées AK 80-106-422 (provenant de la parcelle AK 79 pour cette dernière parcelle).

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 230.840 € en ce compris une commission d'agence de 20.000 € à la charge du vendeur dont justificatif sera sollicité pour être opérant.

ARTICLE 3 : Dans le cas où les propriétaires décideraient de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 SEP. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAURET



Publiée le : **19 SEP. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017- 20190101- 99802-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 SEP. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'un bail
précaire entre Montpellier Méditerranée
Métropole et l'entreprise agricole
individuelle de Monsieur Johan Crance -
location d'une partie d'un local sur le
Domaine de Viviers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
 - Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
 - Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
 - Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
 - Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT :**
- que l'entreprise individuelle de Monsieur Johan CRANCE a besoin de locaux pour y mener des activités agricoles,
 - que Montpellier Méditerranée Métropole dispose de locaux inoccupés sur le Domaine de Viviers situé sur la commune de Jacou,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail précaire avec l'entreprise individuelle agricole Crance, sise Domaine de Cassagnole, chemin de Bellevue, 34 820 Assas, représentée par Monsieur Johan Crance.

ARTICLE 2 : Le bail concerne des locaux appartenant à la Métropole et situés Domaine de Viviers, sur la parcelle cadastrée AV 0003 à Jacou (34 830). La surface totale des locaux loués est d'environ 62m².

ARTICLE 3 : Le bail précaire est concenti pour une durée de 1 an non renouvelable à compter du 1^{er} octobre 2019.

ARTICLE 4 : Le bail précaire fixe un loyer annuel de 50 euros.

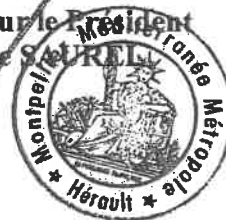
ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe S. ~~REL~~



Publiée le : 12 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

021-24 20017 20190101-99833-AV

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
n°8.881 portant sur les prestations diverses
de reprographie et de numérisation dans le
cadre de la 5ème ligne de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- Vu la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- Vu la consultation lancée le 16 mai 2011 selon une procédure négociée en application des articles 144-I-1°, 166 et 169 du Code des Marchés Publics portant sur la réalisation de prestations diverses de reprographie et de numérisation dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- Vu la délibération n°10529 du Conseil du 29 novembre 2011 autorisant la signature du marché à bons de commande n°8.881 portant sur la réalisation de prestations diverses de reprographie et de numérisation de l'entreprise SUPERPLAN (mandataire) / SUPERPLAN 34 sans montant maximum, ni minimum,
- Vu la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,
- Vu la décision MD2018-942 du 1^{er} février 2019 autorisant la signature de l'avenant n°1 de prolongation du délai du marché jusqu'au 31 décembre 2019 en raison de la reprise de la ligne 5 de tramway dont la réalisation avait été provisoirement suspendue,
- Considérant qu'il convient de prendre acte du décalage de planning dans la réalisation de la ligne 5 et de prolonger la durée du marché jusqu'à la réalisation de la 1^{ère} phase consistant dans la poursuite des études et procédures administratives sur le tronçon Nord Girac/Clapiers – Saint Denis à Montpellier et les études de tracés alternatifs au Parc Montcalm par la réalisation d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) modificative.
- Considérant qu'il convient de prolonger à nouveau la durée du marché n°8.881.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°8.881 portant sur la réalisation de prestations diverses de reprographie et de numérisation dans le cadre de la 5^{ème} ligne de tramway ayant pour objet de prolonger la durée du marché jusqu'au 31 décembre 2020.

ARTICLE 2 : L'avenant n°2 est sans incidence financière, les prix des prestations restant inchangés.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 16 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-99851-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 OCT. 2019

Réception en Préfecture : 16 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M9B0098DC de réalisation, édition et
diffusion du catalogue de l'exposition
"Jean Ranc, un Montpelliérain à la cour
des Rois" au musée Fabre de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,

- CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de passer un marché de réalisation, édition et diffusion du catalogue de l'exposition « Jean Ranc, un Montpelliérain à la cour des Rois », au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Qu'une procédure a été lancée selon la procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du code de la commande publique,
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 - Valeur technique évaluée à partir du dossier méthodologique et des échantillons de réalisation de catalogues d'œuvres d'art remis par le candidat : 60%
 - 2 - Prix au regard du montant global et forfaitaire et du prix unitaire remisé pour l'achat d'exemplaires supplémentaires du catalogue sur stock : 40%
- Qu'après analyse, les Editions Silvana Editoriale, société sise Via dei Lavoratori 78, 20092 CINISELLO BALSAMO – MILAN – Italie, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché à procédure adaptée N°M9B0098DC de réalisation et édition et diffusion du catalogue de l'exposition « Jean Ranc, un Montpelliérain à la cour des Rois », au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, à la société d'éditions SILVANA EDITORIALE pour un montant global et forfaitaire de 20 900,00 € HT, soit 20 900,00 € TTC et un prix unitaire remisé de 18,48 € HT, soit 18,48 € TTC pour l'achat d'exemplaires supplémentaires sur stock pour un montant maximum de 5 000.00€. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier le **27 SEP. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAILER

Publiée le : **30 SEP. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-99860-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture **27 SEP. 2019**

Réception en Préfecture : **27 SEP. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au transfert de propriété
dans le patrimoine de Montpellier
Méditerranée Métropole de la
médiathèque Jules Verne - Commune de
Saint Jean de Védas

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Saint Jean de Védas n°2018-50 en date du 28 juin 2018,

CONSIDERANT :

- qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Saint Jean de Védas utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.

- que, d'un commun accord, les terrains et ouvrages ci-dessous sont transférés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole,

- que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Saint Jean de Védas, des biens énumérés ci-dessous :

Commune de Saint Jean de Védas :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m²
Médiathèque Jules Verne	BN n°501	1 575
	BN n°503	845
	BN n°506	794

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit, au moyen d'acte notarié. Tous les frais liés à ce transfert de propriété seront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président, est autorisé à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUTOU



Publiée le : 02 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-99920-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la candidature de la
société AXXES INTERACTIVE dans
l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de l'association ci-après, présentée par la Société d'Equipped de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire : la société AXXES INTERACTIVE, représentée par Monsieur Jean-Marc GARCIA est un centre télémarketing spécialisé dans la relation client et le marketing opérationnel. Actuellement locataire du lot B10A-3 de 63 m² depuis août 2018, la société souhaite s'étendre et est candidate à la location du lot B10A-4 de 33 m² à compter du 02 septembre 2019, jusqu'à démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31 décembre 2021.
L'entreprise projette un effectif de 12 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société AXXES INTERACTIVE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **09 SEP. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **09 SEP. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024-24300017-20190101-99972 AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **09 SEP. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 à la
convention d'assistance à maîtrise
d'ouvrage entre le Syndicat du Bassin du
Lez et Montpellier Méditerranée
Métropole pour les opérations de
restauration et d'entretien des cours d'eau
relevant du plan de gestion sur le territoire
de Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des risques aquatiques »,

- CONSIDERANT :

- qu'une convention d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage entre le Syndicat du Bassin du Lez et Montpellier Méditerranée Métropole pour les opérations de restauration et d'entretien des cours d'eau relevant du plan de gestion sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est passée, - que l'article 4 – Nature, coût et planning prévisionnel – 2019 et l'article 5 – Engagement des parties – 2019, font l'objet de modifications,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 de la convention d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de restauration et d'entretien des cours d'eau relevant du plan de gestion sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : de dire que les travaux d'entretien des cours d'eau sur le Lez, la Mosson et de leurs affluents se feront sur 4 communes (Fabrègues, Grabels, Juvignac et Lavérune) pour un montant prévisionnel de 181 200 € HT et que les engagements des parties pour 2019 sont définis dans l'article 5 de l'avenant n°1.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 OCT. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSERT



Publiée le : **14 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434500(1)-20190101-00368-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 OCT. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles BA 36 et BB 204 auprès de
l'Agglomération du Pays de l'Or - Lieudit
Pons du Mas Rouge et Le Golf - Commune
de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté préfectoral n°2018-I-015 du 10 janvier 2018 déclarant d'utilité publique le recalibrage et l'aménagement de cheminements doux sur les Communes de Mauguio, Mudaison et Baillargues,
- Vu l'arrêté préfectoral n°2018-I-1375 du 4 décembre 2018 déclarant cessibles les immeubles bâtis ou non bâtis situés sur la commune de Baillargues et nécessaires au projet,
- Vu la délibération du Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or en date du 19 octobre 2018, entérinant la cession au Département de l'Hérault, d'emprises à

détacher des parcelles BA 12 et BB 197, dans le cadre de l'opération de recalibrage et de l'aménagement d'un cheminement doux entre Mauguio et Baillargues,

- Vu l'estimation des domaines n°2017-022 V 1245, en date du 9 octobre 2017,

CONSIDÉRANT : la nécessité de recalibrer la route métropolitaine 26 et d'aménager en bordure un cheminement doux reliant Mauguio à Baillargues.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, les parcelles BA 36 d'une superficie de 166 m² et BB 204 d'une superficie de 125 m² situées sur la commune de Baillargues, en vue du recalibrage de la route reliant Mauguio à Baillargues et de l'aménagement d'un cheminement doux.

ARTICLE 2 : Conformément à l'avis des Domaines, la transaction est consentie à l'euro symbolique compte tenu du transfert de charge que représente la cession de voie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 15 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-2090101-99384-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 OCT. 2019

Réception en Préfecture : 15 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule techniquement réparable
mais économiquement irréparable de
marque FIAT modèle Ducato immatriculé
AB-855-YS - Hôtel des Ventes de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- **CONSIDERANT :**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule techniquement réparable mais économiquement irréparable de marque FIAT modèle Ducato immatriculé AB-855-YS,

- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule techniquement réparable mais économiquement irréparable et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le véhicule de marque FIAT modèle Ducato immatriculé AB-855-YS, techniquement réparable mais économiquement irréparable, est réformé et cédé à l'Hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon à Montpellier (34 070).

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 SEP. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **12 SEP. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

07m 24340017-2019001-99987-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 SEP. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un marché
n°M9D0070EA - Réhabilitation du réseau
d'assainissement avenue Champs des
Moulins sur la commune de Murviel-lès-
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **CONSIDERANT :**
 - qu'un accord-cadre n°4938EA17 – Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu,

- la nécessité de réhabiliter le réseau d'assainissement avenue Champs de Moulins sur la commune de Murviel-lès-Montpellier,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 20 semaines d'exécution et 5 semaines de préparation,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- que le groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/RAMPA 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 - 34078 Montpellier Cedex 3 présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M9D0070EA - Réhabilitation du réseau d'assainissement avenue Champs des Moulins sur la commune de Murviel-lès-Montpellier au Groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/RAMPA sis 381 avenue du Mas d'Argelliers - CS 90005 - 34078 MONTPELLIER Cedex 3 pour un montant estimatif de 502 353,50 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 20 semaines d'exécution et 5 semaines de préparation.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 SEP. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRIN-BONZES



Publiée le : **18 SEP. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 24 34 00 17 - 6019 01 01 - 100 229 - A U

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **18 SEP. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles BK 103 et BK 104 - Lieudit La
Mourade - Commune de Baillargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté préfectoral n°2018-I-015 du 10 janvier 2018 déclarant d'utilité publique le recalibrage et l'aménagement de cheminements doux sur les Communes de Mauguio, Mudaison et Baillargues,
- Vu l'arrêté préfectoral n°2018-I-1375 du 4 décembre 2018 déclarant cessibles les immeubles bâtis ou non bâtis situés sur la commune de Baillargues et nécessaires au projet,
- Vu la promesse de vente en date du 17 juillet 2019 signée par Madame Carrière Marie José,
- Vu l'estimation des domaines n°2017-022 V 1253 Unité foncière 180, en date du 9 octobre 2017,
- Considérant la nécessité de recalibrer la route métropolitaine 26 et d'aménager en bordure un cheminement doux reliant Mauguio à Baillargues.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Marie José CARRIERE, les parcelles BK 103 d'une superficie de 87 m² et BK 104 d'une superficie de 65 m² situées sur la commune de Baillargues, en vue du recalibrage de la route reliant Mauguio à Baillargues et de l'aménagement d'un cheminement doux.

ARTICLE 2 : La transaction est basée sur un prix global de 3 €/m², soit un montant total de 547,20 euros décomposé comme suit : Indemnité principale 456 euros, Indemnité de réemploi 91,20 euros.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 OCT. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **02 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-248400017-20190101-100009-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BK 74 - Lieudit La Mourade -
Commune de Baillargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté préfectoral n°2018-I-015 du 10 janvier 2018 déclarant d'utilité publique le recalibrage et l'aménagement de cheminements doux sur les Communes de Mauguio, Mudaison et Baillargues,
- Vu l'arrêté préfectoral n°2018-I-1375 du 4 décembre 2018 déclarant cessibles les immeubles bâtis ou non bâtis situés sur la commune de Baillargues et nécessaires au projet,
- Vu la promesse de vente en date du 17 juillet 2019 signée par Madame ZEBALLOS Anne,
- Vu l'estimation des domaines n°2017-022 V 1254 Unité foncière 210, en date du 9 octobre 2017,
- Considérant la nécessité de recalibrer la route métropolitaine 26 et d'aménager en bordure un cheminement doux reliant Mauguio à Baillargues.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Anne ZEBALLOS et Madame Marie José CARRIERE, la parcelle BK 74 d'une superficie de 45 m² située sur la commune de Baillargues, en vue du recalibrage de la route reliant Mauguio à Baillargues et de l'aménagement d'un cheminement doux.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 3 €/m², soit un montant total de 162 euros décomposé comme suit : Indemnité principale 135 euros, Indemnité de réemploi 27 euros.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213400017-20190101-100019-AU-11

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'une épareuse vétuste de marque
Rousseau type Héra 43 identifiée EPAR 8 -
Hôtel des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- **CONSIDERANT**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une épareuse vétuste de marque Rousseau type Hera 43, n° de série EHRAM99J01, identifiée EPAR 8,
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une épareuse vétuste et qu'il convient de la réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'épareuse de marque Rousseau type Hera 43, n° de série EHRAM99J01, identifiée EPAR 8 est réformée en raison de sa vétusté et cédée à l'Hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SARRAIL



Publiée le : 12 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

071-24740007 - 201909 - 10060-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

12 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au retour de bien à la
commune de Saint Geniès des Mourgues
ancien chemin lieu-dit Les Fourches**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu la demande de la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues qui souhaite récupérer l'emprise d'anciens chemin communaux inutilisés d'une superficie de 364 m² et 324 m² située lieu-dit Les Fourches sur la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues.
- Vu la décision n° MD 2019-480 du 13 mai 2019 relative à la désaffectation et au déclassement de deux emprises de 364 m² et 324 m² à extraire du domaine public non cadastré, situées Lieudit Les Fourches sur la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues.
- Vu l'estimation de France Domaine n° 2019-256 V 0611 du 16 mai 2019,

- CONSIDERANT qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,
- CONSIDERANT que la fonction de voirie de cette emprise n'est plus assurée et que, par conséquent, la Métropole n'est plus compétente pour entretenir ce bien,
- CONSIDERANT que la commune de Saint Geniès des Mourgues est propriétaire des parcelles voisines et souhaite aménager le secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues, les parcelles AB 406 (169 m²), AB 407 (140 m²), AB 408 (55 m²), AB 409 (118m²), AB 410 (11 m²), AB 411 (10m²), AD 482 (132 m²) et AN 979 (53 m²) situées lieu-dit Les Fourches sur la Commune de Saint-Geniès-des-Mourgues.

ARTICLE 2 : Cette cession aura lieu à titre gratuit conformément à l'estimation établie par France Domaine, et dans la mesure où il s'agit d'un retour de bien entre deux collectivités publiques.

ARTICLE 3 : L'acte de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-100062-AU-11

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SA FDI
HABITAT dans la ZAC Extension Eureka
à Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de

déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,

- CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-lez : la société SA FDI HABITAT est candidate à l'acquisition, auprès de la SERM, du lot 19A de 2 842 m² pour la réalisation d'un programme immobilier de 60 logements sociaux 28 logements en résidence accueil. La surface de plancher maximale est de 5 280 m²,

DECIDE

ARTICLE 1 : La candidature de la société SA FDI HABITAT ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SA



Publiée le : 19 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213100017 - 20190101 - 100123 - AU - 11.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un échange foncier avec
la Région Occitanie
Pôle d'Echange Multimodal
Commune de Baillargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu la nécessité de régulariser la situation foncière de plusieurs parcelles, issues du domaine public métropolitain et du domaine privé de la Région, à la suite de la réalisation des travaux concernant le Pôle d'Echange Multimodal de Baillargues et à la suppression du passage à niveau n° 31,

- Vu les décisions n° MD 2018-1131 du 24 décembre 2018 et MD 2019-013 du 4 février 2019 relatives à la désaffectation et au déclassement de plusieurs emprises à extraire du domaine public non cadastré, situées RD 26 à Baillargues,

- Vu les estimations de France Domaine n° 2019-022V0018 en date du 11 janvier 2019, et n° 2019-022V0958 du 16 juillet 2019,

- **CONSIDERANT :**

* qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole et la Région à conserver certaines emprises à l'issue de la réalisation des travaux d'aménagement du pôle d'échange multimodal de Baillargues, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,

* que des accords sont intervenus entre les différents partenaires propriétaires riverains, et qu'il n'y a donc pas lieu de purger le droit de priorité des riverains conformément à l'article L. 112-8 du Code de la voirie routière,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la Région Occitanie, les parcelles suivantes situées RD 26 à Baillargues :

DP 7	304 m ² environ
DP 9	88 m ² environ
DP 10	1040 m ² environ
BE 168 p 3	28 m ² environ

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Région Occitanie les parcelles suivantes situées RD 26 à Baillargues :

BK 2 p1	2835 m ² environ
AL 29	125 m ² environ

ARTICLE 3 : L'échange foncier est proposé sans soulte conformément aux avis de France Domaine n°2019-022V0018 en date du 11 Janvier 2019 et n° 2019-022V0958 en date du 16 Juillet 2019. Les transferts de propriété seront constatés par acte notarié. Les frais de géomètre seront supportés par la Région Occitanie et les frais d'acte seront supportés par Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 5 : Cette décision annule et remplace la décision n° MD 2019-221 du 28 mars 2019.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 OCT. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **02 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-100133-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision visant à modifier la décision
n°MD2018-1176 relative à l'attribution du
marché n°5146DC18 de fourniture de
livres, livres numériques, éditions adaptées
et livres reliés pour le réseau des
médiathèques de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

- Vu la décision n°MD2018-1176 en date du 25 janvier 2019 relative à l'attribution du marché n°5146DC18 de fourniture de livres, livres numériques, éditions adaptées et livres reliés pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- CONSIDERANT :

- qu'il convient de modifier la décision précitée, et plus particulièrement son article 2, afin de préciser que la dépense pourra également être imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

DECIDE

ARTICLE 1 : L'article 2 de la décision n° MD2018-1176 en date du 25 janvier 2019 est modifié comme suit : « De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933 ».

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 SEP. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAYTER

Publiée le : 18 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Objet - 24 34 00017 - 60190101 - 100148 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 SEP. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°
M9C0040VD "Installation de stockage de
déchets non dangereux de Castries -
Travaux de reprise du parement Est du
casier 2 suite à l'incendie du 14 juillet 2019
- lot n° 1 : travaux généraux et lot n° 2 :
étanchéité des parements"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

- CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché M9C0040VD « Travaux de reprise du parement Est du casier 2 suite à l'incendie du 14 juillet 2019 – Installation de stockage de déchets non dangereux de Castries » ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2122-3 du code de la commande publique sous la forme d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables, alloti et pour une durée de 3 mois à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Cohérence des prix au regard de la cohérence des prestations du cahier des charges et précision des prix par présentation de sous détails (critère prix)

° Présentation de la méthodologie d'intervention, y compris moyens humains et matériels envisagés et planning de réalisation phasé, délais d'intervention, de réalisation et de mise à disposition des ouvrages (critère valeur technique) ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M9C0040VD de « Travaux de reprise du parement Est du casier 2 suite à l'incendie du 14 juillet 2019 – Installation de stockage de déchets non dangereux de Castries » :

- Le lot n°1 « Travaux Généraux de reprise des ouvrages et de réparation du réseau incendie endommagé » est conclu avec l'entreprise BUESA Frères, 6 rue René Gomez, CS 20 684, 34 535 Béziers cedex, pour un montant total estimatif de 111 600, 00 € HT.
- Le lot n°2 « Travaux de reprise des dispositifs d'étanchéité endommagés » est conclu avec l'entreprise SADE, Agence du Grand Lyon, 43 rue Pierre Dupont, BP 12, 69 741 Genas cedex, pour un montant total estimatif de 312 655, 00 € HT.

Les prestations sont rémunérées par application des prix unitaires figurant au bordereau des prix, et rémunérées aux quantités réellement exécutées pour les prix unitaires.

Les délais d'exécution sont de 1 mois pour le lot n° 1 et de 2 mois pour le lot n° 2 soit 3 mois au total. Ces délais démarrent à la notification.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18/09/19

Madame la Vice-Présidente
Valérie BARTHAS-ORS



Publiée le : 18 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

081-MD2019-20190101-100/75-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 18 SEP. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au retrait de la délégation
du Droit de Prémption Urbain à la
commune de Montpellier à l'occasion de
l'aliénation de l'immeuble 191 rue
d'Athènes à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le retrait de la délégation du droit de préemption urbain (DPU) accordée par la Métropole à une commune membre, à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues par l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 23 juillet 2019, envoyée par Maître Olaf DECHIN, notaire à Paris (8^{ème}), reçue en Mairie de Montpellier le 29 juillet 2019, concernant la vente par la SCI LA PARTICIPATION FONCIERE OPPORTUNITE, d'un immeuble à usage de bureaux, situé 191 rue d'Athènes à Montpellier, cadastré section HI 104, au prix de 6.000.000 € dont 195.000 € de commission d'agence,

- CONSIDERANT qu'afin de permettre la réalisation d'un projet d'intérêt métropolitain sur cet immeuble, il y a lieu de retirer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier, à l'occasion du dépôt de cette déclaration d'intention d'aliéner.

DECIDE

ARTICLE 1 : La délégation du droit de préemption urbain sur la parcelle HI 104 est retirée à la Ville de Montpellier à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI LA PARTICIPATION FONCIERE OPPORTUNITE, un immeuble à usage de bureaux, situé 191 rue d'Athènes à Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SALREJ



Publiée le : 13 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 24 24 00 17 - 2019 0101 - 100198 Au

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13 SEP. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°3 au marché
public de maîtrise d'œuvre pour la
conception et la réalisation des travaux de
restructuration de la médiathèque centrale
Émile Zola**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- Vu la convention de mandat conclue en date du 28 Juillet 2017, transmise en préfecture le 31 Juillet 2017 et notifiée le 17 Août 2017 au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),

- Vu la décision N°MD2018-388 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Emile Zola dans le cadre de l'intégration des services de la médiathèque F. Fellini au groupement d'entreprises TRAVERSES + Frustié + Astier + Inse + Aker + Jourdan pour un montant global forfaitaire provisoire de 380 305 € HT,
- Vu la décision N°MD2018-1081 autorisant la signature de l'avenant 1 au marché de maîtrise d'œuvre afin de transférer les droits et obligations de la société Frustié et Associés, cotraitante, à la société EGIS Bâtiments Sud-Ouest,
- Vu la décision N°MD2019-208 actant le montant des travaux relatifs à la phase 1 concernant uniquement l'Auditorium, et reportant la fixation du coût prévisionnel définitif de la globalité des travaux, ainsi que la fixation du montant définitif du prix global et forfaitaire de la rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre, à l'issue de la phase des études de Projet,
- **CONSIDERANT :**
 - que les Etudes de Projet – Autres Zones (Hors Auditorium et hors interventions programmées aujourd'hui occupées par les services des Archives) remises en date du 24 Avril 2019 et complétées en date des 10 Mai, 15 Mai, 24 Mai et 27 Mai 2019 peuvent être validées sous réserves de la prise en compte d'observations émises en dates des 10, 15 et 24 Mai 2019,
 - que le coût prévisionnel des travaux toutes phases confondues (y compris Auditorium et réaménagement des services occupés par les archives) peut être arrêté sur la base des estimations remises par la maîtrise d'œuvre dans le cadre des études de Projet,
 - que le degré de complexité de l'opération a été augmenté principalement par les aléas techniques rencontrés au cours des études au sujet du renforcement de la structure existante afin de reprendre les charges de la future mezzanine créée,
 - que l'étendue de la mission initialement confiée au maître d'œuvre a été impactée par les modifications de programme apportées par le maître d'ouvrage au cours des études et notamment sur les volets équipements audiovisuels et multimédia, mobilier et à travers le réaménagement du plateau R+1 Bas,
 - que l'étendue de la mission initialement confiée au maître d'œuvre a aussi été touchée par le phasage spécifique des travaux imposé par le maître d'ouvrage dans la volonté de limiter les nuisances, et conduisant à une prolongation de la durée des travaux de six (06) mois, portant la durée globale prévisionnelle des travaux à dix-huit (18) mois,
 - qu'en application de l'article 6 de l'acte d'engagement « Montant des honoraires », et en tenant compte de l'évolution de l'étendue de la mission, de son degré de complexité et du coût prévisionnel définitif des travaux, il faut aujourd'hui arrêter le montant définitif de la rémunération du maître d'œuvre,
 - l'avis favorable préalable de la commission d'appel d'offres du 3 septembre 2019,

DECIDE

ARTICLE 1 : De valider les Etudes de Projet (hors Phase 5 conditionnée par le départ des services des archives municipales).

ARTICLE 2 : De fixer le coût prévisionnel définitif des travaux toutes phases confondues sur lequel s'engage le maître d'œuvre, à un montant de 3 900 000 € HT (valeur mai 2018).

ARTICLE 3 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Emile Zola dans le cadre de l'intégration des services de la médiathèque F. Fellini, avenant d'un montant de 75 246 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 455 552 euros HT.

ARTICLE 4 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant visé à l'article 3 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 SEP. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIERE

Publiée le : 18 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

074-2440017-201909-0027A-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 SEP. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
PANJEE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 26 mai 2016 passée entre la Métropole et la société PANJEE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 9 juillet 2019,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 30 août 2019,

- CONSIDERANT que la société PANJEE est mise en redressement judiciaire depuis le 26 août 2019, que la procédure de redressement judiciaire mise en œuvre lui permet de poursuivre son activité et qu'en sa qualité d'administrateur judiciaire avec mission d'assistance, Me Jean-François Blanc a demandé au BIC DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE de poursuivre l'occupation des locaux par la société PANJEE pour un délai de 6 mois supplémentaires, avec une réduction de la surface,

DECIDE

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société PANJEE pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 29 février 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société PANJEE pour la surface de 14,44 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 199,13 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2018 - 694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213400017-20190101-100420-CC-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Voiries Urbaines**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9D0090EP de réaménagement de la
rue du Faubourg Figuerolles et des rues
annexes à Montpellier
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public et à la Mixité dans le parc de logement social public,
- Vu la décision n°2018-366 relative à l'attribution de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **CONSIDERANT :**

- que des travaux de réaménagement de la rue du Faubourg Figuerolles et des rues annexes à Montpellier sont nécessaires;
- qu'une procédure a été lancée conformément au code de la commande publique sur le fondement du lot n°2 de l'accord-cadre n°5023AT17 sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 26 mois décomposée comme suit : 6 mois (hors période de préparation) pour la tranche ferme, 1 mois (hors période de préparation) pour les tranches optionnelles 1 et 2, 2 mois (hors période de préparation) pour la tranche optionnelle 3;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif - 70%
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique - 30%
- qu'après analyse, l'entreprise EIFFAGE Route Méditerranée (Agence de Montpellier) sise Route départementale 613, Lieu-dit le Devès à Saint-Jean-de-Védas a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de réaménagement de la rue du Faubourg Figuerolles et des rues annexes à Montpellier à l'entreprise EIFFAGE Route Méditerranée (Agence de Montpellier), pour un montant estimatif de 1 278 619,59€ HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 26 mois toutes tranches comprises.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 SEP. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREY

Publiée le : **20 SEP. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

074-24400017-20190101-100433-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 SEP. 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à marché subséquent à
l'accord-cadre n° 2942T19.06 relatif à
l'attribution des marchés de travaux pour
la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil
des gens du voyage sur le territoire de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Autorisation de signature du marché
subséquent n°2 - Lot 6 ' second œuvre '**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine dans le domaine de la « Cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des Gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité, l'autonomie et du handicap » ;
- Vu la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2018-1087 relative à la signature de l'accord-cadre n° 2942T19.06 relatif à l'attribution des marchés de travaux pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 3 décembre 2018,

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier, d'attribuer un marché de travaux pour la mise en œuvre de l'aire de grand passage de Pérols ;
- qu'un marché subséquent mono-attributaire a été lancé sur le fondement de l'accord-cadre n° 2942T19.06 – LOT 6 « Second œuvre », pour une durée de 3 mois ;
- que l'offre respecte l'application des prix mentionnés au bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre ;
- qu'après analyse de l'offre, l'entreprise VIP PLUS – 420 avenue Blaise Pascal, Z.A. La Garrigue, 34170 Castelnau-le-Lez, présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°2 relatif aux « travaux de réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage sur l'Aire de Pérols » à l'entreprise VIP PLUS pour un montant forfaitaire de 104 347 € HT et une durée de 3 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente
Annie YAGUE



Publiée le : 16 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-00447 AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 OCT. 2019

Réception en Préfecture : 16 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature du contrat
définissant les modalités de participation à
l'élaboration de l'offre de bus à hydrogène
de l'UGAP

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;
- Vu la décision n°MD2018-094 du 26 mars 2018 relative au partenariat conclu avec l'UGAP (Union des Groupements d'Achats Publics) dans le domaine des véhicules qui permet de recourir à cette centrale d'achats, qui a elle-même procédé à la consultation de fournisseurs de véhicules et d'équipements par voie d'appel d'offres, dans le respect du code des marchés publics ;
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité » ;

CONSIDÉRANT :

- que la Métropole souhaite poursuivre son engagement en matière de transition énergétique en diversifiant la motorisation de son parc bus.
- que la Métropole souhaite étudier les avantages et inconvénients des bus à hydrogène.
- que l'UGAP souhaite élaborer une offre d'autobus à hydrogène en direction des collectivités.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la participation de la collectivité à l'élaboration de l'offre d'autobus à hydrogène en partenariat avec l'UGAP.

ARTICLE 2 : D'autoriser la signature du contrat définissant les modalités de participation à l'élaboration des offres de l'UGAP

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 08 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213400017-20190101-100456-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

08 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention de
servitude et d'autorisation d'occupation
pour travaux

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1ère Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- Vu le projet d'acte par lequel la parcelle AY 16 à Saint Jean de Védas doit faire l'objet d'une occupation temporaire ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- **CONSIDERANT :**

- que dans le cadre de la réalisation de la ZAC Roquefraise et la création de la nouvelle clinique Saint Jean, la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole doit redimensionner et réhabiliter le réseau des eaux usées de la commune de Saint Jean de Védas impacté par l'apport de ces nouveaux équipements,
- que la parcelle AY 16 est nécessaire à la réalisation de travaux de renforcement du réseau public d'évacuation d'eaux usées lieu-dit Condamine du Repos à Saint Jean de Védas,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée de bénéficier d'une servitude de passage de réseau public d'eaux usées sur la parcelle AY 16 sur la commune de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Cette constitution de servitude est consentie par la société QUITA dit "LE PROPRIETAIRE" sise 443 avenue des États du Languedoc 34000 MONTPELLIER pour une durée de 3 mois. Montpellier Méditerranée Métropole « Le Bénéficiaire » s'engage donc pendant cette période à réaliser l'ensemble des travaux en respectant les créneaux horaires: 8h/17h. Cette constitution est consentie moyennant le montant indemnitaire de 2 882,00 euros.

ARTICLE 3 : Le « PROPRIETAIRE » autorise les travaux de pose de canalisation et de ses accessoires techniques sur la parcelle citée. La convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle sera valable pendant toute la durée de l'exploitation de la canalisation.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SARRAIL



Publiée le : 02 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-243400017-20190101-100625-CC-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée DV 626 - Rue de
Centrayrargues - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de Nexity Immobilier Résidentiel, pour la cession à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée DV 626 issue de la parcelle DV 331 d'une contenance de 41 m², située rue de Centrayrargues, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

- CONSIDERANT qu'il convient d'acquérir cette parcelle en vue de l'élargissement de la rue de Centrayrargues à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Nexity Immobilier Résidentiel, la parcelle cadastrée DV 626 d'une superficie de 41 m² située rue de Centrayrargues sur la commune de Montpellier, en vue de l'élargissement de la voirie.

ARTICLE 2 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acquisition est consentie à un euro avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 4 : L'acte notarié constatant le transfert de propriété sera rédigé aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 SEP. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **19 SEP. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

031-243100017-20190101-100613-DE1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée DW 352 appartenant à
Madame GUILLOT avenue de Pérols
Commune de Lattes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de Madame GUILLOT sur les termes de la négociation par courrier en date du 4 août 2019,
- Considérant que dans le cadre des travaux de réfection des trottoirs de l'avenue de Pérols sur la commune de Lattes programmés par le Pôle Littoral, le bilan foncier des emprises concernées fait apparaître une parcelle privée cadastrée DW 352, appartenant à Madame GUILLOT,
- Considérant qu'il convient de régulariser ce foncier, afin que Montpellier Méditerranée Métropole en soit propriétaire avant le démarrage des travaux,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame GUILLOT, la parcelle cadastrée DW 352 d'une superficie de 427 m², située avenue de Pérols à Lattes, en vue des travaux de réfection des trottoirs.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 SEP. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREY



Publiée le : **19 SEP. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-100769-AU-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Accélérateur de Croissance**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4948DE17 -
Étude de définition du schéma directeur du
Marché d'intérêt national (MIN) de
Montpellier Méditerranée Métropole : vers
un pôle de l'alimentation méditerranéenne
durable" - Avenant n°2 - Autorisation de
signature.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente en charge de l'agro-écologie et de l'alimentation,

- Vu la décision MD2018-337 attribuant le marché « Etude de définition d'un schéma directeur du MIN : vers un pôle de l'alimentation méditerranéenne durable » au groupement mené par l'entreprise Gressard Consultants, pour un montant de 87 418 euros HT et la décision MD2019-657 portant la durée du marché à 17 mois (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises),

- Vu la décision MD2019-657 autorisant la signature de l'avenant n°1,

- CONSIDERANT que le marché a été initialement attribué à un groupement comprenant trois cotraitants. L'un des cotraitants, Maître Ludovic MIDOL-MONNET, avocat en charge de l'expertise juridique du dossier exerçait en profession libérale. Au 1^{er} mars 2019, Maître MIDOL-MONNET a rejoint le Cabinet FIDUCIAL LEGAL BY LAMY en tant qu'Avocat associé. Les marchés dont il avait la charge doivent donc être transférés à FIDUCIAL LEGAL BY LAMY. Cette modification du statut de Maître MIDOL-MONNET entraîne donc un changement de l'un des cotraitants. C'est une modification non substantielle et sans incidence financière conformément à l'article 139 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 4948DE17 « Etude de définition d'un schéma directeur du MIN : vers un pôle de l'alimentation méditerranéenne durable » avec l'entreprise Gressard Consultants,

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Mylène FOURCADE



Publiée le : 10 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084- 213400017- 20190101- 100836-CC- H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 10 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Accélérateur de Croissance**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Convention d'occupation temporaire du
domaine public de l'aéroport Montpellier
Méditerranée - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de décider de la prise de décision pour la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,

- CONSIDERANT que la convention n°274-MMM/274 d'occupation du domaine public aéroportuaire conclue avec Montpellier Méditerranée pour la mise à disposition d'un emplacement destiné à la promotion du territoire est arrivée à terme le 30 avril 2019 et qu'il est nécessaire d'établir une nouvelle convention pour une durée de un an renouvelable deux fois,

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est proposé d'autoriser la signature de la convention avec l'aéroport de Montpellier Méditerranée portant sur l'occupation temporaire du domaine public de l'aéroport. Cette occupation concerne un emplacement de 31.30 m² situé dans le Hall Arrivées de l'aéroport et a pour vocation la promotion, l'information et l'animation du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le montant de cette occupation est fixée en € HT/m²/an à :

Surface commerciale 27.10 m² : 475, 4811 € + 124,7339 € charges,
Surface de réserves 4.2 m² : 79,2371€ + 79,0064€ charges.

La redevance est payable par trimestre.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière principale municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2420017-20190101-100941-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété NGUYEN
THI NGHINH - Parcelle MS 290 lot 2961
Résidence Les Cévennes - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux

occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 14 juin 2019, envoyée par la SCP DM Notaires Associés, notaires à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 18 juin 2019, concernant la vente par Madame Monique NGUYEN THI NGHINH, d'un appartement occupé sans droit ni titre, constituant le lot 2961 de la copropriété des Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 28.000 € plus 3.000 € de commission d'agence,

- Vu l'envoi des pièces complémentaires, réceptionnées le 28 août 2019, à la suite de la demande adressée au notaire par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- Vu l'avis de France domaine.

- CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

- que l'appartement de Madame Monique NGUYEN THI NGHINH se situe dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Madame Monique NGUYEN THI NGHINH est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de l'appartement de Madame Monique NGUYEN THI NGHINH, un appartement occupé sans titre, constituant le lot 2961 de la copropriété des Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 28.000 €, prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, plus une commission d'agence de 3.000 € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAURE



Publiée le : 19 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-101179-AU-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au déclassement du
domaine public métropolitain des volumes
1 et 4 du projet d'état de division en
volume portant sur les parcelles cadastrées
AR n° 142, AR n°172 et AR n°173, 1850
avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L 141-3 et L 141-12 ;
- Vu l'Ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques et notamment les articles 9 à 12 de l'Ordonnance codifiés aux articles L3112-1 et suivants du CG3P ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la décision du Président n°2008-456 en date du 16 septembre 2008 portant sur l'acquisition de la parcelle AR n°173 ;

- Vu la décision du Président n°2005-606 en date du 16 septembre 2005 portant sur l'acquisition des parcelles AR n°128 (dont est issue la parcelle AR n°172) et AR n°142 ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- Vu le projet d'état descriptif de division en volume en date du 14 juin 2019, réalisé par la SARL ENJALABERT, géomètres-experts DPLG, créant 4 volumes sur les parcelles AR n°142, AR n°172 et AR n°173, avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez : volume 1 – logements et commerces s'exerçant sur les niveaux rez-de-chaussée, R+1 et infini de la cote 33.65m à l'infini ; volume 2 – parc de stationnement Ouest s'exerçant sur le niveau rez-de-chaussée de la cote 36.76m à la cote 40.10m ; volume 3 – parc de stationnement Est s'exerçant sur le niveau rez-de-chaussée de la cote 36.76m à la cote 40.10m et volume 4 – tréfonds s'exerçant de la cote moins infini à la cote 33.65m ;
- CONSIDERANT la nécessité de prononcer par anticipation le déclassement des volumes n°1 et 4 à créer, dont l'assiette est constituée des parcelles AR n° 142, AR n°172 et AR n°173, à extraire du domaine public, avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez avant de les céder ;
- CONSIDERANT que la désaffectation interviendra a posteriori dans un délai maximum de 3 ans à compter de la présente décision, dans la mesure où les nécessités de service public justifient à ce jour le maintien du parking non aménagé conformément à l'article L3112-4 du CG3P ;
- CONSIDERANT que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce par anticipation le déclassement du domaine public des volumes n°1 et 4 à créer, dont l'assiette est constituée des parcelles AR n°142, AR n°172 et AR n°173, situées avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole décide que la désaffectation de ces volumes n'interviendra qu'a posteriori, dans un délai maximum de 3 ans à compter de la présente décision.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-101181AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété CARRIE -
Parcelle MS 290 lot 3350 Résidence Les
Cévennes - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 14 juin 2019, envoyée par Maître Jean-Philippe ANDRIEU, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 19 juin 2019, concernant la vente par Monsieur Jean CARRIE, d'un garage, constituant le lot 3350 de la copropriété des Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 3.800 € acte en mains,

- Vu l'envoi des pièces complémentaires, réceptionnées le 27 août 2019, à la suite de la demande adressée au notaire par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- Vu l'avis de France domaine.

- CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

- que le garage de Monsieur CARRIE est situé dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur Jean CARRIE est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, du garage de Monsieur Jean CARRIE, constituant le lot 3350 de la copropriété des Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 3.800 € acte en mains, prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-101213-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété
CONSTANT - Terrain nu - Parcelle BA
256p - 805 rue de la Marbrerie - Commune
de Vendargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vendargues approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2013,
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 26 novembre 2015 instituant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Vendargues,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 4 juillet 2019, envoyée par Maître Mireille GUILHAUME SCOTT, notaire à Castries, reçue en Mairie de Vendargues le 5 juillet 2019, concernant la vente par Madame Marie-Hélène CONSTANT, de 65 m² de terrain à détacher d'un plus grand corps cadastré section BA 256 situé 805 rue de la Marbrerie à Vendargues, au prix de 1.950 €,
- Vu la demande de pièces complémentaires, du 28 août 2019, adressée au notaire par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine.
- **CONSIDERANT :**
 - qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
 - qu'aux termes de l'article L.5217-2 (I-2-b) du Code général des collectivités territoriales, la métropole exerce de plein droit la compétence organisation de la mobilité notamment la création et l'aménagement de voirie ;
 - que Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de réaménager la rue de la Marbrerie à Vendargues. Une première partie a déjà été réalisée, le projet de la deuxième tranche de travaux a été défini ;
 - que le terrain objet de la présente vente est nécessaire à la réalisation des travaux de réaménagement envisagés ;
 - que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de réaliser des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, des 65 m² de terrain, objets de la présente déclaration d'intention d'aliéner, à détacher d'un plus grand corps cadastré section BA 256 situé 805 rue de la Marbrerie à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 1.950 € soit 30 €/m², prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

19 SEP. 2019

Monsieur le Président

Philippe SALERTE



Publiée le : 19 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-101867-A4-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M9A2179VD de "Prestations de
caractérisation des déchets ménagers et de
tri sélectif sur des îlots urbains de
Montpellier Méditerranée Métropole"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public,
- CONSIDERANT :
 - qu'il est nécessaire de passer le marché M9A2179VD de « Prestations de caractérisation des déchets ménagers et de tri sélectif sur des îlots urbains de Montpellier Méditerranée Métropole »,

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique, des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé, sous la forme d'un marché à procédure adaptée, pour une durée de 4 ans à compter de sa notification ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Analyse de la valeur technique au regard du mémoire technique (60 %)
- ° Analyse au regard du prix des prestations (40 %)

- qu'après analyse, l'entreprise ECOGEOS, 3 rue du Colonel Touny, 62 000 Arras, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M9A2179VD de « Prestations de caractérisation des déchets ménagers et de tri sélectif sur des ilots urbains de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise ECOGEOS, 3 rue du Colonel Touny, 62 000 Arras, sans montant minimum mais avec un montant maximum de 89 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 9 OCT. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL



Publiée le : **0 9 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-243400017-20190101-101310-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **0 9 OCT. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
DIGIXART au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions

et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 14 septembre 2016 passée entre la Métropole et la société DIGIXART pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 25 avril 2019,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 26 août 2019,

CONSIDERANT que la convention précitée arrive à échéance et que la société DIGIXART n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société DIGIXART pour une période de douze mois à compter d'octobre 2019 et jusqu'au 30 septembre 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société DIGIXART pour la surface de 59,52 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 820,78 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2018 - 694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3 La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 08 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-101353-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 08 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété JACQUES -
Terrain nu - Parcelle AI 15 - Chemin de la
Foire Exposition - Commune de Pérols

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pérols approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 23 janvier 2007,
- Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Pérols du 26 avril 2007 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Pérols,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 17 février 2006 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT),
- Vu la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10387 en date du 29 novembre 2011 portant création de l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer »,
- Vu la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10480 du 29 novembre 2011, décidant de confier l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), aujourd'hui renommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole en date du 19 juillet 2018 approuvant l'arrêt du projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 16 juillet 2019, envoyée par Maître Laurent DAUDET, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Pérols le 17 juillet 2019, communiquée le 22 juillet 2019 à Montpellier Méditerranée Métropole, concernant la vente par les consorts JACQUES, d'un terrain nu, situé chemin de la Foire Exposition à Pérols, cadastré section AI 15, au prix de 620.000 €,
- Vu le constat dressé le 29 août 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 3 septembre 2019.
- CONSIDERANT :
 - qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
 - que cette parcelle située en zone urbaine UIIm au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pérols, cette zone correspond au parc d'activités de la Méditerranée ;
 - que cette parcelle est située dans le périmètre de la concession d'aménagement confiée à la SA3M afin de réaliser le projet d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer » ;
 - que le projet « Ode à la Mer » a notamment pour objectifs d'organiser l'extension, l'accueil et le transfert d'activité économique qui impliquent la recherche de terrains ;
 - que l'acquisition de cette parcelle, permettra de répondre en partie aux besoins en terrain dans le cadre du projet d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer » ;

- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, du terrain des consorts JACQUES, situé chemin de la Foire Exposition à Pérols, cadastré section AI 15.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 275.000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où les propriétaires décideraient de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, Montpellier Méditerranée Métropole décide d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement ;

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-248400017-2090101-101477-AU-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19 SEP. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 1 au
marché 5137 - Travaux de renforcement du
réseau d'assainissement sur la commune de
Saint Jean de Védas avenue de la
Condamine**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- Vu la décision n°MD2018-1067 du 28 décembre 2018 attribuant le marché n° 5137 Travaux de renforcement du réseau d'assainissement sur la commune de Saint Jean de Védas avenue de la Condamine au groupement SOLATRAG/SCAM/EIFFAGE dont le mandataire est la société

SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34302 AGDE Cedex, pour un montant de 1 849 529,11 euros HT et pour une durée de 45 semaines,

CONSIDERANT :

- Que des travaux supplémentaires sont apparus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, notamment au regard des cas de modifications autorisées par l'alinéa 2 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016,
- Que la période de préparation doit être prolongée,

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° 5137 Travaux de renforcement du réseau d'assainissement sur la commune de Saint Jean de Védas avenue de la Condamine au groupement SOLATRAG/SCAM/EIFFAGE dont le mandataire est la société SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34302 AGDE Cedex, avenant d'un montant de 163 796,80 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 2 013 325,91 euros HT.

ARTICLE 2 : De prolonger les délais de la période de préparation de 2 semaines, la faisant passer de 6 à 8 semaines. Les délais d'exécution des travaux restent, eux, fixés à 39 semaines.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : 10 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213400017-20190101-103874-AU-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

10 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°
M9D0076DS ' Achat d'espaces
publicitaires, d'actions de communication,
de billets et d'abonnements pour le
développement du football ' - Avenant n° 1

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n° 12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

- Vu la décision n° MD2019-761 attribuant le marché n° M9D0076DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du football » à la SASU Montpellier Hérault Sport Club, marché à prix mixte qui court jusqu'à la fin de la saison sportive 2019-2020, soit le 30 juin 2020, pour lequel les prestations relatives à l'acquisition d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du football sont rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire pour un montant de 940 734,60 € HT, et les prestations relatives à l'achat d'hospitalités, de billets d'entrées ou de visibilité supplémentaires sont rémunérées par application des prix fixés au bordereau des prix unitaires, applicables pendant toute la durée du marché aux quantités réellement exécutées, sans minimum et avec un maximum de 60 000 € HT,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au club de football montpellierain Montpellier Hérault Sport Club qui évolue en première division, plus haut niveau du football français,
- la nécessité, du fait de la reconfiguration des espaces de visibilité au sein du stade de la Mosson « Mondial 98 », et suivant les recommandations de la Ligue de Football Professionnel, d'apporter des modifications aux prestations prévues par les pièces financières du marché,
- que ces modifications n'ayant pas d'incidence sur le montant du marché initial, conformément à l'article L. 2194-1 6° du code de la commande publique, l'économie générale du marché n'est pas remise en cause et il convient de procéder à la conclusion d'un avenant en ce sens,

D É C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n° M9D0076DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du football » avec la SASU Montpellier Hérault Sport Club, sise au Domaine de Grammont – Avenue Albert Einstein – CS 79041, à Montpellier (34967), avenant sans incidence financière.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 SEP. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER



Publiée le : 26 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024-24340017-20190101-101536-CC
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU que dans le cadre de sa compétence « Assainissement » Montpellier Méditerranée Métropole doit réaliser des travaux de renouvellement du réseau public d'eaux usées situé rue Coligny à Montpellier, qui traverse notamment l'assiette de la copropriété dénommée « Le Sylvie » ;
- VU que ces travaux nécessitent l'occupation temporaire sur la commune de Montpellier de la parcelle MS 066 en vue de renouveler le réseau qui est vétuste et à l'origine d'une pollution au cours d'eau Le Pissessaumes ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT : qu'il est nécessaire de signer une convention d'occupation temporaire d'emprises sur la commune de Montpellier de la parcelle MS 066 en vue de réaliser les travaux de renouvellement de la conduite d'eaux usées.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'une convention entre FDI ICI sis 501 rue Georges Méliès – 34967 MONTPELLIER et Montpellier Méditerranée Métropole d'occupation temporaire d'emprises de la parcelle MS 066 – 354 rue Paul Rimbaud en vue de réaliser les travaux de renouvellement de la conduite d'eaux usées.

ARTICLE 2 : De dire que cette autorisation d'occupation temporaire est consentie pour une durée de 2 semaines à compter du jour d'occupation des terrains.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 08 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-101555-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 08 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété ILLAN -
Parcelles LR 33-34-79-81 - Copropriété Le
Pic Saint Loup (lots 100-36-24) - 72 avenue
de Louisville à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 14 juin 2019, envoyée par Maître Marie DENJEAN, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 18 juin 2019, concernant la vente par Monsieur Gérard ILLAN et son épouse Madame Marie-Lyne JOURDAN, d'un appartement, d'une cave et d'un parking, constituant respectivement les lots 100, 36 et 24 de la copropriété « Pic Saint Loup », cadastrée section LR 33-34-79-81, au prix de 50 000 € dont 2 000 € de frais de mobilier,
- Vu le constat dressé le 20 août 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
- que l'appartement, la cave et le parking se situent dans la copropriété « Pic Saint Loup », dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence « Pic Saint Loup » a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur Gérard ILLAN et son épouse Madame Marie-Lyne JOURDAN, est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole exerce son droit de préemption sur la propriété de Monsieur Gérard ILLAN et de son épouse Madame Marie-Lyne JOURDAN, constituée d'un appartement (lot 100), d'une cave (lot 36) et d'un parking (lot 24) au sein de la résidence « Le Pic Saint Loup », cadastrée LR 33-34-79-81 et située au 72 avenue de Louisville à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 50 000 € dont 2 000 € de frais de mobilier, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le .

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-101702-AR-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété
BONNEFOUS-BARTHEZ - Parcelle LR
51 - Copropriété Nouveau Peyrou (lots 37-
81-668) - avenue de Louisville à
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 17 juin 2019, envoyée par Maître Mélanie ARBONA, notaire à Lattes, reçue en Mairie de Montpellier le 21 juin 2019, concernant la vente par Madame Marie-Claude BONNEFOUS, Monsieur Jean-Michel BARTHEZ, Monsieur Benjamin BARTHEZ et Monsieur Gilles BARTHEZ, d'un appartement, d'une cave et d'un garage, constituant respectivement les lots 37, 81 et 668 de la copropriété « Le Nouveau Peyrou » cadastrée section LR 51, au prix de 80 000 € auquel s'ajoutent 5 000 € de commission d'agence à la charge de l'acquéreur,

- Vu le constat dressé le 20 août 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;

- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,

- que l'appartement, la cave et le garage se situent dans la copropriété « Le Nouveau Peyrou », dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence « Le Nouveau Peyrou » a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Madame Marie-Claude BONNEFOUS, Monsieur Jean-Michel BARTHEZ, Monsieur Benjamin BARTHEZ et Monsieur Gilles BARTHEZ, est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole exerce son droit de préemption sur la propriété de Madame Marie-Claude BONNEFOUS, Monsieur Jean-Michel BARTHEZ, Monsieur Benjamin BARTHEZ et Monsieur Gilles BARTHEZ, constituée d'un appartement (lot 37), d'une cave (lot 81) et d'un garage (lot 668) au sein de la résidence « Le Nouveau Peyrou » cadastrée LR 51 et située avenue de Louisville à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 80 000 € auquel s'ajoute une commission d'agence de 5 000 € dont le justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 243400017 - 20190101 - 101696-AR-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété LA CROIX
ROUGE - Parcelle LR 51 - Copropriété Le
Nouveau Peyrou (lots 368-455-746) - 176
rue de Leyde à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 21 juin 2019, envoyée par Maître Fabienne GOUJON-VANSUYT, notaire à Juvignac, reçue en Mairie de Montpellier le 02 juillet 2019, concernant la vente par LA CROIX ROUGE FRANCAISE, d'un appartement, d'une cave et d'un garage, constituant respectivement les lots 368, 455 et 746 de la copropriété « Le Nouveau Peyrou » cadastrée section LR 51, au prix de 50 000 € auquel s'ajoutent 5 500 € de commission d'agence à la charge de l'acquéreur,
- Vu le constat dressé le 27 août 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
- que l'appartement, la cave et le garage se situent dans la copropriété « Le Nouveau Peyrou », dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence « Le Nouveau Peyrou » a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de LA CROIX ROUGE FRANCAISE est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole exerce son droit de préemption sur la propriété de LA CROIX ROUGE FRANCAISE, constituée d'un appartement (lot 368), d'une cave (lot 455) et d'un garage (lot 746) au sein de la résidence « Le Nouveau Peyrou » cadastrée LR 51 et située au 176 rue de Leyde à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 50 000 € auquel s'ajoute une commission d'agence de 5 500 € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 SEP. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **19 SEP. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-101720-AX-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 SEP. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété ALBANO-
LOUCHE - Parcelle LS 13 - Copropriété
Allées du Bois (lots 323-277-451-300) - 228
rue d'Uppsala à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 20 juin 2019, envoyée par Maître Jean-Marc CABANES-GELLY, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 04 juillet 2019, concernant la vente par Madame Jacqueline ALBANO née LOUCHE, d'un appartement, d'une cave et de deux garages, constituant respectivement les lots 323, 277, 451 et 300 de la copropriété « Les Allées du Bois » cadastrée section LS 13, au prix de 53 000 €,
- Vu le constat dressé le 27 août 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine.

- CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;

- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,

- que l'appartement, la cave et le garage se situent dans la copropriété « Les Allées du Bois », dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence « Les Allées du Bois » a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Madame Jacqueline ALBANO née LOUCHE est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole exerce son droit de préemption sur la propriété de Madame Jacqueline ALBANO née LOUCHE, constituée d'un appartement (lot 323), d'une cave (lot 277) et de deux garages (lots 451 et 300) au sein de la résidence « Les Allées du Bois » cadastrée LS 13 et située au 228 rue d'Uppsala à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 45 000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-263400017-20190101-101717-A1-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19 SEP. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété M. Charles
RUF et Mme Françoise RUF-PIERROT -
Parcelle LR 134 - Copropriété L'Esperou
(lot 31) - avenue de Barcelone à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 05 juillet 2019, envoyée par la SCP GUILHAUME-SCOTT TZELEPOGLOU ET CADREAS DE KERLEAU, notaires à Vendargues, reçue en Mairie de Montpellier le 08 juillet 2019, concernant la vente par Monsieur Charles RUF et Madame Françoise RUF PIERROT, d'un garage constituant le lot 31 de la copropriété « L'Espérou » cadastrée section LR 134, au prix de 5 000 €,
- Vu le constat dressé le 27 août 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- Vu l'avis de France domaine.
- **CONSIDERANT :**
 - qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
 - que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
 - que le garage se situe dans la copropriété « L'Espérou », dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
 - que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence « L'Espérou » a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
 - que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur Charles RUF et Madame Françoise RUF PIERROT est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole exerce son droit de préemption sur la propriété de Monsieur Charles RUF et Madame Françoise RUF PIERROT, constituée d'un garage (lot 31) au sein de la résidence « L'Espérou » cadastrée LR 134 et située avenue de Barcelone à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 5 000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



19 SEP. 2019

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-101732-AR-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19 SEP. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété M. et Mme
RUF Charles - Parcelle LR 134 -
Copropriété L'Esperou (lot 24) - avenue de
Barcelone à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 05 juillet 2019, envoyée par la SCP GUILHAUME-SCOTT TZELEPOGLOU ET CADREAS DE KERLEAU, notaires à Vendargues, reçue en Mairie de Montpellier le 08 juillet 2019, concernant la vente par Monsieur et Madame RUF Charles, d'un garage constituant le lot 24 de la copropriété « L'Espérou » cadastrée section LR 134, au prix de 4 500 €,
- Vu le constat dressé le 27 août 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine.

- CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
- que le garage se situe dans la copropriété « L'Espérou », dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence « L'Espérou » a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur et Madame RUF Charles est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole exerce son droit de préemption sur la propriété de Monsieur et Madame RUF Charles, constituée d'un garage (lot 24) au sein de la résidence « L'Espérou » cadastrée LR 134 et située avenue de Barcelone à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 4 500 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-101738-AR-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19 SEP. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de prêt
d'objets avec la Collectivité de Corse -
musée archéologique d'Aleria**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,
- **CONSIDERANT :**
 - Que dans le cadre de l'organisation de l'exposition temporaire « L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée nord-occidentale » qui se tiendra du 23 novembre 2019 au 6 juillet 2020 au Site archéologique Lattara - musée Henri Prades, il convient de solliciter le prêt de biens archéologiques à la Collectivité de Corse – musée archéologique d'Aleria.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Une convention de prêt à titre gracieux de biens archéologiques est passée avec la Collectivité de Corse – musée archéologique d'Aleria pour la mise à disposition ponctuelle d'un casque et d'une machaïra dans le cadre de l'exposition temporaire organisée au musée Henri Prades.

ARTICLE 2 : La convention prend effet à compter de sa date de signature et prendra fin à la date de retour des bien archéologiques au musée d'Aleria.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

16 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe S. ~~SECRET~~



Publiée le : 16 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

031-24 800 A - 20190101-101801-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 16 SEP. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise de 75 m² issue
du domaine public rue Croix de la Mission
Commune de Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Fabrègues n° 2015/040 en date du 17/12/2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- Vu la décision du Président n° 2015-815 en date du 08 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Fabrègues dans le domaine public métropolitain,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,

- Considérant la nécessité de désaffecter et de déclasser les emprises DP 1 (65 m²) et DP 2 (10 m²) issues du Domaine Public, avant de pouvoir les céder,
- Considérant qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait des emprises DP 1 (65 m²) et DP 2 (10 m²) issues du Domaine Public.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public des parcelles DP 1 (65 m²) et DP 2 (10 m²) et intègre ce terrain dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités par le géomètre de l'opération pour numéroté cette emprise d'une superficie de 75 m².

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUVAGE



Publiée le : 19 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-101770-DE-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19 SEP. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
emprises SNCF utilisées pour le tramway
Gare Saint Roch Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu le courrier de la société YXIME gestionnaire du patrimoine foncier et immobilier de SNCF Réseau en date du 10 juillet 2019, sollicitant la Métropole pour régulariser les emprises foncières, qui supportent les voies du tramway sur le secteur de la Gare Saint Roch à Montpellier,
- Vu le mail de la Délégation Immobilière Territoriale Grand Sud de SNCF Immobilier en date du 27 août 2019, informant que la mutabilité de ces emprises a bien été validée en comité territorial,

- Vu l'évaluation de France Domaine n° 2019.172V1108 en date du 5 septembre 2019, indiquant une valeur vénale de 10 €/m²,

- Considérant que ces emprises SNCF supportent bien les voies du tramway sur le secteur de la Gare Saint Roch, et qu'il convient de régulariser la situation foncière au profit de la Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les emprises, propriété de SNCF Réseau, qui supportent les voies du tramway sur le secteur de la Gare Saint Roch, pour les incorporer au domaine public de la Métropole.

ARTICLE 2 : Les parcelles concernées par cette transaction sont cadastrées EV 478, EV 485, EV 484, EV 480, EV 481, EV 482 pour une superficie totale de 2 181 m².

ARTICLE 3 : La transaction est basée sur un prix de 10 €/m² conformément à l'avis des Domaines, soit une dépense totale pour la Métropole d'un montant de 21 810 €.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont disponibles au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe



Publiée le : 02 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213400017-20190101-102213-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 02 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU que dans le cadre de sa compétence « Assainissement » Montpellier Méditerranée Métropole doit réaliser des travaux de renouvellement du réseau public d'eaux usées situé rue Coligny à Montpellier, qui traverse notamment l'assiette des copropriétés dénommées « Les Cévennes » et « le Parc des Arceaux » ;
- VU que ces travaux nécessitent l'occupation temporaire sur la commune de Montpellier de la parcelle MS 0290 en vue de renouveler le réseau qui est vétuste et à l'origine d'une pollution au cours d'eau Le Pissessaumes ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de signer une convention d'occuper temporairement sur la commune de Montpellier les emprises de la parcelle MS 0290 en vue de réaliser les travaux de renouvellement de la conduite d'eaux usées.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La signature d'une convention entre le Cabinet d'avocats "Les Avocats du Thélème" situé à Montpellier Cedex 2 (34965) 500 rue Léon Blum - CS 39021 et Montpellier Méditerranée Métropole d'occupation temporaire les emprises de la parcelle MS 0290 - 949 avenue du Professeur Ravas en vue de réaliser les travaux de renouvellement de la conduite d'eaux usées.

ARTICLE 2 : De dire que cette autorisation d'occupation temporaire est consentie pour une durée de 16 semaines à compter du jour d'occupation des terrains.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : 10 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-104332-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 10 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'aliénation des parcelles
cadastrées AT 269 et AT 270 au profit de
Madame CALVAS chemin du Mas de
l'Huile - Commune de Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 112-8, L. 141-3 et L 141-12,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu la décision du Président n°MD2019-381 en date du 30 avril 2019 relative à la désaffectation et au déclassement de deux anciennes drailles chemin du Mas de l'Huile – Commune de Montferrier-sur-Lez,
- Vu le mail de Madame CALVAS en date du 9 septembre 2018 acceptant les modalités de transfert de propriété,
- Vu l'avis de France Domaines n°2019.169V1208 du 18 septembre 2019,

CONSIDÉRANT qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ces anciennes drailles et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à Madame CALVAS, domiciliée 521 chemin du Mas de l'Huile à Montferrier-sur-Lez, la parcelle cadastrée AT 269 (134 m²), ancienne draille mitoyenne à sa propriété, préalablement désaffectée et déclassée, au prix fixé par les Domaines, à savoir 10€/m² soit un montant total de 1 340 €.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole vend également à Madame CALVAS, la parcelle cadastrée AT 270 (29 m²), ancienne draille mitoyenne à sa propriété, préalablement désaffectée et déclassée, au prix fixé par les Domaines, à savoir 1€ symbolique compte tenu de la configuration du terrain.

ARTICLE 3 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la demande et aux frais de Madame CALVAS.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 15 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-102448-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 OCT. 2019

Réception en Préfecture : 15 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la réalisation d'une
étude de mobilités dans le cadre du mandat
d'études préalables à l'aménagement du
site Sablassou - Commune de Castelnau-le-
Lez - Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, dans les domaines « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) » ;

- VU la convention portant sur le mandat pour la réalisation des études préalables à l'aménagement du site Sablassou à Castelnau-le-Lez signée le 26 juillet 2018 avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de mener une étude de mobilités dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du site de Sablassou à Castelnau-le-Lez.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L. 2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché décomposé en tranches pour une durée de 24 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° valeur technique (60%) ;
 - ° prix (40%).
- qu'après analyse, l'entreprise TRANSMOBILITE, 16 Route de la Gavotte, 13015 Marseille, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché relatif à l'étude de mobilités dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du site de Sablassou à Castelnau-le-Lez à l'entreprise TRANSMOBILITE, pour un montant de 28 215 € HT (toutes tranches à notifier comprises). Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer les prestations de la tranche ferme. Sa durée globale d'exécution est de 24 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 909.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARIGN



Publiée le : 16 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-103375-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 OCT. 2019

Réception en Préfecture : 16 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'un bail
précaire entre Montpellier Méditerranée
Métropole et Monsieur Damien Gruffat -
Domaine de Viviers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole » ;

CONSIDERANT :

- que Monsieur Damien GRUFFAT, apiculteur, recherche des locaux afin d'y exercer son activité de producteur de miels, déclarée au 255 rue des Mandrous à Castelnau-le-Lez (34 170) ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole dispose de locaux inoccupés au Domaine de Viviers situé sur la commune de Jacou (34 830) ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail précaire avec monsieur Damien GRUFFAT, apiculteur à Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : Le bail précaire concerne des locaux appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, d'une surface d'environ 95 m², situés Domaine de Viviers, 34 830 Jacou, sur la parcelle cadastrée AV0003.

ARTICLE 3 : Le bail précaire est consenti pour une durée de 1 an, renouvelable tacitement 1 fois 1 an, moyennant un loyer annuel de 130 euros.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 OCT. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **08 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

031-913000017-20190101-104987-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **08 OCT. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un bras hydraulique vétuste de marque
Negrisolo type NA 2600 - Hôtel des ventes
de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un bras hydraulique vétuste, de marque Negrisolo type NA 2600 n° 14596, identifié BRASHYD1,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver ce matériel hydraulique vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède le bras hydraulique vétuste de marque Negrisol type NA 2600 n°14596 à l'hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 OCT. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **08 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017 - 20190101- 103484-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **08 OCT. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt de toute
autorisation d'urbanisme nécessaire -
Extension du cimetière Saint-Etienne à
Grammont - Parcelles RL6, RL8, RL10,
RL12, RK6 et RK18 à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans les domaines de la sécurité, de la proximité, les relations avec les usagers, au complexe funéraire, à la chasse et la pêche,
- Vu la délibération n°V2019-324 du Conseil Municipal de Montpellier du 27 septembre 2019 autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à déposer et à se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme sur les parcelles cadastrées RL6, RL8, RL10, RL12, RK6 et RK18, propriétés de la Ville de Montpellier, dans le cadre de l'agrandissement du cimetière Saint-Etienne sur le domaine de Grammont à Montpellier,

- CONSIDERANT :

- qu'il convient d'agrandir le cimetière Saint-Etienne, compte tenu de l'évolution démographique du bassin de vie de la Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer toute autorisation d'urbanisme sur les parcelles cadastrées RL6, RL8, RL10, RL12, RK6 et RK18 dans le cadre de l'extension du cimetière Saint-Etienne à Grammont.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la demande de permis de construire et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 OCT. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **04 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-2434 00017-20190101-103620-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

04 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au transfert du marché
n°3772DC14 - Mission de maîtrise d'œuvre
pour les travaux de couverture des vestiges
de l'aile nord du forum - Avenant n°4 -
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture » ;
- VU la décision n°D2015-65 attribuant le Marché 3772DC14 de mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de couverture des vestiges de l'aile nord du forum à l'entreprise F. Martorello Architecte, pour un montant de 22 830 euros HT et pour une durée de 31 mois

- VU la décision n°2016-727 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché précité avec la société Frédéric Martorello Architecte, transférant à ladite société les prestations exercées jusqu'alors par la société cotraitante ARPENT ;
- VU la décision n°2017-579 autorisant la signature de l'avenant n°2 au marché précité avec la société Frédéric Martorello Architecte, d'un montant de 3 923,53 euros HT, et portant la durée du marché de 31 mois à 45 mois ;
- VU la décision n°MD2019-020 autorisant la signature de l'avenant n°3 d'un montant de 9 042,62 euros HT et portant la durée de 45 mois à 69 mois ;

CONSIDERANT :

- qu'à la date du 28/08/2019 l'EURL Frédéric MARTORELLO Architecte a cessé son activité et est absorbée par SAS COVALENCE 108 T rue Championnet - 75018 PARIS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché de mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de couverture des vestiges de l'aile nord du forum avec l'entreprise Covalence.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 8 OCT. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : **0 8 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-103585-CC-1-4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **0 8 OCT. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°5155DE18
de maintenance multi technique des 3
bâtiments du BIC CAP ALPHA-CAP
OMEGA-MIBI de Montpellier
Méditerranée Métropole avec travaux et
prestations associés à la maintenance -
Avenant n°1

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,
- Vu la décision n°D2018-1127 attribuant le marché n°5155DE18 pour la maintenance multi technique des 3 bâtiments du BIC (CAP OMEGA –CAP ALPHA – MIBI) de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise ENGIE COFELY, pour un montant de 43 280 euros HT pour la partie forfaitaire de maintenance (DPGF) et pour un montant ne dépassant pas un seuil maximum annuel de 40 000 euros HT pour les travaux et prestations associés (DQE) et pour une durée de 24 mois,

CONSIDERANT qu'à la suite de plusieurs réparations non prévues et indispensables sur certains équipements techniques et des sinistres, une augmentation du montant annuel maximum pour les prestations de travaux associés (DQE) est nécessaire afin de terminer la première année du marché (année 2019) et d'assurer la continuité de la maintenance des 3 bâtiments accueillant des entreprises privées ainsi que les éventuelles réparations nécessaires sur les installations des 3 sites.

D E C I D E

ARTICLE 1: D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°5155DE18 de maintenance multi technique des 3 bâtiments du BIC avec travaux et prestations associés à la maintenance avec l'entreprise ENGIE COFELY – Agence de Montpellier.

ARTICLE 2: D'autoriser une augmentation de 8,062% du montant annuel maximum pour les travaux et prestations associés (DQE). Cette augmentation permettra de terminer l'année 2019 et d'assurer la continuité de la maintenance des 3 bâtiments accueillant des entreprises privées ainsi que les éventuelles réparations nécessaires sur les installations des 3 sites.

ARTICLE 3: De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936

ARTICLE 4: De dire que le présent avenant s'élève pour les travaux et prestations associés (DQE) à la somme de 6 714,03 euros HT.

ARTICLE 5: De dire que le nouveau montant du marché y compris avec l'avenant s'élève à la somme initiale de 43 280 euros HT pour la part forfaitaire et à la somme révisée de 46 714,03 euros HT pour les travaux et prestations associés (DQE) soit un nouveau montant total du marché de 89 994,03 euros HT.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 09 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-103610-CC-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Pluvial Urbain

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'avenant n°1 au Lot 2
"réseaux humides" du marché
n°4928EP17

Travaux d'aménagement de l'avenue du
Professeur Emile Jeanbrau - Parvis
Georges Richard à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président Délégué à la Voirie et à l'Espace Public et à la Mixité dans le parc de logement social public ;

- Vu la décision n°2018-169 attribuant le lot n° 2 « réseaux humides » du marché de travaux d'aménagement de l'avenue du Pr Emile Jeanbrau – Parvis Georges Richard à Montpellier à l'entreprise SOLATRAG, pour un montant de 295 730,00 euros HT et pour une durée de 7 mois.

- CONSIDERANT :

- Que suite aux demandes de l'Université de Montpellier, la Régie des eaux de Montpellier a demandé la réalisation de travaux supplémentaires non prévus au marché initial pour améliorer la desserte des différentes entités de logeant le projet.
- Que suite au retard dans le lancement du marché et à l'ouverture du pôle universitaire de Chimie « Balard », des modifications liées aux choix techniques de circulation de voirie sont nécessaires.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au lot n° 2 « réseaux humides » du marché de travaux d'aménagement de l'avenue du Pr Emile Jeanbrau – Parvis Georges Richard à Montpellier avec l'entreprise SOLATRAG, avenant n°1 d'un montant de 74 691,95 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 370 421,95 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-743400017-20191011-102628-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au prêt d'une œuvre en
provenance du Metropolitan Museum of
Art pour l'exposition "De Marbre blanc et
de couleur : la Chapelle Deydé de la
cathédrale de Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de l'exposition « *De Marbre blanc et de couleur : la Chapelle Deydé de la cathédrale de Montpellier* » qui se déroulera du 16 novembre 2019 au 15 mars 2020 au musée Fabre, il est nécessaire d'emprunter une œuvre de Christophe Veyrier, *Le buste de Jean Deydé*, en provenance du Metropolitan Museum of Art de New-York, estimée à 2 500 000 USD,
- qu'en contrepartie de ce prêt à titre gratuit, le Metropolitan Museum of Art de New-York souhaite que cette œuvre soit assurée par le Metropolitan Museum of Art, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le prêt est consenti du 1^{er} octobre 2019 au 30 mars 2020, afin de tenir compte des délais d'emballage et de transport.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à payer au Metropolitan Museum of Art domicilié au 1000 Fifth avenue, New-York, NY 10058, la somme de 3 000 USD correspondant à la prime d'assurance de l'œuvre prêtée par le Metropolitan Museum of Art.

ARTICLE 3 : Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 OCT. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **08 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-243400017-20190101-103715-AU-4-4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **08 OCT. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société ITK
au sein de la pépinière d'entreprises Cap
Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 passée entre la Métropole et la société ITK pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 11 septembre 2019,

- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 20 septembre 2019,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société ITK n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ITK jusqu'au 31 mars 2020.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ITK pour la surface de 571,72 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 7 094,19 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2018-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 08 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-103748-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 08 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0061RI
de structuration de l'infocentre existant et
création de nouvelles data bases métiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le décret relatif au code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de relancer un infocentre pour Montpellier Méditerranée Métropole qui en possède un depuis 2004 pour différents domaines métiers ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R.2123 du code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et des articles R.2162-3 et R.2162-14 pour une durée d'un an à compter de sa notification ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° valeur technique au regard du mémoire technique :
 - Moyen humains et qualifications du personnel affecté au vu des CV – 20 points
 - Références dans le secteur des collectivités territoriales – 10 points
 - Dispositions d'organisation prévues et les moyens mis en œuvre par le candidat pour assurer le bon déroulement de la prestation – 30 points
- ° offre économique au regard du DQE – 40 points

- qu'après analyse, l'entreprise PRODWARE SA, 45 quai de seine 75019 PARIS présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9B0061R de structuration de l'infocentre existant et création de nouvelles data bases métiers à l'entreprise PRODWARE SA, pour un montant sans minimum et avec un maximum de 85 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est d'un an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2019 et 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARIOT



Publiée le : 16 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-103745-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 OCT. 2019

Réception en Préfecture : 16 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de
dépôt de déclaration préalable de travaux
sur le domaine de Grammont**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- Vu la décision n°MD2019-838 autorisant la signature d'une convention de mise à disposition avec la Ville de Montpellier pour l'occupation de locaux situés au premier étage du château de Grammont, avenue Albert Einstein, 34 000 Montpellier,
- CONSIDERANT :
 - le projet de rénovation du local de fabrication de costumes situé à l'étage du château de Grammont, à Montpellier,
 - qu'au vu de la nature des travaux envisagés, la réalisation de l'opération nécessite le dépôt d'une déclaration préalable de travaux auprès des services compétents de la Ville de Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable de travaux pour l'opération de rénovation du local de fabrication de costumes situé à l'étage du château de Grammont, avenue Albert Einstein, 34 000 Montpellier.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la déclaration préalable de travaux visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 SEP. 2019

Monsieur le Président
Philippe S...



Publiée le : 26 SEP. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 2434 17 - 20190101 - 103767 AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 SEP. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition d'une
emprise d'une superficie de 125 m² issue de
la parcelle AH 204 Grand'rue - Commune
de Restinclières

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Restinclières n°2015-048 en date du 08 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public et privé routier communal et ses dépendances ainsi que l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires dans le domaine public métropolitain.
- Vu la décision du Président n°D2015-827 en date du 08 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Restinclières dans le domaine public Métropolitain.
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.

- Vu l'accord de Monsieur Laurent PAULIN par mail en date du 24 mai 2019, pour céder une emprise d'une superficie de 125 m² issue de la parcelle AH 204, située Grand'rue sur la commune de Restinclières, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur PAULIN, une emprise d'une superficie de 125 m² issue de la parcelle AH 204 située Grand'rue à Restinclières en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 3 750 €, soit 30 €/m², les frais d'actes étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 15 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340014-20190101-103822-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 OCT. 2019

Réception en Préfecture : 15 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M9B0074EA - Schéma directeur de
desserte en eau brute - Lot n°1 : Étude
prospective des besoins en irrigation
agricole - Lot n°2 : Étude technico-
économique des scénarii - Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les dispositions relatives aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- que le Schéma de Desserte en Eau Brute pour l'étude de l'ensemble des solutions permettant de sécuriser et de diversifier l'activité agricole, avec une gestion durable et économe des ressources en eau est nécessaire ;
- qu'une étude prospective des besoins en irrigation agricole doit être faite ;
- qu'une étude technico-économique des scénarii de desserte doit être faite ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché public passé selon la procédure adaptée pour une durée de 6 mois pour le lot n°1 et de 12 mois pour le lot n°2 ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard de la décomposition globale et forfaitaire : 40%
- qu'après analyse, la Chambre d'Agriculture sise Mas de Saporta -34875 Lattes présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°1 ;
- qu'après analyse, le groupement ENTECH/CCE&C sis Parc Scientifique - 34140 MEZE présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°2.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9B0074EA - Schéma directeur de desserte en eau brute - Lot n°1 - Etude prospective des besoins en irrigation agricole à la Chambre d'Agriculture sise Mas de Saporta -34875 Lattes pour un montant de 27 000 € HT.
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

ARTICLE 2 : D'attribuer le marché n°M9B0074EA - Schéma directeur de desserte en eau brute - Lot n°2 - Etude technico-économique des scénarii de desserte au groupement ENTECH/CCE&C sis Parc Scientifique - 34140 MEZE pour un montant de 39 580 € HT.
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-103877-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0102EP
- Acquisition de deux saleuses portées et
lames de déneigement - Attribution du
marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les dispositions relatives au code des marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans les domaines de la « Voirie et à l'Espace Public » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole doit acquérir deux saleuses portées et des lames de déneigement en vue de la prochaine période hivernale ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée maximale de 90 jours calendaires ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations – 60%
- Valeur technique – 30%
- Délai de fourniture – 10%

- qu'après analyse, l'entreprise Europe Service sise Parc d'activités de Tronquières - 15000 Aurillac présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché d'acquisition de deux saleuses portées et lames de déneigement à l'entreprise Europe Service, pour un montant de 75 750,00 € HT.
Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 90 jours calendaires maximum.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-64340017 - 20190101-103882-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au prêt d'une œuvre en
provenance d'une collection particulière
pour l'exposition "Jean Ranc, un
montpelliérain à la Cour des rois
d'Espagne"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- **CONSIDERANT** que l'organisation de l'exposition « *Jean Ranc, un Montpelliérain à la cour des Rois* », qui se déroulera du 24 janvier au 26 avril 2020 au musée Fabre, nécessite le prêt d'œuvres ;
- **CONSIDERANT** qu'il est proposé d'emprunter, à titre gratuit, l'œuvre de Jean Ranc, *Portrait de Francis Xavier Bon de Saint Hilaire*, estimée à 70 000 euros, à Monsieur Herbert WAGNER, collectionneur particulier domicilié en Autriche ;

- **CONSIDERANT** qu'en contrepartie de ce prêt Monsieur Herbert WAGNER souhaite que cette œuvre soit assurée par son assureur Uniqa (Untere Donaustrasse 21, 1029 Wien, Autriche), aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le prêt de l'œuvre est consenti du 02 janvier 2020 au 30 mai 2020, afin de tenir compte des délais d'emballage et de transport.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à payer à Uniqa la somme de 275 euros.

ARTICLE 3 : Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 OCT. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **08 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-943400017 - 20190101-104025-AU-4-4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **08 OCT. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à des contrats d'emprunt auprès de la Société Générale

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des « Finances »,

- Vu l'offre établie par la Société Générale en réponse à la consultation de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de prêt ci-annexé,

Considérant que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure les contrats d'emprunt,

- **Montant total emprunté auprès de la Société Générale** : 45 000 000 euros (quarante cinq millions d'euros) scindés en deux contrats de 15 000 000 euros (quinze millions d'euros) et 30 000 000 euros (trente millions d'euros) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Contrat n° 1 : TAUX FIXE DE MARCHE

Montant total : 15 000 000 euros (quinze millions d'euros)

Le prêt est consenti jusqu'au 31/12/2040 et s'amortira sur 20 ans à compter de la date de consolidation fixée au 31/12/2020.

Phase de mobilisation :

Nominal :	15 000 000 euros
Début :	Date de signature du contrat
Fin :	31/12/2020
Intérêts:	Euribor* 1, 3, 6 mois (selon la date de décaissement) + 0.50%
Commission de non utilisation :	De la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0.10% l'an est perçue semestriellement ou à la fin de la phase de mobilisation à terme échu sur l'encours moyen non utilisé. * <i>floorés à zéro.</i>

Phase de consolidation :

D'un commun accord entre la Société Générale et Montpellier Méditerranée Métropole, il est décidé de procéder à la mise en place d'un tirage de consolidation à « Taux fixe de Marché » sur le contrat « Taux de Marché » selon les conditions présentées ci – dessous :

Montant :	15 000 000 euros
Date de départ :	31/12/2020
Maturité :	31/12/2040 (durée 20 ans)
Amortissement :	Trimestriel – Linéaire
Périodicité :	Trimestrielle
Base de calcul :	Exact/360
Taux d'intérêts :	Chaque périodicité du 31/12/2020 au 31/12/2040 0.60% (cotation indicative) à réactualiser, le taux ne pouvant dépasser le niveau de 0.70% sinon l'opération ne pourra être conclue.

Soulte de rupture des conditions financières : L'emprunteur devra régler à la Société Générale une soulte de rupture des conditions financières correspondant aux coûts de dénouement, pertes et frais supportés ou réputés supportés par la Société Générale résultant notamment de l'absence de décaissement, du non-respect des paramètres d'application du taux tels que figurant dans la Confirmation, de la modification des dates et des montants de remboursement prévus, de l'exigibilité anticipée du Prêt, du remboursement anticipé du Prêt ou encore de la survenance de tout cas de résiliation du Prêt.

Dans l'hypothèse où la soulte de dénouement de rupture des conditions financières constituerait un gain net pour la Société Générale, ledit gain sera reversé par la Société Générale à l'Emprunteur.

Contrat n° 2 : TAUX MIXTE DE MARCHÉ

Montant total : 30 000 000 euros (trente millions d'euros)

Le prêt est consenti jusqu'au 30/09/2041 et s'amortira sur 20 ans à compter de la date de consolidation fixée au 30/09/2021.

Phase de mobilisation :

Nominal :	30 000 000 euros
Début :	Date de signature du contrat
Fin :	30/09/2021
Intérêts:	Euribor* 1, 3, 6 mois (selon la date de décaissement) + 0.50%
Commission de non utilisation :	De la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0.10% l'an est perçue semestriellement ou à la fin de la phase de mobilisation à terme échu sur l'encours moyen non utilisé. <i>*floorés à zéro.</i>

Phase de consolidation :

D'un commun accord entre la Société Générale et Montpellier Méditerranée Métropole, il est décidé de procéder à la mise en place d'un tirage de consolidation à « Taux Mixte de Marché » sur le contrat « Taux de Marché » selon les conditions présentées ci – dessous :

Montant :	30 000 000 euros
Date de départ :	30/09/2021
Maturité :	30/09/2041 (durée 20 ans)
Amortissement :	Trimestriel – Linéaire
Périodicité :	Trimestrielle
Base de calcul :	Exact/360

Taux d'intérêts :

Du 30/09/2021 au 30/09/2026 : 0.05%

Du 30/09/2026 au 30/09/2041 : Euribor 3 mois +0.32%

L'Euribor 3 mois est fixé à J-2 début de période. Indice flooré

à zéro.

Soulte de rupture des conditions financières : L'emprunteur devra régler à la Société Générale une soulte de rupture des conditions financières correspondant aux coûts de dénouement, pertes et frais supportés ou réputés supportés par la Société Générale résultant notamment de l'absence de décaissement, du non-respect des paramètres d'application du taux tels que figurant dans la Confirmation, de la modification des dates et des montants de remboursement prévus, de l'exigibilité anticipée du Prêt, du remboursement anticipé du Prêt ou encore de la survenance de tout cas de résiliation du Prêt.

Dans l'hypothèse où la soulte de dénouement de rupture des conditions financières constituerait un gain net pour la Société Générale, ledit gain sera reversé par la Société Générale à l'Emprunteur.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accepter le principe de réalisation des contrats de prêt aux conditions définies ci-dessus.

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Président ou à défaut le Vice-Président Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative aux contrats de prêt ci-dessus, à intervenir auprès de la Société Générale pour procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans les contrats et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Max LEVITA



Publiée le : 02 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-104087-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention
d'occupation du domaine public du théâtre
des treize vents - Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, et d'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction auprès de Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture » ;
- Vu la délibération n°13859 du 26 mai 2016 autorisant la signature de la convention d'occupation du domaine public relative au théâtre des treize vents ;

CONSIDÉRANT :

- que la SARL Théâtre des treize vents, signataire de la convention susmentionnée et par conséquent bénéficiaire de la mise à disposition du théâtre, a sollicité auprès de Montpellier Méditerranée Métropole la mise à disposition de locaux supplémentaires afin de pouvoir y développer ses activités ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole dispose de locaux adaptés mis à disposition par la Ville, ou loués auprès de cette dernière, et situés sur le domaine de Grammont, et a donc répondu favorablement à cette sollicitation ;
- que la mise à disposition de ces locaux supplémentaires nécessite la conclusion d'un avenant à la convention d'occupation initiale.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public relative au théâtre des treize vents avec la SARL Théâtre des treize vents.

ARTICLE 2 : Cet avenant autorise la SARL Théâtre des treize vents à occuper, outre le théâtre lui-même, les locaux suivants, situés à proximité, sur le site du domaine de Grammont : bâtiments de l'ancienne infirmerie (rez-de-chaussée et premier étage), anciennes écuries et annexes dénommées bureaux Antoine Vitez, ancien bistrot de Grammont (rez-de-chaussée et premier étage), terrasse de l'horloge et premier étage du château de Grammont.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 OCT. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **08 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-943400017-20190101-104259-CC-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

08 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société CREATIVE
MONSTERS dans l'Hôtel d'Entreprises du
Millénaire à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain »,

CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire: la société CREATIVE MONSTERS, représentée par Monsieur Ahmed Lamine MESSAOUDI, est spécialisée dans la création graphique, l'impression et la production de supports publicitaires, la gestion de réseaux sociaux et création de sites web. La société est candidate à la location du lot B10A-5 de 25 m² à compter du 21 octobre 2019, jusqu'à la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31 décembre 2021.

L'entreprise projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société CREATIVE MONSTERS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 OCT 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-263400017-20190101-104332-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 10 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Clôture de la régie d'avances du
Département de l'Art Dramatique du
Conservatoire à Rayonnement Régional

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n° 2003-194 modifiée en date du 31 juillet 2003, du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière, en date du 27 septembre 2019,

CONSIDERANT : que le Département de l'Art Dramatique est désormais géré directement par le Conservatoire à Rayonnement Régional, la régie d'avances n'a plus lieu d'être.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} octobre 2019, la régie d'avances du Département de l'Art Dramatique du Conservatoire à Rayonnement Régional est clôturée.

ARTICLE 2: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 8 OCT. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **0 8 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434000 17-20190101-104347-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 8 OCT. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Clôture de la régie de recettes du
Département de l'Art Dramatique du
Conservatoire à Rayonnement Régional

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n° 2010-109 modifiée en date du 3 mars 2010, du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière, en date du 27 septembre 2019,

CONSIDERANT : que le Département de l'Art Dramatique est désormais géré directement par le Conservatoire à Rayonnement Régional, la régie de recettes n'a plus lieu d'être.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} octobre 2019, la régie de recettes du Département de l'Art Dramatique du Conservatoire à Rayonnement Régional est clôturée.

ARTICLE 2: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 OCT. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le **08 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-248100017-20190101-104341-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **08 OCT. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la modification de la
régie de recettes des Terrains Familiaux de
Pignan pour l'accueil des gens du voyage**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n° D2016-223 modifiée du 31 mars 2016, du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, portant création d'une régie de recettes des Terrains Familiaux de Pignan pour l'accueil des gens du voyage,

- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière, en date du 27 septembre 2019,

CONSIDERANT : que les Terrains Familiaux de Pignan sont désormais gérés directement par la Direction de l'Habitat et des Parcours Résidentiels, des modifications sont nécessaires. La possibilité d'encaisser par carte bancaire, ainsi qu'un nouveau type de justificatif de paiement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La régie de recettes pour la gestion des Terrains Familiaux pour l'accueil des gens du voyage, auprès de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat est modifiée comme suit.

ARTICLE 2 : Cette régie est située à l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les recettes suivantes :

- loyers,
- charges locatives : eau, électricité, entretien des parties communes et des espaces extérieurs.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- espèces,
- chèques bancaires et assimilés,
- virements,
- prélèvements,
- cartes bancaires.

Elles sont perçues contre remises à l'usager de factures, quittances, récépissés.

ARTICLE 5 : Un fonds de caisse d'un montant de CENT EUROS (100,00 €) est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à HUIT CENT EUROS (800,00 €).

ARTICLE 7 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 8 : L'intervention de mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

ARTICLE 9 : Le régisseur est tenu de verser à la Trésorerie Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé fixé à l'article 6, et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10 : Le régisseur verse auprès l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 11: Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13: Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

ARTICLE 14 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 08 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-943400017-20190101-104345-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 08 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de prêt
d'objets archéologiques avec la commune
de Martigues - Musée Ziem**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver les prêts d'oeuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'oeuvres,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de l'organisation de l'exposition temporaire « *L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée nord-occidentale* », qui se tiendra du 23 novembre 2019 au 6 juillet 2020 au Site archéologique Lattara - musée Henri Prades, il convient de solliciter le prêt de biens archéologiques à la commune de Martigues – musée Ziem.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de prêt à titre gracieux est conclue avec la commune de Martigues pour définir les modalités de mise à disposition ponctuelle de cinq objets archéologiques en céramique du musée Ziem dans le cadre de l'exposition temporaire organisée au musée Henri Prades.

ARTICLE 2 : Le prêt est consenti du 23 novembre 2019 au 13 mars 2020 pour une coupe en céramique ornée d'une frise d'oiseaux peints, une coupe campanienne avec inscription gallo-grecque et une cruche avec inscription gallo-grecque, et du 13 mars au 20 juillet 2020 pour une coupe carénée à décor peint et une autre coupe campanienne avec inscription gallo-grecque, dont les numéros d'inventaire sont précisés dans la convention.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention de prêt et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 08 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-243400017-20190101-104350-CC-1-4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 08 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances
Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à un contrat d'emprunt auprès de la Banque Postale

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des « Finances » ;

- VU l'offre établie par la Banque Postale en réponse à la consultation bancaire de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de Prêt ci-annexé,

CONSIDERANT :

- que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole prévus et inscrits au budget, il convient de conclure un contrat d'emprunt ;

- qu'à l'issue de l'analyse des offres, et après avoir pris connaissance de l'offre de financement et des conditions générales version CG-LPB-2019-08 y attachées, la proposition de la Banque Postale répond correctement à la demande.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De conclure un contrat de prêt avec phase de mobilisation avec la Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06.

ARTICLE 2 : Le montant du contrat s'élève à 10 000 000 Euros (Dix millions d'Euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation et d'une seule tranche obligatoire.

Score GISSLER :	1A
Montant du contrat de prêt:	10 000 000,00 EUR
Durée du contrat de prêt :	21 ans et 1 mois
Objet du contrat de prêt :	financer les investissements

Phase de mobilisation revolving

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

Durée :	1 an, soit du 08/11/2019 au 09/11/2020
Versement des fonds :	à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation ou à une date antérieure en cas de mise en place anticipée de la tranche sur index EURIBOR.
Minimum de versement :	150 000,00 EUR
Taux d'intérêt annuel:	index EONIA post-fixé assorti d'une marge de 0.74%
Base de calcul des intérêts :	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'intérêts :	périodicité mensuelle
Remboursement de l'encours en phase de mobilisation :	autorisé
Revolving:	oui
Montant minimum du Remboursement :	150 000,00 EUR

Tranche obligatoire sur index EURIBOR préfixé du 09/11/2020 au 01/12/2040

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 09/11/2020 par arbitrage automatique ou antérieurement en cas de mise en place anticipée de la tranche sur index EURIBOR.

Montant :	10 000 000,00 EUR
Durée d'amortissement:	20 ans et 1 mois
Taux d'intérêt annuel:	à chaque date d'échéance d'intérêts, le taux d'intérêt appliqué au décompte est déterminé de manière préfixée comme suit : Index EURIBOR 12 mois, assorti d'une marge de +0,50 %
Base de calcul des intérêts:	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'amortissement et d'intérêts:	périodicité annuelle
Mode d'amortissement:	constant
Remboursement anticipé:	autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité dégressive. Cette indemnité dégressive, à payer par l'emprunteur, est calculée de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le montant du capital remboursé par anticipation. La durée résiduelle est exprimée en nombre d'année(s) et est arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète. Le taux de l'indemnité dégressive applicable à la tranche est de 0,30%.

Option passage à taux fixe:

oui

En cas de passage à taux fixe, la base de calcul des intérêts sera 30/360. Le remboursement par anticipation est autorisé à une date d'échéance d'intérêts, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

Commissions: - Commission d'engagement de 0,10 % du montant du contrat de prêt payable à la fin de la phase de mobilisation
- Commission de non utilisation de 0.10% appliquée aux sommes disponibles non tirées au titre de la phase de mobilisation

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Max LEVITA



Publiée le : 08 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-04561-AU-H
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un contrat d'emprunt
auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc-
Roussillon**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,

- VU l'offre établie par la Caisse d'Epargne du Languedoc-Roussillon en réponse à la consultation bancaire de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de Prêt ci-annexé,

CONSIDERANT :

- que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure une convention de financement,

- qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition de la Caisse d'Epargne répond correctement à la demande.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de financement Flexilis avec phase de mobilisation est conclue avec la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon, dont le siège est situé 254 rue Michel Teule, BP 7330, 34184 Montpellier Cedex 4.

ARTICLE 2 : Le montant de la convention s'élève à 5 000 000 Euros (Cinq millions d'Euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- Score Gissler : 1A
- Montant : 5 000 000 €,
- Durée de la phase de mobilisation : 2 ans, jusqu'au 30-12-2021.
- Durée totale maximale de consolidation : 30 ans

Phase de Mobilisation revolving (de la date de signature du prêt au 30-12-2021):

Pendant la phase de mobilisation, l'emprunteur peut demander la mise à disposition des fonds sous forme de tirage de mobilisation.

- Durée : jusqu'au 30-12-2021,
- Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur, avec possibilité de dédit,
- Montant minimum de versement : 100 000 Euros,
- Taux d'intérêt mensuel : Euribor 1 mois flooré à 0 assorti d'une marge de +0.36%,
- Base de calcul des intérêts : Exact/360
- Périodicité des intérêts : mensuelle, payable trimestriellement
- Remboursement de l'encours en phase de mobilisation : possible à tout moment, sans indemnité
- Commission d'engagement : 0,07% du montant emprunté payable à la signature du contrat

Phase de consolidation

La période d'amortissement du capital mobilisé débute lors de la mise en place de chaque emprunt long terme et au plus tard à la fin de la phase de mobilisation. Les emprunts long terme sont mis en place soit lors de la mise à disposition des fonds, soit par transformation des tirages de mobilisation. L'emprunteur en détermine le montant, la durée, la périodicité, le profil d'amortissement ainsi que l'index ou le taux qui lui est applicable parmi les index et taux ci-dessous.

- Durée maximale d'amortissement : 30 ans
- Taux indexés : ils seront constatés dans les conditions prévues au contrat

Durée initiale du tirage	Jusqu'à 20 ans	De 21 ans à 25 ans	De 26 à 30 ans
Marge sur Euribor 1 3 ou 6 ou 12 mois	0.83%	0.86%	0.89%

- Taux fixe : Taux de swap emprunteur taux fixe contre Euribor + marge sur Euribor du contrat.
- Base de calcul des intérêts : en taux fixe : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours ; en taux indexé : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours,
- Echéances d'amortissement du capital : en fonction des index, trimestrielle, semestrielle ou annuelle
- Mode d'amortissement : constant ou progressif
- Remboursement anticipé : possible à chaque échéance pour tout ou partie du capital restant dû moyennant un préavis d'un mois
- Pénalités de remboursement anticipé :
 - Sur Euribor : 3% du capital remboursé
 - Sur taux fixe : indemnité actuarielle
- Changement de taux d'intérêt : possible à chaque échéance sous réserve du paiement d'une indemnité actuarielle en cas d'arbitrage à partir d'un module taux fixe, et sans indemnité en cas d'arbitrage à partir des modules Euribor.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Max LEVITA



Publiée le : 08 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-104574-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

08 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M9B0108RI
de prestation de tiers-archivage
électronique AS@LAE

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les dispositions relatives au code des marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'acquérir une prestation de tiers-archivage électronique avec la solution logicielle libre as@lae;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123 du code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande en application des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-3 et R2162-14 pour une durée de trois ans à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° valeur technique au regard du mémoire technique (60 points) :
 - Valeur des profils – 20 points
 - Valeur des références opérationnelles – 10 points
 - Valeur de la méthodologie de projets – 30 points
 - ° Prix des prestations au regard du DQE – 40 points
- qu'après analyse, l'entreprise APPLICATIONS PROJET INFOGERANCE, 836 rue du Mas de Verchant 34000 MONTPELLIER présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9B0108RI de prestation de tiers-archivage électronique as@lae à l'entreprise API, pour un montant sans minimum et avec un maximum de 50 000 € HT pour la durée totale du marché. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de trois ans ferme.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2019 et 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 OCT. 2019
Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 16 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340001-2019101-04696 AR-0-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 OCT. 2019

Réception en Préfecture : 16 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°G8D0032RI
d'hébergement serveur, fournitures d'accès
internet et prestations associées

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Président ;
- VU les dispositions relatives au code des marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme. » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de maintenir un hébergement et une fourniture d'accès internet pour les usagers ainsi que les agents de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier ;
- qu'il a été conclu un groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole (coordonnateur) et la Ville de Montpellier pour le lancement de cette consultation,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2124-1 à R2124-2 et R2161-2 à R2461-5 du code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique pour une durée de un an reconductible trois fois par période de un an ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique – 60 points
 - ° Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif et Estimatif – 40 points
- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 17 septembre 2019, a adopté le classement des offres et choisi l'entreprise OVEA sise 59, rue Nelson MANDELA 34070 MONTPELLIER comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord cadre n°G8D0032RI à l'entreprise OVEA, pour un montant sans minimum ni maximum.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de un an reconductible trois fois par période.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 OCT 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARIEN



Publiée le : 16 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434000H-20190101-104838-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 OCT. 2019

Réception en Préfecture : 16 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société BIOPHILEUS
dans le VEAS HANNIBAL à
COURNONSEC**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.

CONSIDÉRANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Courmonsec : BIOPHILEUS, représentée par Monsieur Patrick HIVIN est une entreprise spécialisée dans la recherche et le développement dans la biotechnologie. La société souhaite prendre à bail le lot A09 de 123,31 m² pour une période de 36 mois. L'entreprise emploie 2 personnes et prévoit un effectif de 6 salariés à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société BIOPHILEUS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser tout personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-104899-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société S3F CHIMIE
dans l' immeuble CAP GAMMA à Grabels

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations internationales ; Tourisme et Création, Aménagement et Gestion des Parcs d'activité et l'immobilier métropolitain »,

CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la S3F CHIMIE ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location d'une surface de laboratoire dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels. La société S3F CHIMIE, représentée par Madame FELIX ROUSSELOT Catherine a pour activité la recherche et développement de nouveaux produits chimiques.

Elle est candidate à la location du lot 2.5 de 35.05 m². La société projette un effectif 3 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société S3F CHIMIE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 11 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024-263400017-20190101-104917-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de la société
SCANAE dans l' Immeuble CAP DELTA à
Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme et de la Création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain,

CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le bâtiment CAP DELTA à Grabels. La société SCANAE, représentée par Madame Nathalie PAUTREMAT, est un laboratoire d'analyses environnementales.

Elle est candidate à la location du lot B08A de 86 m² pour une durée de 36 mois. SCANAE emploie 4 personnes et prévoit un effectif de 12 salariés à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SCANAE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 OCT. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-243400017-20190101-104948-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **10 OCT. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du Droit de
Préemption Urbain (DPU) - Propriété
FELLAHI - Parcelle MS 290 lots 3042 et
3403 - Résidence Les Cévennes - Commune
de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines de « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme,

aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme »,

- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,

- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006,

- VU la délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,

- VU la délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du Droit de Préemption Urbain renforcé sur Montpellier,

- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain renforcé consentie à la ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU la décision n°MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,

- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence « définition, création et réalisation des opérations d'aménagement »,

- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les deux projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,

- VU la délibération du Conseil de Métropole n°M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,

- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,

- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 2 août 2019, envoyée par Maître MANSOUX, notaire à Saint Hippolyte du Fort, reçue en Mairie de Montpellier le 7 août 2019, concernant la vente par Monsieur Nabil FELLAHI, d'un appartement et d'un garage, constituant les lots 3042 et 3403 de la copropriété des Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 82 000 €,

- VU le constat dressé le 17 septembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L. 213-2 du Code de l'urbanisme,

- VU l'avis de France domaine du 17 septembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain,
- que l'appartement avec garage de Monsieur FELLAHI se situe dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété,
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur FELLAHI est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L. 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de l'appartement et du garage de Monsieur Nabil FELLAHI, constituant les lots 3042 et 3403 de la copropriété des Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 57 000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R. 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 15 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-105206-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 OCT. 2019

Réception en Préfecture : 15 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3
ARRETES
REGLEMENTAIRES

PARTIE III - SOMMAIRE

ARRETES REGLEMENTAIRES OCTOBRE – NOVEMBRE 2019

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAR2019-0152	Délégations de signature - Cabinet du Président	335
MAR2019-0215	Délégations de signature - Département des Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET)	342
MAR2019-0219	Arrêté portant modification des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole	361
MAR2019-0225	Arrêté d'ouverture de l'enquête publique relative à l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de Montpellier Méditerranée Métropole	364
MAR2019-0226	Programme d'Actions Local 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole	368
MAR2019-0231	MAINLEVEE de l'arrêté de péril ordinaire n°MAI2019-0114 - Commune de Montpellier - Immeuble sis 17 rue Dom Vaissette - Parcelle HW 725	370
MAR2019-0235	Monsieur Mustapha MAJDOUL - Conseiller métropolitain - Délégué au Vélo et Mobilités actives	372
MAR2019-0237	Agora des Savoirs - Désignation d'un membre au sein du Conseil scientifique	374
MAR2019-0240	Délégations de signature - Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales (PRHRS)	376
MAR2019-0243	Délégations de signature relatives au Département Développement Économique, Emploi et Insertion (DDEEI)	383
MAR2019-0246	Délégations de signature - Département Administration - Générale et Finances (DAGF)	387
MAR2019-0247	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Clapiers	395
MAR2019-0253	Délégation de signature relative à l'intérim de M. le Directeur Général des Services du 21 au 27 octobre 2019 inclus	399
MAR2019-0256	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur la déclaration de projet relative à l'extension du complexe hôtelier du Domaine de Verchant emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Castelnau-le-Lez	401
MAR2019-0259	Délégation de signature relative à l'intérim de M. le Directeur Général des Services du 28 novembre au 6 décembre 2019 inclus	405



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Cabinet du Président**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département du Cabinet du Président est composé des directions et services suivants :

- Direction de la Communication ;
- Direction des Relations Presse ;
- Service du Protocole de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Service Protocole et Accueil ;
- Direction des Relations Internationales.

Madame Sophie SALELLES, Directrice de Cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie SALELLES, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Simine NAMDAR, Chef de Cabinet.

ARTICLE 2 : La Direction de la Communication est composée des services suivants :

- Administratif et Financier ;
- Projets et Production ;
- Numérique ;
- Information Magazine ;

- Evènementiel ;
- Communication interne.

Madame Mélanie LEIRENS, directrice de la Communication, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mélanie LEIRENS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Rachel BELLINGUEZ, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mélanie LEIRENS et de Madame Rachel BELLINGUEZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Sophie SALELLES.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2-1 : Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité et pour l'ensemble des services de la Direction de la Communication et pour la Direction des Relations Presse :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Rachel BELLINGUEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER et de Madame Rachel BELLINGUEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, de Madame Rachel BELLINGUEZ et de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2-2 : Madame Rachel BELLINGUEZ, directrice adjointe et responsable du service Projets et Production, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Rachel BELLINGUEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Rachel BELLINGUEZ et de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2-2-1 : Monsieur Nicolas PUTEAUX, responsable de l'unité Projets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PUTEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Rachel BELLINGUEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas PUTEAUX et de Madame Rachel BELLINGUEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas PUTEAUX, de Madame Rachel BELLINGUEZ et de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2-2-2 : Madame Florence FAVIER, responsable de l'unité Production, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FAVIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Rachel BELLINGUEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FAVIER et de Madame Rachel BELLINGUEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FAVIER, de Madame Rachel BELLINGUEZ et de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2-3 : Le responsable du service Numérique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Numérique, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Rachel BELLINGUEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Numérique et de Madame Rachel BELLINGUEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Numérique, de Madame Rachel BELLINGUEZ et de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Jérôme CARRIERE, responsable du service Information Magazine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme CARRIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Rachel BELLINGUEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérôme CARRIERE et de Madame Rachel BELLINGUEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérôme CARRIERE, de Madame Rachel BELLINGUEZ et de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2-5 : Madame France MALLIE, responsable du service Evènementiel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame France MALLIE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Rachel BELLINGUEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame France MALLIE et de Madame Rachel BELLINGUEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame France MALLIE, de Madame Rachel BELLINGUEZ et de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2-6 : Madame Marjorie SALVAGE, responsable du service Communication interne, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable de Madame Marjorie SALVAGE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Rachel BELLINGUEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable de Madame Marjorie SALVAGE et de Madame Rachel BELLINGUEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marjorie SALVAGE, de Madame Rachel BELLINGUEZ et de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 3 : Madame Ophélie FLOHIC, directrice des Relations Presse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ophélie FLOHIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Pauline CELLIER, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Ophélie FLOHIC et de Madame Pauline CELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie SALELLES.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ophélie FLOHIC, la délégation est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 4 : Le service du Protocole de Montpellier Méditerranée Métropole est composé des unités suivantes :

- Réceptions protocolaires
- Administrative
- Technique

Monsieur Stéphane MARECHAL, responsable du service du Protocole de Montpellier Méditerranée Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane MARECHAL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 4-1 : Le responsable de l'unité Réceptions protocolaires (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable de l'unité Réceptions protocolaires, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane MARECHAL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable de l'unité Réceptions protocolaires et de Monsieur Stéphane MARECHAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Stéphane BONTOUR, responsable de l'unité Administrative, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane BONTOUR, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane MARECHAL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane BONTOUR et de Monsieur Stéphane MARECHAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Rémy DA CHAO, responsable de l'unité Technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rémy DA CHAO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane MARECHAL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Rémy DA CHAO et de Monsieur Stéphane MARECHAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 5 : Concernant le service Protocole et accueil mutualisé, Madame Sophie SALELLES, Directrice de Cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

ARTICLE 6 : Le directeur des Relations Internationales (poste vacant) reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur des Relations Internationales, les délégations ci-dessus, sont accordées à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 oct. 2019



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 28/10/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190101-83728-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/10/19

Réception en Préfecture : 25/10/19

Notifié le : 29/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature
Département des Services Publics de
l'Environnement et des Transports
(DSPET)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET) est composé des pôles et directions suivants :

- Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), lui-même composé des directions suivantes :
 - Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
 - Direction des Services aux Territoires (DST)
- Direction des Mobilités (DM)
- Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD)
- Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA)
- Direction Paysage et Biodiversité (DPB)

Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier MERLIAUD, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Le Pôle Proximité et Espaces PublicS (PEPS) est composé des deux directions et du service suivants :

- Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
- Direction des Services aux Territoires (DST)
- Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice du Pôle Proximité et Espaces PublicS (PEPS), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1 : La Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T) est composée des services suivants :

- Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines
- Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion
- Etudes Voiries urbaines
- Pluvial urbain
- Eclairage public

Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur de l'Appui Technique aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € TTC.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-1 : Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-2 : Monsieur Thomas COMTE, responsable du service Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MALACAN, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE et de Monsieur Philippe MALACAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Philippe MALACAN et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Philippe MALACAN, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Philippe MALACAN, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-3 : Monsieur Arnaud BURTIN, responsable du service Etudes Voiries urbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guillaume DESINDE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur. Guillaume DESINDE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur. Guillaume DESINDE et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-4 : Monsieur David AUPERT, responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-5 : Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2 : La Direction des Services aux Territoires (DST) est composée des pôles suivants :

- Pôle territorial Cadoule et Bérange
- Pôle territorial Littoral
- Pôle territorial Piémont et Garrigues
- Pôle territorial Plaine ouest
- Pôle territorial Vallée du Lez
- Pôle territorial de Montpellier

Monsieur David TOURNIER, directeur des Services aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € TTC.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Denis CRETIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-1 : Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier et hors agglomération ;
- En matière de délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Aurélien CHAREIRE, chef de service adjoint, responsable Subdivision 1.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Aurélien CHAREIRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Aurélien CHAREIRE et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-2 : Madame Caroline MICHALAKIS, responsable du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoann RENAULT, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS et de Monsieur Yoann RENAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Madame Marie-Laure Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-3 : Monsieur Eric LAUER, responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET .

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-4 : Monsieur Philippe MAUGER, responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-5 : Monsieur Pierre DABOSI, responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Victor GALAMBA, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI et de Monsieur Victor GALAMBA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Victor GALAMBA et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Victor GALAMBA, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Victor GALAMBA, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-6 : Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier RICHARD, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Monsieur Olivier RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Olivier RICHARD et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-3 : Le responsable du service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET .

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : La Direction des Mobilités (DM) est composée des services et unité suivants :

- Service Exploitation des services de déplacement
- Service Gestion Exploitation des Equipements du Trafic
- Service Déplacements et sécurité routière
- Unité Régulation modale du trafic (Pétrarque)

Monsieur Yannick JACOB, directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yannick JACOB et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-1 : Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe et responsable du service Exploitation des services de déplacement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Hervé VEBER, responsable du service Gestion Exploitation des Equipements du trafic, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Hervé VEBER, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-3 : Madame Sophie BIENVENU, responsable du service Déplacements et Sécurité routière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BIENVENU, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-4 : Monsieur Pierre GARCIA, responsable de l'unité PC régulation multimodale du trafic (Pétrarque), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre GARCIA, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4 : La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services suivants :

- Tri et valorisation des Déchets
- Collecte et nettoyage
- Régie de collecte
- Ressources transversales

Monsieur Christophe DELIGNY, directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € TTC ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint et responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jean-David CADET, responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-David CADET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, la délégation est accordée à Monsieur Norbert GARZONIO. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et de Monsieur Norbert GARZONIO, la délégation est accordée à Madame Claire LACOUTURE. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Madame Claire LACOUTURE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-David CADET.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Yann EVEN, responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Edgard ALEXANDRE, responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5 : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services suivants :

- Maîtrise d'ouvrage
- Gestion intégrée de l'eau
- Maîtrise du service public
- Risques pluvial et inondation
- Service administratif et financier

Madame Florence FUCHS, directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS et de chaque chef de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS, de chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-1 : Madame Laurence BURGAUD, directrice adjointe et responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-2 : Monsieur Arnaud VESTIER, responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-3 : Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, responsable du service Maitrise du Service Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-4 : Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-5 : Madame Christine PELLEGRINI, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine PELLEGRINI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6 : La Direction Paysage et Biodiversité est composée des services suivants :

- Jardins et espaces naturels
- Bureau d'études et paysage
- Gestion des ressources

Monsieur Patrick BERGER, directeur du Paysage et de la Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, la délégation est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-1 : Madame Pauline LAMBREY, responsable du service Jardins et espaces naturels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline LAMBREY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-2 : Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, responsable du service Bureau d'études et paysage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-3 : Madame Patricia CLAVEL, responsable du service Gestion des ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia CLAVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 oct. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 17/10/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-97361-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/10/19

Réception en Préfecture : 17/10/19

Notifié le : 17/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service dialogue social accompagnement managérial et égalité professionnelle

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant modification des membres
du Comité Technique de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le renouvellement du Conseil Communautaire suite aux élections de mars 2014,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-198 du 26 avril 2018, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n° MAR2019-003 du 4 février 2019 portant composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 6 décembre 2018,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° MAR2019-003 du 4 février 2019 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole est composé comme suit :

Représentants de l'administration	Représentants du personnel
<p>Titulaires</p> <p>M. Philippe SAUREL, Président Mme Régine ILLAIRE M. Abdi EL KANDOUSSI Mme Rosy BUONO M. Gérard CASTRE M. Guy BARRAL Mme Isabelle GUIRAUD Mme Maud BODKIN M. Christian FINA M. Benoit ZENOU M. Fabrice MANUEL Mme Juliette BEREGI</p> <p>Suppléants</p> <p>Mme Eliane LLORET M. Jean-Luc COUSQUER Mme Chantal MARION Mme Valérie BARTHAS ORSAL Mme Mylène FOURCADE Mme Annie YAGUE Mme Sabria BOUALLAGA Mme Stéphanie JANNIN M. Yves NURIT M. Olivier MERLIAUD M. Alain PONS DE VINCENT M. Philippe BOULET</p>	<p>Titulaires</p> <p>Mme Sandrine CAMPOS M. Mohamed CHEBLI Mme Hanane ZIANI M. Laurent BERNARD Mme Shirley BARBAUD M. Ichem MOGHEL Mme Edwige HERNANDEZ Mme Sabine BERGÜA M. Denis SAVOYE M. David FERNANDEZ M. Jean-Louis ESTEVE M. Robert TRINQUIER</p> <p>Suppléants</p> <p>Mme Christel BALLUET-QUINTANA M. Abdelkader AMLOUK Mme Armelle CABRERA M. Grégory FARGAS Mme Carole GILBERT Mme Nadia MEGRHAOU M. Guilhem LAGUARDA M. Jean-Philippe GERVAIS Mme Céline MILLET Mme Pascale NABAFFA M. François FOURES Mme Laetitia VIDAL</p>

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 2 oct. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 02/10/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-98868-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02/10/19

Réception en Préfecture : 02/10/19

Notifié le : 02/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Publicité et Mobilier sur le Domaine Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté d'ouverture de l'enquête publique
relative à l'élaboration du Règlement Local
de Publicité intercommunal (RLPi) de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L153-19,
- VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L123-1 à L123-18 et R123-1 à R123-27,
- VU la délibération n°14932 du Conseil de la Métropole en date du 27 septembre 2017 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal et fixant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation,
- VU la délibération n°M2019-394 du Conseil de la Métropole en date du 23 juillet 2019 arrêtant le bilan de la concertation de la procédure d'élaboration du RLPi et arrêtant le projet de RLPi,
- VU la décision N° E19000172/34 en date du 20 septembre 2019 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montpellier, désignant les membres de la commission d'enquête chargée de conduire l'enquête publique relative à l'élaboration du RLPi,
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique sur le projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette enquête publique se déroulera du 21 novembre 2019 à 9 heures, au 20 décembre 2019 à 17 heures, soit un total de 30 jours.

Le règlement a pour objectif d'encadrer la publicité, les préenseignes et les enseignes.

En matière de publicité, il a pour objectif de valoriser la qualité du cadre de vie sur l'ensemble du territoire en proscrivant notamment les dispositifs de 12m² et en encadrant la densité publicitaire.

Il valorise de même les axes d'entrées vers la première couronne métropolitaine en y réduisant la densité publicitaire et en interdisant la publicité sur les murs de clôture.

Il encadre l'affichage publicitaire dans les secteurs remarquables et les centres-villes en privilégiant l'affichage sur le mobilier urbain et en encadrant la publicité.

En matière d'enseignes, il interdit de manière générale certains types de dispositifs afin de préserver le paysage et les architectures. Il place l'intégration de chaque dispositif dans son environnement au cœur des règles qui lui sont imposées.

Ce RLP intercommunal de la Métropole emportera abrogation des règlements locaux en vigueur sur les communes de Castelnau-le-Lez, Juvignac, Lattes, Montpellier et Saint Jean de Védas. Il couvrira les 31 communes de la Métropole.

Au terme de cette enquête, le règlement local de publicité intercommunal, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, pourra être approuvé par délibération du conseil métropolitain de la Métropole Montpellier Méditerranée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole, établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de RLP, dont le siège se situe 50 place Zeus - 34961 MONTPELLIER CEDEX 2 est responsable du projet.

La personne responsable du projet est Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles auprès de M. Stéphane Lopez, Directeur des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public de la ville de Montpellier, représentant la Métropole, 1 place Georges Frêche, 34961 MONTPELLIER CEDEX 2 et au numéro suivant : 04.67.34.88.97

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 3 : Le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné une commission d'enquête composée comme suit :

Président : Monsieur Christophe METAIS, Général de corps d'armée, 2° section.

Membres titulaires : Monsieur Claude ROUVIERE et Monsieur Chabane YOUSFI.

ARTICLE 4 : Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique :

D'une part sur support papier, dans les lieux suivants, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles :

- Siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus, Montpellier), du lundi au vendredi de 8h à 18h
- Hôtel de Ville de Montpellier (1 Place Georges Frêche) du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30 (19h le jeudi)
- Mairie de Lattes (1 Avenue de Montpellier), du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h
- Mairie de Castries (2a rue Plan du Four), du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h30 à 18h (17h le vendredi)
- Mairie de Saint Jean de Védas, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h

- Mairie de Juvignac (997, allée de l'Europe), du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h
- Mairie de Clapiers (5 Grand'Rue Marie Lacroix) du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 18h (19h le mardi)

D'autre part, sur support dématérialisé 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 pendant toute la durée de l'enquête publique sur le site suivant : <https://www.registre-dematerialise.fr/1775>

Enfin, un poste informatique installé à l'accueil du siège de Montpellier Méditerranée Métropole sera mis à disposition du public, du lundi au vendredi de 8h à 18h, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

ARTICLE 5 : La Commission d'Enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations lors des permanences suivantes :

LIEUX	JOUR	HEURE
Siège de Montpellier Méditerranée Métropole	mercredi 27/11/2019	9h – 12h
	mercredi 11/12/2019	9h – 12h
Hôtel de Ville de Montpellier	Vendredi 22/11/2019	9h – 12h
	Lundi 9/12/2019	9h – 12h
Hôtel de Ville de Lattes	Mercredi 27/11/2019	14h – 17h
	Jeudi 19/12/2019	9h – 12h
Hôtel de Ville de Castries	Mercredi 27/11/2019	9h – 12h
	Vendredi 20/12/2019	14h – 17h
Hôtel de Ville de Saint Jean de Védas	Jeudi 21/11/2019	9h – 12h
	Jeudi 12/12/2019	14h – 17h
Hôtel de Ville de Juvignac	Jeudi 21/11/2019	14h – 17h
	Jeudi 12/12/2019	9h – 12h
Hôtel de Ville de Clapiers	Lundi 25/11/2019	14h – 17h
	Lundi 16/12/2019	9h – 12h

ARTICLE 6 : Pendant la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations et propositions :

- sur les registres d'enquête papier, dans les lieux précités, sauf les jours fériés et jours de de fermetures exceptionnelles.
- sur support dématérialisé 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 pendant toute la durée de l'enquête publique sur le site suivant : <https://www.registre-dematerialise.fr/1775>
- par courrier électronique à l'adresse : enquete-publique-1775@registre-dematerialise.fr
- par voie postale en adressant un courrier au Président de la Commission d'Enquête RLPi 3M au siège de l'enquête à Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus CS 39556, 34961 MONTPELLIER Cedex.

Le public aura accès au poste informatique dans les conditions fixées à l'article 4 mis à disposition à l'Hôtel de la métropole afin de transmettre ses observations par courrier électronique.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale et celles écrites reçues par les membres de la commission d'enquête lors des permanences visées ci-dessus seront consultables au

siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>).

Les observations et propositions du public transmises par courrier électronique et sur le registre dématérialisé seront consultables à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/1775>

ARTICLE 7 : A l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête, remis au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, seront tenus à disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, dans les six communes citées précédemment et à la Préfecture de l'Hérault, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Ils seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) et sur le registre dématérialisé (<https://www.registre-dematerialise.fr/1775>).

L'ensemble de ces documents seront ensuite consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 8 : le présent arrêté sera affiché sur les lieux habituels d'affichage de Montpellier Méditerranée Métropole et des 31 mairies 15 jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 9 : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Madame le Maire de Saint Jean de Védas, Messieurs les Maires de Montpellier, Lattes, Castries, Juvignac, Clapiers, et les membres de la commission d'enquête, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 oct. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/10/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-100124-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/10/19

Réception en Préfecture : 28/10/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Programme d'Actions Local 2019 de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la Construction et de l'Habitation, et notamment l'article R.321-10-1,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n° 13711 du Conseil du 14 avril 2016 autorisant le Président à conclure avec l'Etat la convention de délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre, et avec l'Anah la convention de gestion des aides à l'habitat privé,
- VU la convention de délégation de compétence des aides à la pierre conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat en application de l'article L.301-5-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) le 30 mai 2016,
- VU la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat le 30 mai 2016,
- VU l'avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole du 13 mai 2019.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Programme d'Actions local 2019 en faveur de la réhabilitation du parc privé de Montpellier Méditerranée Métropole, annexé au présent arrêté est approuvé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 4 oct. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 04/10/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-102363-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/10/19

Réception en Préfecture : 04/10/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**MAINLEVÉE de l'arrêté de péril
ordinaire n°MAI2019-0114
Commune de Montpellier
immeuble sis 17 rue Dom Vaissette
Parcelle HW 725**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU l'avertissement envoyé à Monsieur Jean-Pierre CARMEL, demeurant au 81 allée Jean-Baptiste LAMARK à Montpellier (34090), propriétaire de l'immeuble parcelle cadastrée HW 725, sis 17 rue Dom Vaissette à Montpellier (34000),
- VU les factures envoyées par Monsieur CARMEL, attestant de la conformité des travaux réalisés dans le respect des règles de l'art.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Sur la base du rapport des pièces justifiant de la réalisation des travaux, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n°MAI2019-0114 pris le 23 août 2019, pour l'immeuble sis 17 rue Dom Vaissette (parcelle HW 725) dont le propriétaire est Monsieur Jean-Pierre CARMEL demeurant 81 allée Jean-Baptiste LAMARK à Montpellier(34090).

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est notifié au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au Procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Montpellier, le 4 oct. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-103914-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/10/19

Réception en Préfecture : 04/10/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Mustapha MAJDOUL
Conseiller métropolitain
Délégué au Vélo et Mobilités actives**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-18, L. 5211-9 et L. 5211-10
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n° 14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU la qualité de Conseiller métropolitain de Monsieur Mustapha MAJDOUL.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° MAR2019-0034 portant délégation de fonction à Monsieur Mustapha MAJDOUL.

ARTICLE 2 : Monsieur Mustapha MAJDOUL reçoit délégation au Vélo et Mobilités actives auprès de Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-président. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 oct. 2019



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 17/10/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-104359-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/10/19

Réception en Préfecture : 17/10/19

Notifié le : 17/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Agora des Savoirs
Désignation d'un membre
au sein du Conseil scientifique**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la charte du Conseil scientifique de l'Agora des Savoirs approuvée par la délibération n° M2019-77 du 21 février 2019,
- **VU** l'ouverture d'un siège au sein du Conseil scientifique de l'Agora des Savoirs conformément à la délibération n° M2019-525 du 30 septembre 2019,

A R R E T E

ARTICLE 1 : A la suite de la démission de Madame Carine JALLAMION, Professeur des Universités, Agrégé des Facultés de Droit, membre du Conseil scientifique de l'Agora des Savoirs, il convient de désigner Madame Laurence WEIL, Professeure à la Faculté de Droit de Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 2 oct. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 02/10/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-104823-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02/10/19

Réception en Préfecture : 02/10/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Pôle Ressources Humaines
et Relations Sociales (PRHRS)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité Technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales est composé des directions et du service suivants :

- Direction du Pilotage et de la Modernisation RH (DPMRH)
- Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH)
- Direction des Parcours Professionnels et des Compétences (DPPC)
- Direction de la Santé et de la Prévention (DSP)
- Service Dialogue Social (DS)

Monsieur Benoît ZENOU, responsable du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ZENOU, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Monsieur Etienne ROSSIGNOL, directeur du Pilotage et de la Modernisation RH, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3 : La Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH) est composée des services et unités suivants :

- Unité Carrière Métropole
- Unité Carrière Ville
- Service Rémunération
- Service Juridique et Gestion du Temps de Travail

Madame Laurence BONNET, directrice de l'Administration des Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Agnès FERVAL, Madame Mélanie SCAPIN, Madame Ingrid CREVEAU et Madame Séverine ARRIAU, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, de Madame Agnès FERVAL, de Madame Mélanie SCAPIN, de Madame Ingrid CREVEAU et de Madame Séverine ARRIAU, chacune pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benoît ZENOU.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3-1 : Madame Agnès FERVAL, responsable de l'unité Carrière Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Agnès FERVAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Agnès FERVAL et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3-2 : Madame Mélanie SCAPIN, responsable de l'unité Carrières Ville, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mélanie SCAPIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mélanie SCAPIN et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3-3 : Madame Ingrid CREVEAU, responsable du service Rémunération, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ingrid CREVEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Ingrid CREVEAU et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3-6 : Madame Séverine ARRIAU, responsable du service Juridique et Gestion du Temps de Travail, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Séverine ARRIAU, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Séverine ARRIAU et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4 : La Direction des Parcours Professionnels et des Compétences (DPPC) est composée des services suivants :

- Mobilité interne, Recrutement et Stages
- Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours professionnels
- Formation
- Prospective Métiers et Compétences

Madame Cécile MATTERA, directrice des Parcours professionnels et des Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Michel JULIEN, Madame Emilie CONSTABLE, Madame Nathalie CONNAC et Madame Monique COGOLLOS, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, de Monsieur Michel JULIEN, de Madame Emilie CONSTABLE, de Madame Nathalie CONNAC et de Madame Monique COGOLLOS, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Michel JULIEN, responsable du service Mobilité Interne, Recrutement, Stages, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel JULIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel JULIEN et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4-2 : Madame Emilie CONSTABLE, responsable du service Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours professionnels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie CONSTABLE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie CONSTABLE et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4-3 : Madame Nathalie CONNAC, responsable du service Formation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie CONNAC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie CONNAC et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4-4 : Madame Monique COGOLLOS, responsable du service Prospective Métiers et Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Monique COGOLLOS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Monique COGOLLOS et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 5 : La Direction de la Santé et de la Prévention (DSP) est composée des services suivants :

- Santé
- Qualité de vie au travail.

Le directeur de la Santé et de la Prévention (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;

- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Santé et de la Prévention, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Karl LEGOUSSOUART et à Monsieur Mehdi JACQUET, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Santé et de la Prévention, de Monsieur Karl LEGOUSSOUART et de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Santé et de la Prévention, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 5-1 : Monsieur Karl LEGOUSSOUART, responsable du service Santé, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl LEGOUSSOUART, la délégation ci-dessus est accordée au directeur de la Santé et de la Prévention.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl LEGOUSSOUART et du directeur de la Santé et de la Prévention, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 5-2 : Monsieur Mehdi JACQUET, responsable du service Qualité de Vie au Travail, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée au directeur de la Santé et de la Prévention.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mehdi JACQUET et du directeur de la Santé et de la Prévention, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 6 : Le responsable du service Dialogue Social, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Dialogue social, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 oct. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/10/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190101-105183-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/10/19

Réception en Préfecture : 25/10/19

Notifié le : 29/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature relatives au
Département Développement Économique,
Emploi et Insertion (DDEEI)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département Développement Economique, Emploi et Insertion (DDEEI) est composé de la direction suivante :

- La Direction du Développement Economique de l'Emploi (DDEE)

Monsieur Philippe BOULET, Directeur Général Adjoint du Département Développement économique, Emploi et Insertion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction du Développement Economique de l'Emploi (DDEE) est composée des services et unité suivants :

- Administration et Finances
- Marketing, réseaux et animation
- Unité BIC- Création entreprises innovantes
- Unité Implantation des entreprises

- Unité Emploi et Insertion
- Service Tourisme, Commerce et Artisanat

Monsieur Emmanuel THOMAS, directeur de l'Economie et de l'Emploi, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel THOMAS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur José SANTANA, Madame Marie-Pierre GRAZIANI, Madame Isabelle PREVOT, Madame Chahira BENZAOUI, Madame Sabrina GUARRERA et Madame Sylvie BELLANGER, chacun pour ce qui concerne son unité ou service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Emmanuel THOMAS, de Monsieur José SANTANA, de Madame Marie-Pierre GRAZIANI, de Madame Isabelle PREVOT, de Madame Chahira BENZAOUI, de Madame Sabrina GUARRERA et de Madame Sylvie BELLANGER, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-1 : Monsieur José SANTANA, responsable du service Administration et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité et, en cas d'absence des autres chefs de service, pour l'ensemble des services de la Direction de l'Economie et de l'Emploi :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur José SANTANA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur José SANTANA et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-2 : Madame Marie-Pierre GRAZIANI, responsable du service Marketing, réseaux et animation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Pierre GRAZIANI, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie-Pierre GRAZIANI et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-3 : Madame Isabelle PREVOT, responsable de l'Unité BIC- Création entreprises innovantes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle PREVOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle PREVOT et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-4 : Madame Chahira BENZAOUI, responsable de l'unité Implantation des entreprises, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chahira BENZAOUI, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chahira BENZAOUI et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-5 : Madame Sabrina GUARRERA, responsable de l'unité Emploi et Insertion reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabrina GUARRERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sabrina GUARRERA et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-6 : Madame Sylvie BELLANGER, responsable du service Tourisme, Commerce et Artisanat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité

et, en cas d'absence des autres chefs de service, pour l'ensemble des services de la Direction de l'Economie et de l'Emploi :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie BELLANGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie BELLANGER et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 3 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 oct. 2019



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 28/10/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-105267-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/10/19

Réception en Préfecture : 25/10/19

Notifié le : 29/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Département Administration
Générale et Finances (DAGF)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département Administration Générale et Finances est composé des directions suivantes :

- Direction des Finances (DF)
- Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP)
- Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB)

Madame Juliette BEREGLI, Directrice Générale Adjointe en charge du Département Administration Générale et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGLI, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par cette dernière pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction des Finances est composée des services suivants :

- Ressources comptables et financières

- Gestion budgétaire
- Gestion comptable
- Ingénierie partenariale
- Expertise financière

Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur des Finances, reçoit à cette date sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christelle ROSE-BONAUD, Madame Emilie DREUX, Madame Céline FERRIE, Monsieur Fabien DELCASSO et Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE-BONAUD, de Madame Emilie DREUX, de Madame Céline FERRIE, de Monsieur Fabien DELCASSO et de Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 2-1 : Madame Christelle ROSE-BONAUD, responsable du service Ressources comptables et financières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle ROSE-BONAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle ROSE-BONAUD et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 2-2 : Madame Emilie DREUX, responsable du service Gestion budgétaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie DREUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie DREUX et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 2-3 : Madame Céline FERRIE, responsable du service Gestion comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRIE et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Fabien DELCASSO, responsable du service Ingénierie partenariale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien DELCASSO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien DELCASSO et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 2-5 : Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Expertise financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Natacha LEUPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Natacha LEUPERT et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3 : La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée des services et directions adjointes suivants :

- Service Conseil et Contentieux
- Service Ressources juridiques,
- Direction adjointe des Etudes, Rédactions, Procédures Commandes publiques, elle-même composée du service Procédures et marchés,

- Direction adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, elle-même composée du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique.

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOU, Madame Roxanne ROBERT, Monsieur Fabrice MOURET, et Madame Lore DEXPERT, chacun en ce qui concerne leur service ou direction adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Emmanuelle RANCHOU, de Madame Roxanne ROBERT, de Monsieur Fabrice MOURET et de Madame Lore DEXPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-1 : Madame Emmanuelle RANCHOU, responsable du service Conseil et Contentieux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle RANCHOU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emmanuelle RANCHOU et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-2 : Madame Roxane ROBERT, responsable du service Ressources juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Roxane ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Roxane ROBERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Fabrice MOURET, directeur adjoint des Etudes, Rédactions, Procédures Commande publiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MOURET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 3-3-1 : Madame Anne-Marie BLATIERE, responsable du service Procédures, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Marie BLATIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MOURET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Monsieur Fabrice MOURET et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 3-4 : Madame Lore DEXPERT, directrice adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Lore DEXPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Lore DEXPERT et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 3-4-1 : Madame Emilie BARBENOIRE, responsable du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie BARBENOIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Lore DEXPERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie BARBENOIRE, de Madame Lore DEXPERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 4 : La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments est composée des services suivants :

- Architecture, bâtiments et sécurité
- Energie et Télécommunications
- Administratif et financier et Actions coopératives
- Parc auto

Le directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, Monsieur Jérôme ALBERGE, Monsieur Frédéric RICO et Monsieur Manuel VASSALO, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments, de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, de Monsieur Jérôme ALBERGE, de Monsieur Frédéric RICO et de Monsieur Manuel VASSALO, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, responsable du service Architecture, bâtiments et sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, la délégation ci-dessus est accordée au directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG et du directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jérôme ALBERGE, responsable du service Energie et Télécommunications reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme ALBERGE, la délégation ci-dessus est accordée au directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérôme ALBERGE et du directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Frédéric RICO, responsable du service Administratif et financier et Actions coopératives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée au directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO et du directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Manuel VASSALO, responsable du service Parc auto, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Manuel VASSALO, la délégation ci-dessus est accordée au directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Manuel VASSALO et du directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 oct. 2019



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 28/10/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-105308-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/10/19

Réception en Préfecture : 25/10/19

Notifié le : 29/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté d'ouverture d'une enquête publique
portant sur la modification n°2 du Plan
Local d'Urbanisme (PLU) de la commune
de Clapiers

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants ;
- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15/04/2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;
- VU la délibération n°2019/06/14 du Conseil Municipal de la commune de Clapiers en date du 10/07/2019 émettant un avis favorable au projet de modification n°2 du PLU ;
- VU la notification du projet de modification n°2 du PLU aux personnes publiques associées en date du 30/07/2019 ;

- VU la décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) en date du 20/09/2019 ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée par courrier en date du 30/07/2019 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative au projet de modification n°2 du PLU ;
- VU la décision n°E19000166/34 en date du 06/09/2019 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Patrick LINAY en qualité de commissaire enquêteur ;
- VU les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Clapiers, pour une durée de 32 jours consécutifs, du 08/11/2019 à 8h30 jusqu'au 09/12/2019 à 18h00 inclus, visant 6 modifications sectorielles (secteurs UA, UD, UD6, UD1a, IIAU3 et UD7).

ARTICLE 2 : Par décision n°E19000166/34 en date du 06/09/2019, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné M. Patrick LINAY, socio-économiste retraité, en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique.

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi que deux registres d'enquête, à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur seront tenus à disposition du public. Un registre sera déposé à la Mairie de Clapiers (5 Grand'Rue Marie Lacroix - 34830 Clapiers), le second registre sera déposé au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus – 34961 Montpellier). Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet :

- à la Mairie de Clapiers, du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00,
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>).

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à M. le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-après : « M. le commissaire enquêteur - projet de modification n°2 du PLU de Clapiers - Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 – 34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : clapiersm2@montpellier3m.fr.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 4 du présent arrêté, seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

Les observations et propositions du public transmises par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

ARTICLE 4 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Clapiers – (5 Grand'Rue Marie Lacroix - 34830 Clapiers):

- le vendredi 08/11/2019 de 09h à 12h ;
- le mercredi 20/11/2019 de 15h à 18h ;
- le lundi 09/12/2019 de 15h à 18h.

ARTICLE 5 : Conformément à la décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale en date du 20/09/2019, le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

ARTICLE 6 : La personne responsable du projet de modification n°2 du PLU de la commune de Clapiers est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Projet et Planification Territoriale (DiPPT - 04.67.13.48.13) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

ARTICLE 7 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier rencontrera le responsable de projet dans un délai de huit jours à compter de la réception du registre d'enquête et des documents annexés, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport et, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées.

Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en Mairie de Clapiers, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante: <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 8 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault. L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux suivants :

- A l'intersection du rond-point de Jacou et du Boulevard de la Liberté ;
- A l'intersection du Boulevard de la Liberté et de l'Avenue Georges Frêche ;
- Rue du Paraguay (au niveau du terrain de football) ;
- Chemin du Fesquet ;
- A l'intersection du rond-point du Fesquet et du Boulevard de la Liberté ;
- Sur la Place Max Leenhardt ;
- A l'intersection de la Rue du Romarin et de la Rue Baillarguet.

Il sera, en outre, mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Clapiers, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 10 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 11 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°2 du PLU de Clapiers, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

ARTICLE 12 : M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, M. le Maire de Clapiers et M. le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 oct. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 21/10/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-105615-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/10/19

Réception en Préfecture : 21/10/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de signature relative à l'intérim
de M. le Directeur Général des Services
du 21 au 27 octobre 2019 inclus**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à M. Christian FINA, Directeur général des services ;
- **CONSIDERANT** que M. Christian FINA, Directeur Général des Services, sera absent du 21 au 27 octobre 2019 inclus et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

A R R E T E

ARTICLE 1 : En l'absence de M. Christian FINA, du 21 au 27 octobre 2019 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 oct. 2019



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/10/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-106929-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/10/19

Réception en Préfecture : 18/10/19

Notifié le : 18/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté d'ouverture d'une enquête publique
portant sur la déclaration de projet
relative à l'extension du complexe hôtelier
du Domaine de Verchant emportant mise
en compatibilité du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la commune de
Castelnau-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants ;
- **VU** le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27 ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- **VU** la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;
- **VU** la délibération n°14206 du Conseil de Métropole, en date du 24/11/2016 prenant acte de l'engagement d'une procédure de déclaration du projet d'extension du complexe hôtelier du

Domaine de Verchant, emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castelnau-le-Lez ;

- VU la décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) en date du 17/09/2019 ;

-

- VU la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées en date du 23/09/2019 ;

- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 30/09/2019 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative au projet ;

- VU la décision n°E19000194/34 en date du 09/10/2019 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Philippe ORIGNY en qualité de commissaire enquêteur ;

- VU les pièces du dossier soumis à enquête publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique, portant à la fois sur l'intérêt général du projet d'extension du complexe hôtelier du Domaine de Verchant et sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castelnau-le-Lez qui en est la conséquence, pour une durée de 33 jours consécutifs, du lundi 16 décembre 2019 au vendredi 17 janvier 2020 inclus.

ARTICLE 2 : Par décision n°E19000194/34 en date du 09/10/2019, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné M. Philippe ORIGNY, commissaire divisionnaire de police retraité, en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mairie de Castelnau-le-Lez (2, rue de la Crouzette, CS 40 013 - 34173 Castelnau-le-Lez) et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier). Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet :

- à la Mairie de Castelnau-le-Lez, aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h15 à 17h00 (sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles) ;

- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00 (sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles).

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à M. le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : « M. le commissaire enquêteur - Déclaration de projet – Extension du complexe hôtelier du Domaine de Verchant - Mise en compatibilité du PLU de Castelnau-le-Lez - Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 – 34961 Montpellier cedex 2 » ;

- par courrier électronique à l'adresse suivante : dpcastelnau.verchant@montpellier3m.fr

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 4 du présent arrêté, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>

ARTICLE 4 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir les observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Castelnau-le-Lez - 2, rue de la Crouzette, CS 40 013 - 34173 Castelnau-le-Lez :

- le lundi 16 décembre 2019 de 9h00 à 12h00 ;
- le mercredi 8 janvier 2020 de 14h00 à 17h00 ;
- le vendredi 17 janvier 2020 de 14h00 à 17h00.

ARTICLE 5 : En vertu de l'article L.104-2 du Code de l'urbanisme, le projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale du document d'urbanisme qui a été transmise pour avis à la Mission Régionale d'Autorité environnementale, le 14/06/2019. Conformément à l'article R.104-25 du Code de l'urbanisme, la Mission Régionale d'Autorité environnementale n'a formulé aucune observation sur ladite évaluation environnementale.

ARTICLE 6 : La personne responsable du projet est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet auprès de la Direction Projet et Planification Territoriale (DiPPT - 04.67.13.48.13) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

ARTICLE 7 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier rencontrera le responsable de projet dans un délai de huit jours à compter de la réception du registre d'enquête et des documents annexés, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport et, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Castelnau-le-Lez, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 8 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault. L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux suivants :

- Panneau extérieur d'affichage officiel de la Mairie de Castelnau-le-Lez (2, rue de la Crouzette, CS 40 013 - 34173 Castelnau-le-Lez) ;
- Panneau extérieur d'affichage officiel du siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier) ;
- Rue de Doscares, à proximité du Domaine de Verchant ;
- Boulevard Philippe Lamour, au niveau du rond-point à l'intersection avec le Chemin de Saint-Peyre.

Il sera, en outre, mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Castelnau-le-Lez, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 10 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 11 : A l'issue de l'enquête publique, le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour adoption de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 12 : M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, M. le Maire de Castelnau-le-Lez et M. le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 nov. 2019

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION

Publiée le : 28/11/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-110580-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/11/19

Réception en Préfecture : 28/11/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégation de signature relative à l'intérim
de M. le Directeur Général des Services
du 28 novembre au 6 décembre 2019 inclus**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à M. Christian FINA, Directeur général des services ;
- **CONSIDERANT** que M. Christian FINA, Directeur Général des Services, sera absent du 28 novembre au 6 décembre 2019 inclus et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

A R R E T E

ARTICLE 1 : En l'absence de M. Christian FINA, du 28 novembre au 6 décembre 2019 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 27 nov. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/11/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-110934-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/11/19

Réception en Préfecture : 28/11/19

Notifié le : 28/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4
ARRETES
INDIVIDUELS

PARTIE IV - SOMMAIRE

ARRETES INDIVIDUELS OCTOBRE – NOVEMBRE 2019

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAI2019-0101	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement TRANSPORT de l'AGGLOMERATION de MONTPELLIER (TaM) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2019 à 2024	409
MAI2019-0125	ARRETE DE PERIL IMMINENT - Commune de Montpellier - Immeubles sis 15 et 17 rue Fabre et 2 rue Saint Antoine - Parcelles IZ 232, IZ233 et IZ 234 - Interdiction d'habiter	418
MAI2019-0134	Représentation de M. le Président par M. Thierry BREYSSE, Vice-Président, au sein de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites	422
MAI2019-0146	Représentation du Président - Médiation juridique - Affaire n°1804445-1	424



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
TRANSPORT de l'AGGLOMERATION
de MONTPELLIER (TaM) dans le système
de collecte et de traitement de Montpellier
Méditerranée Métropole aux conditions
décrites dans le présent arrêté pour les
années 2019 à 2024**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

A R R E T E

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement TRANSPORT de l'AGGLOMERATION de MONTPELLIER (TaM), dont le siège social est situé au 125 rue Léon Trotski, CS 60014 à Montpellier 34075 cedex 3, représenté par Monsieur Luc EGOUMENIDES, en qualité de Directeur Général, ci-après désigné « l'Etablissement »

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 314 871 815
- Code NAF ou APE : 4931 Z

L'Etablissement TRANSPORT de l'AGGLOMERATION de MONTPELLIER (TaM) comprend deux sites concernés par le présent arrêté :

1) Site 1 : CEMH

Situé rue de l'Agathois, CS 60014 à Montpellier 34295, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : TT 6, 8, 41, 44, 51, 56, 62, 69, 70, 71, 72, 73, 76, 77, 79, 81, 83, 84 et TP 92, 98, 99.

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Transport collectif sur route et sur rail et maintenance des véhicules, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue de l'Agathois.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Maintenance de véhicule de transport collectif sur route
- Maintenance de véhicule de transport collectif sur rail (1^{ère} ligne du Tramway)

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1435-3	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution): installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur	Déclaration
2560	Métaux et alliages (travail mécanique des): la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	Déclaration
2930-1b	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie: la surface de l'atelier étant supérieure à 5 000 m ²	Autorisation
2940-2	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage) :lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction).	Déclaration

2) Site 2 : JEUNE PARQUE

Situé au 125, rue Léon Trotsky, CS 60014 à Montpellier 34295,
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OH 55 et 26, OI 85

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Transport collectif sur route et sur rail, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement dans le réseau séparatif, via trois branchements répartis de la manière suivante :

- 2 situés Avenue de Maurin (entrée D) (réseau principal et sanitaire comité d'entreprise)
- 1 situé Rue de la Castelle (entrée B) (sanitaire bâtiment projet tram)

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Maintenance et entretien de véhicule de transport collectif sur route (bus)
- Maintenance et entretien de véhicule de transport collectif sur rail (2^{ème} ligne du Tramway)

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1434-1	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution): installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur	Déclaration
2920-2b	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	Déclaration
2930-1b et 2930-2b	930 Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : la surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5000 m ² 2. Vernis, peinture, apprêt, (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole , représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,

- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement TaM doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement TaM, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement TaM désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixé par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement TaM devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement TaM et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement TaM s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement TaM, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement TaM de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement TaM sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 18 oct. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 18/10/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-98497-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/10/19

Réception en Préfecture : 18/10/19

Notifié le : 18/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL IMMINENT
Commune de Montpellier
Immeubles sis 15 et 17 rue Fabre et 2 rue
Saint Antoine
Parcelles IZ 232, IZ233 et IZ 234
Interdiction d'habiter

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- VU l'article L.5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le rapport dressé par Jean-Paul Mallié, expert désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 21 septembre 2019 concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- VU l'avertissement envoyé à Foncia Domicia, demeurant 185 rue Léon Blum à Montpellier (34967), syndic de la copropriété, parcelle cadastrée IZ 232, sis 15 rue du Père Fabre à Montpellier (34000) ;

- VU l'avertissement envoyé à AO Immobilier, demeurant 9 rue de la Vieille Intendance à Montpellier (34000), syndic de la copropriété, parcelle cadastrée IZ 233, sis 17 rue du Père Fabre à Montpellier (34000) ;

- VU l'avertissement envoyé à Monsieur et Madame Artigues, demeurant 4 rue Saint Antoine à Montpellier (34000), propriétaires de la parcelle cadastrée IZ 234, bâtiment sis 2 rue Saint Antoine à Montpellier (34000) ;

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état des bâtiments sis 15 et 17 rue du Père Fabre, ainsi que le bâtiment sis 2 rue Saint Antoine à Montpellier (34000) concernant les logements de l'ensemble des bâtiments.

ARRETE

ARTICLE 1

- Le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic de copropriété Foncia Domicia, demeurant 185 rue Léon Blum à Montpellier (34967), syndic de la copropriété, parcelle cadastrée IZ 232, sis 15 rue du Père Fabre à Montpellier (34000) ;

- Le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic de copropriété AO Immobilier, demeurant 9 rue de la Vieille Intendance à Montpellier (34000), parcelle cadastrée IZ 233, sis 17 rue du Père Fabre à Montpellier (34000) ;

- Les propriétaires, Monsieur et Madame Artigues, demeurant 4 rue Saint Antoine à Montpellier (34000), propriétaires de la parcelle cadastrée IZ 234, bâtiment sis 2 rue Saint Antoine à Montpellier (34000) ;

devront, dans un délai de **1 mois** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique en procédant à la mise en oeuvre des mesures suivantes :

Immeuble 15 rue Père Fabre :

- Maintenir fermé l'ensemble des portes et fenêtres de l'immeuble afin d'empêcher toute intrusion,

- Réaliser une étude hydrogéologique du terrain d'assise de l'immeuble situé section cadastrale IZ, parcelle 232, dans un délai d'un mois, afin de déterminer, si la décompression du terrain en surface à laquelle on assiste, qui s'est traduit par la déflation en cuvette, va se limiter à la zone observée ou occasionner un périmètre de terrains décomprimés environnants beaucoup plus large avec des tassements majeurs si les terrains sont peu rigides mécaniquement et causer des dégâts sérieux selon leur amplitude, de rechercher l'origine de la nappe d'eau et d'indiquer par hypothèse les travaux de reprise à réaliser,

- mettre en oeuvre des étais sous les linteaux en pierre.

Immeuble 17 rue Père Fabre :

- Maintenir fermé l'ensemble des portes et fenêtres de l'immeuble afin d'empêcher toute intrusion,

- Réaliser une étude hydrogéologique du terrain d'assise de l'immeuble situé section cadastrale IZ parcelle 233, dans un délai d'un mois, afin de déterminer, si la décompression du terrain en surface à laquelle on assiste, qui s'est traduit par la déflation en cuvette, va se limiter à la zone observée ou occasionner un périmètre de terrains décomprimés environnants beaucoup plus large avec des tassements majeurs si les terrains sont peu rigides mécaniquement et causer des dégâts sérieux selon leur amplitude, de rechercher l'origine de la nappe d'eau et d'indiquer par hypothèse les travaux de reprise à réaliser.

Immeuble 2 rue Saint Antoine :

- Maintenir fermées l'ensemble des portes et fenêtres de l'immeuble afin d'empêcher toute intrusion.
- Réaliser une étude hydrogéologique du terrain d'assise de l'immeuble situé section cadastrale IZ, parcelle 234, dans un délai d'un mois, afin de déterminer, si la décompression du terrain en surface à laquelle on assiste, qui s'est traduit par la déflation en cuvette, va se limiter à la zone observée ou occasionner un périmètre de terrains décomprimés environnants beaucoup plus large avec des tassements majeurs si les terrains sont peu rigides mécaniquement et causer des dégâts sérieux selon leur amplitude, de rechercher l'origine de la nappe d'eau et d'indiquer par hypothèse les travaux de reprise à réaliser.

ARTICLE 2

Faute pour les propriétaires et les syndicats des copropriétaires, représentés par les syndic de copropriétés mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3

Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, tous les logements de l'immeuble doivent être entièrement évacués de leurs occupants immédiatement. Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

ARTICLE 4

les propriétaires et les syndicats des copropriétaires, représentés par les syndic de copropriétés doivent avoir informé les services de la Métropole de l'offre d'hébergement qu'ils ont faite aux occupants en application des articles L.521-1 et L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, sans délai.

A défaut, pour le les propriétaires et les syndicats des copropriétaires, représentés par les syndic de copropriétés d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera effectué par la Métropole, aux frais des propriétaires et des syndicats des copropriétaires, représentés par les syndic de copropriétés.

ARTICLE 5

Les propriétaires et les syndicats des copropriétaires, représentés par les syndic de copropriétés sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L.521-1 à L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dus à compter du 1^{er} jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée. Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par les propriétaires et les syndicats des copropriétaires, représentés par les syndic de copropriétés, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.511-6 ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 6

Si les propriétaires et les syndicats des copropriétaires, représentés par les syndic de copropriétés, les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Les propriétaires et les syndicats des copropriétaires, représentés par les syndic de copropriétés, les copropriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade des immeubles concernés.

ARTICLE 8

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations Familiales.

Montpellier, le 4 oct. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 07/10/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-103978-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/10/19

Réception en Préfecture : 04/10/19

Notifié le : 07/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Représentation de M. le Président
par M. Thierry BREYSSE, Vice-Président,
au sein de la Commission Départementale
de la Nature, des Paysages et des Sites**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président ;
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU la convocation adressée par Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer invitant Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à siéger au sein de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites dans sa formation « Publicité » le vendredi 11 octobre 2019 à 9h30.

AR R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour siéger et voter à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites dans sa formation « Publicité » qui se réunira à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, salle Cassiopée, Bâtiment Ozone, 181 place Ernest Granier à Montpellier, le vendredi 11 octobre 2019 à 9h30 pour le projet de règlement local de publicité (RLP).

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier, le 9 oct. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 09/10/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-104978-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09/10/19

Réception en Préfecture : 09/10/19

Notifié le : 09/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Etudes Juridiques Documentation et Archives

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Représentation du Président
Médiation juridique - Affaire n°1804445-1

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la requête en date du 8 octobre 2018 enregistrée au Tribunal Administratif sous le numéro 1804833-5, par laquelle Maryse et Guy RUBAN demandent la réinstallation d'une colonne à papier à proximité du lotissement des Aiguelongues à Montpellier,
- VU la décision n°MD2019-140 du 7 février 2019, autorisant le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à ester en justice consécutivement au dépôt de la requête n°1804833-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur et Madame RUBAN,
- **CONSIDERANT** que par courrier en date du 7 janvier 2019, le tribunal administratif de Montpellier a proposé à Monsieur et Madame RUBAN et au Président de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en œuvre une médiation,

- **CONSIDERANT** que les parties ont accepté la médiation et que le tribunal a désigné une médiatrice par ordonnance du 8 avril 2019 dans le cadre de l'instance enregistrée sous le numéro 1901713-5-MED,

- **CONSIDERANT** que la médiatrice a invité les parties à entamer la médiation,

AR R E T E

ARTICLE 1 : Délégation aux fins de représenter la Métropole dans le cadre de la médiation enregistrée sous le numéro 1901713-5-MED est donnée à Monsieur Julien CARTERRE, Chargé de mission études et contentieux au sein du Service Conseil et Contentieux de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 nov. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-109427-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/11/19

Réception en Préfecture : 20/11/19

Notifié le : 21/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

